JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306-51-00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

RÉMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

Apprentis : fraction des salaires non assujettie aux charges fiscales et sociales.

27828. — 21 décembre 1972. — M. Le Bault de la Morinière expose à M. le Premier ministre qu'une fraction des salaires perçus par les apprentis contractuels n'est pas assujettie aux charges sociales et fiscales ainsi qu'aux taxes parafiscales. Des précisions ont été données à ce sujet par la circulaire de M. le Premier ministre en date du 24 octobre 1972 aux préfets et aux recteurs. Toutes les administrations, en particulier le Trésor et les affaires sociales ne sont pas destinataires de cette circulaire, si bien que les intéressés rencontrent des difficultés d'interprétation de la part des U. R. S. S. A. F. La réforme de l'apprentissage valorise ce mode de formation et répond aux besoins économiques et sociaux. Afin que les dispositions de la loi soient respectées, à savoir que le maître d'apprentissage ne doit pas supporter des charges sociales non prévues et que les salaires des apprentis ne sont pas un revenu au sens fiscal pour les familles, il lui demande si la circulaire précitée ne pourrait pas être portée à la connaissance de toutes les administrations concernées et spécialement l'administration fiscale et les organismes de sécurité sociale.

Pensions de retraite civiles et militaires (diversités des régimes de la fonction publique).

27930. — 22 décembre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le Premier ministre de l'éclairer sur la diversité des régimes de retraite de la fonction publique, notamment : 1° quel est l'âge admis pour faire valoir ses droits à la retraite dans les différents services publics : enseignement, finances, Société nationale des chemins de fer, etc ; 2° quel est le montant des retraites attribuées et notamment leur mode de calcul.

Allocation de logement (versement à tous les anciens titulaires de l'allocation-loyer).

27938. — 23 décembre 1972. — M. Poudevigne expose à M. le Premier ministre que le remplacement de l'allocation-loyer servie par l'aide sociale par une allocation de logement servie par les organismes d'allocations familiales aboutit à la suppression de cette aide à nombre de personnes âgées occupant un appartement ne remplissant pas les normes exigées par les organismes d'allocations familiales servant cette allocation de logement. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir que les personnes déjà bénéficiaires d'allocation-loyer continueront à percevoir automatiquement l'allocation de logement quel que soit l'état d'habitabilité de leur logement.

Lois (contrôle de leur constitutionnalité après leur promulgation).

27739. — 23 décembre 1972. — M. Durlieux expose à M. le Premier ministre que l'actuelle Constitution de la République énonce en son article 61 que les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel habilité à se prononcer quant à leur conformité à la Constitution ; ce même article précise que la saisine de ce Conseil, qui ressortit en la circonstance de l'initiative, soit du Président de la République, soit du Premier ministre, soit du président de l'une ou l'autre des deux chambres, doit être réalisée avant la promulgation de la loi. Il lui demande par quel recours peut être dénoncée l'apparente non conformité d'une loi à la Constitution lorsque cette loi a été promulguée sans avoir été déférée au Conseil constitutionnel ou, si aucun recours n'étant alors possible, il y a lieu d'admettre qu'une loi quoique entachée d'inconstitutionnalité s'impose immuablement aux citoyens.

Prestations familiales (maintien pour les enfants continuant leurs études et non bénéficiaires de bourses).

27945. — 27 décembre 1972. — M. de Poulpquet attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des étudiants appartenant à des familles parfois nombreuses ayant des ressources limitées mais dépassant cependant le barème d'attribution. Les bourses leur sont donc refusées et, dans le même temps, lorsqu'ils atteignent vingt ans on leur supprime les allocations familiales ce qui a pour conséquence de réduire fortement les allocations versées aux plus jeunes. Ceci revient, en fait, à pénaliser les parents qui n'ont acquis une situation convenable que grâce à leur travail puisque ceux qui ont un bas salaire obtiennent des bourses. Il lui demande donc s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de maintenir les allocations familiales aux enfants ne bénéficiant pas de bourse tant qu'ils sont à la charge de leurs parents. Ceci n'exclut pas la révision du barème des bourses dont le plafond est vraiment trop bas.

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

*Travail à mi-temps
(maintien de la totalité du supplément familial aux mères de famille).*

27902. — 21 décembre 1972. — M. Poudevigne expose à M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) la situation des mères de famille ayant opté pour le travail à mi-temps. Il semble qu'en demandant le bénéfice de ces dispositions, elles se trouvent privées de la moitié du supplément familial. Ce supplément familial étant une allocation complémentaire répondant à des fins sociales, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de prévoir le versement de la totalité de ce supplément pour les mères de famille ayant opté pour le travail à mi-temps.

O. R. T. F. (maintien des permanences du service de la redevance de Nice et Draguignan).

27903. — 21 décembre 1972. — M. Médecin appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur un communiqué paru dans la presse et faisant connaître aux populations des départements des Alpes-Maritimes et du Var que les permanences du service de la redevance de Nice et de Draguignan seraient supprimées. Il lui fait remarquer qu'avec ses 213.714 récepteurs de télévision et ses 57.292 postes de radio soumis à la redevance, le département des Alpes-Maritimes vient en tête de tous les départements français pour le nombre des comptes proportionnellement au nombre d'habitants et qu'en outre de nombreuses personnes du troisième âge, parmi lesquelles les femmes et les veuves sont en majorité, se sont retirées dans ce département. Or, c'est parmi ces personnes que se recrute principalement la clientèle des permanences du service de la redevance. Celles-ci se trouvent maintenant contraintes d'écrire à Toulouse pour présenter leurs doléances ou solliciter l'exonération de la taxe, ce qui est une source de difficultés pour les personnes âgées dont l'état psychique est un peu affaibli. Il lui demande s'il ne pourrait pas envisager de rétablir ces permanences qui rendraient un grand service à cette catégorie de personnes.

AFFAIRES ETRANGERES

Transports aériens : convention sur la répression de la capture illicite d'aéronefs (ratification).

27915. — 22 décembre 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre des affaires étrangères que la loi n° 72-568 du 5 juillet 1972 autorise la ratification de la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, ouverte à la signature à La Haye le 16 décembre 1970. Ce texte est un des moyens que doit se donner le Gouvernement pour la lutte contre la piraterie aérienne, aussi est-il surprenant de constater que la France ne l'a pas encore ratifiée. Il lui demande : 1° pourquoi cette convention susvisée n'a pas été ratifiée ; 2° si le Gouvernement envisage de le faire à bref délai.

Affaires étrangères : reconnaissance de la R. D. A. par la France.

27936. — 22 décembre 1972. — Après la signature par les gouvernements de la R. F. A. et de la R. D. A. du traité fondamental normalisant les relations entre les deux Etats allemands, M. Mitterrand demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français n'estime pas devoir procéder à la nécessaire reconnaissance de la R. D. A.

Convention d'extradition entre la France et la Belgique : incompatibilités avec le droit interne français.

27942. — 23 décembre 1972. — M. Longueue rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et le royaume de Belgique signée à Bruxelles le 24 février 1972, le rapporteur de ce projet, M. Raymond Bousquet, a fait remarquer que les dispositions des articles 18 et 19 de la convention n'étaient pas entièrement compatibles avec le droit interne français. Cette observation a été reconnue exacte par le ministre de la justice, qui représentait le Gouvernement : « Incontestablement, comme l'a très bien vu M. Bousquet, on note une légère nuance entre les dispositions de la convention et le droit français » (*Journal officiel*, Assemblée nationale, 1^{re} séance du 13 décembre 1972, p. 6110, 2^e colonne). Le rapporteur s'étant borné à poser le problème, le représentant du Gouvernement n'ayant pas été plus explicite que dans le passage cité plus haut sur le risque de contrariété entre la convention et notre droit interne, et l'exposé des motifs du projet de loi, en vertu du parti pris de laconisme, voire d'insignifiance, qui caractérise ce genre de texte, n'en disant pas plus, il lui demande s'il peut exposer avec précision en quoi consiste « la légère nuance » dont a fait état M. le ministre de la justice.

Affaires étrangères : bombardements sur le Nord Viet-Nam.

27952. — 28 décembre 1972. — M. Merclier demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle démarche le Gouvernement, fidèle en cela à sa politique de paix et de respect de la vie, a entrepris ou entreprendra sans délai pour faire connaître au Gouvernement des Etats-Unis l'horreur et la réprobation que suscite chez les Français, quel que soit leur credo politique ou religieux, la reprise au Nord Viet-Nam de bombardements que leur destination, leur méthode et jusqu'à l'heure choisie, rangent d'ores et déjà parmi les crimes de l'histoire.

AFFAIRES SOCIALES

Pensions de retraite (prestations de l'assurance décès).

27874. — 21 décembre 1972. — M. Pierre Bas rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, pour avoir droit aux prestations de l'assurance décès, l'assuré social doit justifier d'un nombre d'heures de travail salarié fixé à 200 heures au cours du trimestre civil précédant la date du décès ou à 120 heures au cours du mois civil précédant cette même date. Il résulte des dispositions ainsi rappelées que les assurés sociaux qui ont pris leur retraite ne peuvent bénéficier du capital décès. Cette lacune est d'autant plus regrettable que les personnes âgées retraitées dont les ressources ont généralement diminué lorsqu'elles ont cessé

leur activité professionnelle ne peuvent percevoir un capital décès qui serait particulièrement utile lorsqu'un des conjoints vient à disparaître. Il lui demande s'il peut faire étudier la possibilité de faire bénéficier les retraités des régimes de sécurité sociale des prestations de l'assurance décès.

Maladies de longue durée (assurés non salariés, remboursement des médicaments).

27877. — 21 décembre 1972. — M. Bonhomme appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les critères de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques en ce qui concerne les personnes relevant du régime d'assurance-maladie des non-salariés, et prises en charge au titre de maladies longues et coûteuses. Il lui expose en effet que, lorsque l'intéressé est soigné à son domicile, le remboursement des frais pharmaceutiques, médicaux, etc. est de 80 p. 100, à condition que les dépenses occasionnées par l'état du malade soient au moins égales à 300 francs par mois pendant 4 mois, ou 1.200 francs étalés sur la même période (circulaire du 10 juin 1970). Il est précisé à ce sujet que lesdits frais doivent résulter, outre des frais d'honoraires médicaux, d'analyses, etc., de l'achat de médicaments dits irremplaçables et coûteux. Par contre, si les médicaments prescrits relèvent de la pharmacie courante, le remboursement de ces médicaments n'est effectué que sur la base de 50 p. 100. Cette disposition paraît très regrettable, pour les personnes reconnues par le contrôle médical de la caisse comme étant atteintes d'une maladie de longue durée, et qui sont soignées par des médecins estimant que les médicaments de pharmacie courante sont tout à fait susceptibles d'entraîner la guérison de leur patient, les spécialités onéreuses ne leur paraissant pas susceptibles d'obtenir un meilleur résultat. Il s'agit donc, en fait, pour les intéressés, de savoir choisir un médecin préférant prescrire des médicaments coûteux en vue d'obtenir un remboursement à 80 p. 100. Compte tenu du caractère forcément arbitraire de cette disposition, pénalisant les malades sachant se contenter d'une pharmacie courante, il lui demande s'il n'estime pas que les maladies relevant du régime d'assurance-maladie des non-salariés, reconnus atteints de maladie de longue durée, devraient obtenir le remboursement de 80 p. 100 pour les frais pharmaceutiques exposés, qu'il s'agisse de spécialités onéreuses ou de médicaments de pharmacie courante, étant entendu que le coût global entraîné par le traitement prescrit atteint le minimum de 300 francs par mois pendant quatre mois, ou de 1.200 francs pour cette même période.

Accidents du travail (Français titulaires de rentes au titre d'un accident survenu au Maroc).

27879. — 21 décembre 1972. — M. Chassagne expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en réponse à la question écrite n° 10111 (Journal officiel, Débats A.N., du 8 avril 1972, p. 842), M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale disait que les Français titulaires de rentes correspondant à un taux d'incapacité permanente d'au moins 10 p. 100, à la suite d'un accident du travail survenu au Maroc, pouvaient obtenir les majorations prévues par la législation marocaine (en dernier lieu, décret royal n° 475-68 du 26 août 1968). Il ajoutait qu'il importait donc au premier chef que les intéressés s'informent auprès des services compétents des dispositions susceptibles de leur être applicables. Il lui expose à cet égard qu'un Français accidenté du travail au Maroc n'a bénéficié d'aucune revalorisation de sa rente depuis 1965. Il lui demande à quel organisme l'intéressé doit s'adresser pour obtenir les majorations dont fait état la réponse précitée. Il souhaiterait également savoir si l'étude de l'octroi éventuel de compléments de majorations dont paraît la même réponse a abouti. Dans ce cas, il lui demande de lui préciser la situation des titulaires d'une rente correspondant à un accident du travail survenu au Maroc.

Fonctionnaires (formation professionnelle continue et promotion sociale).

27891. — 21 décembre 1972. — M. Vandelandotte rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article 41 de la loi n° 70-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente dispose que l'Etat met en œuvre au bénéfice de ses agents une politique simultanée de formation professionnelle et de promotion sociale semblable par sa portée et par les moyens employés à celle prévue par la même loi en faveur des salariés du secteur privé. Cet article prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat doit fixer les

conditions de formation et de perfectionnement de ces agents. Le décret en cause n'ayant pas encore été publié, il lui demande quand il envisage de le faire paraître afin de fixer avec précision les conditions de participation des fonctionnaires de l'Etat à ces cycles ou à ces stages de formation professionnelle continue.

Pensions de retraite (prise en compte des années de guerre ou de captivité).

27907. — 22 décembre 1972. — M. d'Aillières attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation très injuste faite à certaines personnes qui, n'ayant pas cotisé à la sécurité sociale avant 1939 et ayant participé à la guerre ainsi qu'à la captivité, perçoivent, à l'âge de la retraite, une pension ne tenant pas compte des cinq ou six années ainsi consacrées au service du pays. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour remédier à cette situation et assimiler les années passées sous les drapeaux à des années de travail, comme cela est le cas pour les fonctionnaires.

Pensions de retraite (extension des améliorations aux pensions déjà liquidées).

27912. — 22 décembre 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les récentes mesures prises par le Gouvernement en matière de retraites ne s'appliqueront, pour l'essentiel, qu'aux personnes appelées à cesser leur activité dans l'avenir. Ceux qui sont d'ores et déjà retraités ressentent la disparité ainsi créée comme une injustice et ne la comprennent pas. Il lui demande s'il entend prendre des mesures de nature à remédier à cette situation.

Pensions de réversion des conjoints d'assurés sociaux non salariés : versement dès cinquante-cinq ans.

27920. — 22 décembre 1972. — M. Tissandier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'à compter du 1^{er} janvier 1973 l'âge exigé des veuves ou veufs d'assurés du régime général pour obtenir le bénéfice d'un avantage de réversion vieillesse prévu pour le conjoint survivant sera abaissé de soixante-cinq à cinquante-cinq ans. Il lui demande s'il n'estime pas que ces excellentes dispositions devraient être étendues au conjoint survivant d'assuré non salarié — exploitant agricole, commerçant ou artisan.

Assurances sociales (prestations maladie, refus aux chômeurs au bout d'un an).

27934. — 22 décembre 1972. — M. Bernard-Raymond demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales en vertu de quel texte les caisses de sécurité sociale sont autorisées à refuser le bénéfice des prestations d'assurance maladie aux personnes qui sont inscrites au chômage depuis plus d'un an.

Fonds national de solidarité, plafond de ressources, exclusion des pensions d'invalidité de guerre.

27941. — 23 décembre 1972. — M. Vinatier appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le fait que les pensions d'invalidité servies au titre des guerres entrent dans le calcul du plafond de ressources pour l'attribution du fonds national de solidarité. Or, les pensions d'invalidité ne devraient pas être comptées dans les ressources dans la mesure où elles servent à couvrir des dépenses résultant de cette invalidité. Il lui demande s'il n'estime pas devoir, pour cette raison, cesser d'inclure ces pensions dans le calcul du plafond de ressources pour l'attribution du fonds national de solidarité.

Masseurs kinésithérapeutes (rééducateurs en psycho-motricité).

27950. — 30 décembre 1972. — M. Jean Favre attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la profession des masseurs kinésithérapeutes et lui demande s'il entre dans les intentions du Gouvernement de créer une profession autonome de rééducateurs en psycho-motricité ou une sous-profession d'aldes kinésithérapeutes.

Femme salariée épouse d'un travailleur non salarié ou veuve d'un travailleur non salarié : différence avec les épouses ou veuves de salarié.

27951. — 30 décembre 1972. — M. Jean Favre demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales : 1° pourquoi une femme salariée est considérée comme étant à « la charge » de son conjoint s'il est artisan, commerçant, fonctionnaire ou militaire, et dans les mêmes conditions pourquoi elle est considérée comme « non à charge » si son mari est salarié ; 2° pourquoi en matière de pension de reversion y a-t-il « cumul » pour une veuve de salarié qui perçoit une retraite personnelle et dans les mêmes conditions pas de « cumul » pour les veuves dont le mari appartenait à d'autres catégories professionnelles.

Construction (activités de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra)).

27954. — 28 décembre 1972. — M. Grotteray attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur certaines informations selon lesquelles la Sonacotra, Société nationale de construction de logements pour les travailleurs, se serait associée au groupe anglais de financement immobilier Lyon pour construire des immeubles de bureaux à Grenoble. Il est difficilement concevable qu'un organisme dans lequel l'Etat détient 55 p. 100 du capital, dont les moyens de financement sont pour l'essentiel d'origine publique ou semi-publique et dont la vocation est notamment de loger les travailleurs venant des départements d'outre-mer et de l'étranger et de reloger les familles dans le cadre de la lutte contre les bidonvilles, participe à la construction de bureaux. Il lui demande s'il peut rassurer l'opinion sur ces informations et si elles s'avéraient exactes, ce qui semble improbable, il lui demande quelles mesures il envisagerait de prendre pour que la Sonacotra reste fidèle à la mission qui lui a été confiée par l'Etat.

Prestations familiales (incidences des diverses mesures sociales intervenues depuis juillet 1972 en faveur des familles).

27957. — 28 décembre 1972. — M. Charles Privat, considérant les mesures d'ordre social qui sont intervenues depuis le 1^{er} juillet 1972 intéressant les familles, désireux de connaître, pour son information et celle des intéressés, l'incidence de ces mesures sur le plan national, demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales, qui possède tous les éléments statistiques nécessaires, s'il peut répondre aux questions suivantes, et cela pour le régime général, pour le régime agricole et pour les autres régimes ; 1° le nombre de demandes formulées ; 2° le nombre d'allocations accordées et le coût total pour chacune des dispositions législatives suivantes : allocation pour frais de garde, allocation aux handicapés mineurs et majeurs, allocation logement aux jeunes ménages de moins de cinq ans de mariage, allocation logement aux ménages non bénéficiaires de prestation. En ce qui concerne l'allocation de salaire unique ou de la mère au foyer, il lui demande : 1° le nombre de familles pour lesquelles cette prestation a été majorée, avec le total de la dépense correspondante ; 2° le nombre de familles pour lesquelles cette prestation a été inchangée ; 3° le nombre de familles pour lesquelles cette prestation a été supprimée avec le total de l'économie réalisée.

Enfance inadaptée : constructions entreprises par l'A. D. A. P. E. I. grâce aux fonds d'une collecte (exonération de la T. V. A.)

27959. — 28 décembre 1972. — M. Arsène Boulay indique à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'une journée dite Opération 100.000 brioches a été organisée le 1^{er} octobre 1972 dans le département du Puy-de-Dôme sous l'égide de l'A. D. A. P. E. I. et au profit de l'enfance inadaptée. Cette opération a permis de réunir des fonds importants qui seront consacrés aux équipements scolaires nécessaires aux enfants inadaptés. Il lui demande, à la suite du succès rencontré par cette opération : 1° s'il n'estime pas inadmissible que les pourvois publics laissent ainsi le sort de l'enfance inadaptée entre les mains d'organismes privés qui s'en remettent à la charité publique, alors que l'importante participation de la population démontre que l'opinion publique a conscience du drame que vivent ces enfants et leurs familles ; 2° s'il n'estime pas inadmissible que, sur les sommes ainsi récoltées, l'Etat, par ailleurs défaillant, s'approprie à prelever sa dime par l'intermédiaire

de la T. V. A. qui va frapper les travaux immobiliers que l'A. D. A. P. E. I. va engager grâce aux sommes ainsi récoltées ; 3° s'il pense accorder à l'A. D. A. P. E. I. du Puy-de-Dôme une subvention équivalente à la T. V. A., qui sera perçue sur les travaux immobiliers, afin que le produit de la charité publique ne serve pas indirectement à équilibrer le budget de l'Etat, qui consacre par ailleurs un effort sans précédent aux équipements militaires, de sorte que l'aide à l'enfance inadaptée servira en réalité à la force de frappe.

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Calamités agricoles (récolte de maïs dans le Morbihan).

27897. — 21 décembre 1972. — Mme Stéphan expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que des circonstances atmosphériques contraires ont fait de la récolte de maïs dans le département du Morbihan une opération désastreuse. Elle lui indique, à titre d'exemple, que, dans le seul canton de Pluvigner, il a été recensé plus de 300 hectares qui courent le plus grand risque d'être totalement perdus. Elle lui demande quelles mesures il entend mettre en œuvre pour pallier les conséquences dramatiques d'un tel état de chose sur la situation de certaines exploitations qui, essentiellement orientées vers les productions de viande porcine, avaient décidé, pour échapper à la hausse des aliments pour le bétail d'origine industrielle, de développer au maximum la culture du maïs.

Tabac (construction de séchoirs à tabac, octroi de subventions aux planteurs de l'Indre).

27918. — 22 décembre 1972. — M. Tissandier rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que la culture du tabac est depuis quelques années en nette extension dans le département de l'Indre, et lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour que les planteurs de cette région puissent obtenir, comme ceux du Cher, des subventions pour la construction de séchoirs à tabac.

Bâtiments d'élevage (conditions d'octroi des subventions pour leur construction).

27921. — 22 décembre 1972. — M. Tissandier expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural qu'une subvention générale, augmentée sous certaines conditions d'une subvention spéciale, peut être accordée aux agriculteurs qui procèdent à la construction ou à l'aménagement de bâtiments d'élevage de bovins. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que de tels avantages devraient être étendus, dans les régions d'élevage, aux exploitants dont les bâtiments servent au logement des vaches laitières ; 2° si l'effectif minimum requis pour l'ouverture de ces subventions ne pourrait être abaissé de 20 à 15 vaches pour les constructions neuves et de 15 à 10 pour les aménagements des constructions.

Assurances sociales agricoles (versement des avantages vieillesse).

27937. — 23 décembre 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural les difficultés rencontrées par les retraités du régime agricole attendant fréquemment plusieurs jours le versement d'un avantage vieillesse dû depuis le premier jour du trimestre. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la mutualité agricole puisse régler dans les meilleurs délais les prestations à des personnes souvent dénuées de ressources et attendant le versement de ces prestations pour vivre normalement.

Vin (mise en bouteille des vins d'Alsace).

27940. — 23 décembre 1972. — M. Durieux expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que la loi n° 72-298 du 5 juillet 1972 relative à la commercialisation des vins d'Alsace n'autorise la mise en bouteille de ces vins que dans l'aire des deux départements alsaciens, ipso facto le seul fait d'une implantation dans ces deux départements confère donc, il faut bien l'admettre, un droit exorbitant. Après avoir rappelé l'égalité de tous les

citoyens devant la loi, il le prie de lui indiquer pour quelles raisons un négociant en vins installé pour prendre un exemple à Lauterbourg ou à Wissembourg, dans une région où ne croit pas la vigne, jouit de prérogative qui ne sont pas le partage de son homologue installé à Tulle ou à Dunkerque par exemple; enfin, il lui demande quelle authenticité suppose au cas particulier l'implantation au sein d'une aire départementale ressortissant sans plus d'un découpage administratif avec tout ce que ce même découpage accuse d'arbitraire.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, EQUIPEMENT LOGEMENT ET TOURISME

Automobiles (construction de « pare-brise » de sécurité).

27883. — 21 décembre 1972. — M. Donnadieu attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la situation de nombreux automobilistes qui, très souvent, lors d'accidents de la circulation sont blessés au visage par les éclats de leur « pare-brise ». Beaucoup parmi eux auront des cicatrices multiples disgracieuses et douloureuses. Quelque 2.000 par an ont une atteinte plus ou moins grave de la vue pouvant aller jusqu'à la cécité totale et définitive. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'obliger les constructeurs à équiper les automobiles de « pare-brise » et glaces en verre pouvant assurer une meilleure sécurité.

Habitat (prêts des caisses de prestations familiales à l'amélioration de l'habitat - montant maximum).

27889. — 21 décembre 1972. — M. Stirn rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que le décret n° 57-1022 du 17 septembre 1957 a fixé les conditions et les limites d'attribution par les régimes de prestations familiales de prêts destinés à l'amélioration de l'habitat. Le montant de ce prêt a été fixé à 3.500 francs au maximum par décret n° 64-1032 du 30 septembre 1964. Ces prêts doivent permettre l'exécution de travaux d'aménagement ou de réparations comportant une amélioration des conditions de logement. Or, depuis cette époque, différents facteurs sont intervenus entraînant une majoration continue des prix dans le domaine de la construction. Cette majoration peut être évaluée à plus de 50 p. 100 pour les huit années écoulées. Pour tenir compte de cette progression il serait très souhaitable que le plafond de 3.500 francs puisse être augmenté, c'est pourquoi il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager un relèvement de ce plafond dont le chiffre pourrait être porté à 6.000 francs.

Hôtels de tourisme. — Transfert des licences de 4^e catégorie.

27890. — 21 décembre 1972. — M. Turco rappelle à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que le décret n° 67-187 du 23 septembre 1967, par dérogation à l'article 39 alinéa 1^{er}, du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, a donné la possibilité de transférer, sous certaines conditions, mais sans limitation de distance les licences de 4^e catégorie dans les hôtels de tourisme classés 3 étoiles, 4 étoiles et 4 étoiles luxe. Sont exclus par conséquent, du bénéfice de cette dérogation les hôtels de tourisme appartenant aux catégories 1 et 2 étoiles. Il lui fait observer que cette situation est inéquitable, puisque tous les établissements hôteliers classés dans la catégorie « tourisme » ne sont pas soumis à la même réglementation. L'application d'une telle disposition entraîne un préjudice matériel pour les exploitants d'hôtels classés en catégorie 1 et 2 étoiles. Il semble possible, et sans que cela puisse aller à l'encontre de la politique générale de lutte contre l'alcoolisme, d'étendre le champ d'application du décret du 23 septembre 1967 à certains établissements qui présentent de par leur situation géographique des caractéristiques très particulières. Il s'agirait, pour faire application des mesures fondamentales contre l'alcoolisme, d'hôtels éloignés des zones protégées tels que les établissements scolaires et industriels; et qui, du fait de leur emplacement, ont une fonction essentiellement touristique. On pourrait citer, à titre d'exemple, les établissements situés dans les quartiers anciens de certaines villes à vocation touristique. L'extension limitative des mesures prises par le décret précité à certains hôtels de tourisme des catégories 1 et 2 étoiles permettrait de réparer une injustice et donnerait la possibilité aux hôteliers français de jouer leur rôle, qui est de veiller à satisfaire les désirs de leur clientèle; ceci en étant dans des conditions de concurrence identiques avec leurs collègues. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

Anciens combattants.

Déportés et internés. — Revendications.

27916. — 22 décembre 1972. — M. Poirier demande à M. le ministre des anciens combattants quelles sont les intentions du Gouvernement à propos des principaux problèmes qui préoccupent les déportés et internés: levée des forclusions et application du rapport constant.

Médaille militaire: concession en cas de blessure reçue en service commandé.

27949. — 27 décembre 1972. — M. Joanne appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants sur le décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 au sujet de la concession de la médaille militaire à titre normal en cas d'une ou plusieurs blessures en combattant devant l'ennemi ou en service commandé. En effet un grand invalide de guerre, pensionné à 90 p. 100, ancien combattant 39/45, a vu sa candidature à la médaille militaire rejetée par le centre de recrutement de Poitiers, alors qu'il a été blessé en service commandé. La blessure du candidat a été occasionnée par accident en service commandé alors qu'il accomplissait une mission de liaison opérationnelle. Il lui demande s'il peut préciser les termes « service commandé » de manière à ne pas laisser planer d'équivoque quant à l'application du décret cité en référence.

DEFENSE NATIONALE

Défense nationale (agents civils des établissements de la défense: modification de leur statut).

27960. — 28 décembre 1972. — M. Arsène Boulay appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation des agents civils de l'Etat travaillant dans les établissements de la défense nationale. Il lui fait observer, en effet, que les intéressés sont régis par le statut du 3 octobre 1949 mais que ce statut contient de nombreuses dispositions moins favorables que celles du statut général de la fonction publique. Ils souhaitent donc que leur statut soit mis à parité avec celui des fonctionnaires, notamment en ce qui concerne les traitements et salaires, l'âge et le taux de la retraite. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux injustices dont sont victimes les ingénieurs et agents sous contrat et pour modifier en conséquence le statut de 1949.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Gaz de Lacq

(obligation pour ses utilisateurs de changer leur appareil).

27909. — 22 décembre 1972. — M. Habib-Deloncle signale à M. le ministre du développement industriel et scientifique, les conséquences pécuniaires qu'entraîne pour les usagers l'utilisation du gaz de Lacq. Ceux-ci sont en effet obligés de changer leur appareil, lorsque celui-ci est ancien, alors qu'il pourrait encore être utilisé; une indemnité de 200 francs, allouée par le Gaz de France, est loin de suffire à payer la différence avec le nouvel appareil, et les personnes âgées sont particulièrement touchées par cette obligation. Il lui demande si une solution ne pourrait pas intervenir dans les meilleurs délais pour remédier à cet état de fait.

ECONOMIE ET FINANCES

Armes et munitions de chasse confisquées pendant la dernière guerre (indemnisation des propriétaires).

27876. — 21 décembre 1972. — M. Bonhomme expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il avait demandé à M. le ministre de l'intérieur, à propos des armes et des munitions de chasse confisquées à des particuliers au cours de la dernière guerre, quelles mesures d'indemnisation étaient prévues en faveur des personnes ayant remis ces armes et ces munitions. La réponse à cette question (question n° 18571, Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 18 septembre 1971, p. 4152), s'agissant de l'indemnisation des propriétaires, disait que « pour obtenir le remboursement des

sommes qui leur sont dues il suffit donc que ces derniers adressent une demande de retrait, sur papier libre, au préposé de la caisse des dépôts et consignations qui a reçu la consignation, c'est-à-dire, dans la majorité des cas, au trésorier payeur général du département dans lequel les armes ont été saisies. Telles sont les modalités qui avaient été prévues à la suite de confiscation d'armes appartenant à des particuliers au cours des hostilités de 1939-1945. Cette réponse a été établie en accord avec les services de la caisse des dépôts et consignations qui, par une circulaire n° 737 du 17 avril 1948, avait donné aux receveurs des finances et aux trésoriers payeurs généraux les instructions nécessaires concernant les conditions de remboursement des fonds consignés à leurs bénéficiaires. Il lui expose à ce sujet qu'une personne lui a dit avoir pris contact le 15 juin 1972 avec le trésorier payeur général du Doubs à propos d'une arme déposée dans un commissariat de police du département en juillet 1941, dépôt pour lequel elle possède un reçu. Le trésorier payeur général lui a fait savoir qu'il n'était pas en mesure de faire droit à sa demande et qu'il se mettait en rapport avec la recette des finances du lieu de dépôt. Cet organisme a de son côté déclaré au demandeur qu'il ne possédait pas les fonds et ne paraissait pas détenir les dossiers en question. Il lui demande si des instructions ont été données aux services du Trésor, instructions reprenant les indications figurant dans la réponse précitée.

Contribution foncière (fraction de la part communale mise à la charge de l'exploitant, preneur en place).

27880. — 21 décembre 1972. — M. Collette rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 8 de la loi n° 89-1263 du 31 décembre 1969 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier a complété l'article 854 du code rural de telle sorte que dans les communes où le conseil municipal n'a institué ni la taxe des prestations ni la taxe de voirie pour pourvoir aux dépenses des voies communales et de chemins ruraux une fraction du montant de la part communale de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties est supportée par l'exploitant, preneur en place, en ce qui concerne les biens pris à bail. A défaut d'accord amiable entre les parties, cette fraction est fixée à un tiers. Il lui expose que, fréquemment, des districts groupent plusieurs communes pour effectuer des travaux de voirie et qu'il existe une part de la contribution foncière. Il lui demande si, lorsque cette situation existe, le preneur en place supporte une fraction de la part de district, fraction également fixée à un tiers.

Mines et carrières : apport en société civile d'une exploitation en location.

27881. — 21 décembre 1972. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse faite à la question écrite n° 21984 de M. Le Douarec (parue au *Journal officiel*, Débats A. N. n° 74 du 11 octobre 1972). La question posée concernait le régime fiscal des carrières en cas d'apport en société civile d'une exploitation en location. La réponse en cause laissait supposer que l'exploitation d'une carrière serait un élément d'un fonds de commerce et que le gisement serait un stock immobilier. Cette réponse est assez surprenante car une jurisprudence constante tend à considérer l'exploitation d'une carrière non pas comme un élément du fonds de commerce mais comme une vente de meubles, l'exploitation entraînant en effet le capital et les matériaux extraits ne constituant pas un revenu mais une amputation du capital. Quant au gisement lui-même, dont on ne connaît fréquemment pas les limites ni la contenance exacte (ce qui est particulièrement le cas de matériaux abondants : granits, calcaires, etc.) il ne semble pas non plus qu'il puisse constituer un atout. La preuve en est que si l'exploitant de carrières est évincé à l'issue du contrat de forage (art. 107 bis du code minier) l'indemnité que le propriétaire devra lui verser dans certains cas et qui n'est nullement l'équivalent de l'indemnité d'éviction versée au titulaire d'un fonds de commerce en cas de non-renouvellement de son bail, ne tiendra aucunement compte de la valeur du gisement (cf. décret n° 71-676 du 11 août 1972) mais uniquement de la valeur des installations annexes, constructions et ouvrages de génie civil attachés à la demeure de l'exploitation et qui ont pu être édifiés par le titulaire du contrat de forage évincé. Il n'est nullement question d'un quelconque fonds de commerce et l'enseigne, la clientèle, la marque, etc. ne feront par exemple jamais l'objet d'une indemnité quelconque de la part du propriétaire. D'ailleurs ce dernier ne devra aucune indemnité s'il ne reprend pas l'exploitation ou s'il ne la concède pas à nouveau, alors que dans le cas des fonds de commerce, même si le propriétaire ferme le fonds après éviction du locataire, il devra l'indemnité (art. 8 et suivants du décret du 30 septembre 1953

sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial). En raison des conséquences importantes qu'aurait le changement d'attitude des pouvoirs publics dans cette affaire, il lui demande quelle est sa position sur ce problème.

I. R. P. P. (personnes âgées, attribution d'une part et demie).

27882. — 21 décembre 1972. — M. Danflo rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que depuis plusieurs années des dispositions ont été prises prévoyant diverses exonérations et décrets en faveur des personnes âgées. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire étudier la possibilité d'attribution d'une part et demie à ces personnes qui ne bénéficient actuellement que d'une part pour le calcul de leur imposition. Une telle mesure pourrait par exemple être prise en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ce qui permettrait d'améliorer substantiellement la situation d'un certain nombre d'entre elles.

T. V. A. (entrepreneurs de parcs et jardins).

27885. — 21 décembre 1972. — M. Fortuit rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'aux termes de la réglementation applicable au secteur agricole en matière de T. V. A. les entrepreneurs de parcs et jardins, semblent redevables de la taxe : 1° au taux réduit de 7,50 p. 100 notamment pour les fournitures de végétaux, pour l'arrachage, l'abatage, le tronçonnage des arbres ; 2° au taux de 23 p. 100 pour le reste de leur activité, notamment travaux de préparation des sols (labours, desherbage, etc.) mais aussi élagage et étêtage. Il lui fait observer qu'il est par exemple difficile de différencier le tronçonnage de l'étêtage et lui demande s'il peut envisager d'appliquer la taxe au taux réduit de 7 p. 100 sur l'ensemble des activités des entreprises de parcs et jardins.

Inflation (augmentation des prix des prestations de service).

27886. — 21 décembre 1972. — M. Fraudeau appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les décisions récemment prises par le Gouvernement afin de lutter efficacement contre l'inflation. L'abaissement de 23 p. 100 à 20 p. 100 du taux normal de la T. V. A. et de 7,5 p. 100 à 7 p. 100 du taux réduit sont des mesures qui devraient faire sentir leur effet dans les premiers mois de l'année 1973. Dans l'exposé fait devant la commission des finances de l'Assemblée nationale il disait que leur incidence sur les prix devrait se traduire par une diminution de 2 p. 100 pour les produits manufacturés, de 3 p. 100 pour les produits pharmaceutiques et de 7 p. 100 pour la viande de bœuf. Il n'a par contre donné aucune indication en ce qui concerne l'effet qu'elles pourraient avoir sur la hausse que les prestations de service ont connue au cours des derniers mois. Il s'agit d'un problème préoccupant auquel il conviendrait de remédier par un blocage des prix des services publics et par des mesures efficaces en ce qui concerne les prestations de service fournies par des entreprises privées. Il lui demande quelles mesures il envisage à cet égard afin de réagir contre une augmentation des prix en matière de prestations de service, augmentation qui est un des facteurs essentiels de la cherté de la vie.

Exploitants agricoles (remboursement forfaitaire accordé aux exploitants non assujettis à la T. V. A., productions animales).

27887. — 21 décembre 1972. — M. Herzog rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que les agriculteurs qui ne sont pas assujettis à la T. V. A. obtiennent en fin d'exercice, sur demande présentée à l'administration des impôts, un remboursement forfaitaire calculé en pourcentage sur le montant annuel de leurs ventes. En ce qui concerne les productions animales, il existe toutefois deux taux différents : 2,40 p. 100 pour le lait et les produits laitiers ; 3,50 p. 100 pour toutes les autres productions animales. Il y a là une anomalie d'autant plus grave qu'une récente étude faite par l'Institut de l'élevage bovin (ITEB) a montré, d'une part, que le remboursement forfaitaire est insuffisant en production laitière par rapport à la taxe payée sur les investissements et les approvisionnements, d'autre part, que le niveau de récupération est moins favorable pour les producteurs de lait que pour les producteurs spécialisés en viande bovine. Ce document a été transmis aux pouvoirs publics par la fédération nationale des producteurs de lait qui a renouvelé à cette occasion sa demande d'une uniformisation à 3,50 p. 100 du taux du remboursement forfaitaire. Il lui demande s'il compte retenir la suggestion ainsi exposée.

Coiffeurs (T. V. A. : application du taux réduit).

27892. — 21 décembre 1972. — M. Peyret expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation particulière dans laquelle se trouvent les artisans coiffeurs du fait de l'application de la T. V. A. Il existe, en effet, une grande différence entre l'ancien taux qui leur était applicable sur le chiffre d'affaires, soit 2,75 p. 100, et le taux de la T. V. A. actuellement en vigueur, soit 17,6 p. 100. Or, la T. V. A. qui frappe en principe une marge, frappe en fait une valeur totale puisque le coiffeur n'achète pratiquement rien. Il lui demande donc s'il n'y a pas lieu d'appliquer au secteur de la coiffure le taux réduit de T. V. A. Cela se justifie si l'on tient compte du caractère social des prestations rendues. En outre, cette mesure permettrait de tempérer la hausse des prix puisque la coupe de cheveux entre dans la constitution de l'indice général du coût de la vie.

Coiffeurs (libre fixation des tarifs).

27895. — 21 décembre 1972. — M. Péronnet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés éprouvées par les artisans coiffeurs. Les charges de cette profession s'accroissent sans cesse, malgré une compression de main-d'œuvre qui entraîne une augmentation de chômage. Etant donné la situation préoccupante de ce secteur indispensable de l'activité économique et les risques de fermeture de salons de coiffure qui peuvent se présenter, il lui demande s'il n'envisage pas de reconsidérer sa position et de rendre aux artisans coiffeurs la liberté de fixation de leurs tarifs.

*Recettes buralistes
(nombreuses suppressions dans la Drôme).*

27900. — 21 décembre 1972. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que, malgré les dispositions de l'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale obligeant les ministres à répondre dans un délai de un mois qui peut être prolongé de deux mois, sa question n° 23926 n'a pas encore été honorée d'une réponse, il lui rappelle les termes de cette-ci ainsi rédigée : « M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que dans le département de la Drôme, et notamment dans l'arrondissement de Montélimar, une grande partie des recettes buralistes a été supprimée, occasionnant aux usagers une gêne importante. Il lui demande, tenant compte en particulier du fait que dans d'autres départements aucune recette buraliste n'a été supprimée, s'il entend réexaminer rapidement cette décision. Il souhaite qu'une recette buraliste au moins soit maintenue par canton ainsi que dans les communes à vocation viticole, et que dans les autres communes les registres correspondants soient déposés en mairie. Il lui rappelle à cette occasion que c'est l'administration qui doit être au service du public et non pas le public au service de l'administration. »

T. V. A. (décote spéciale, calcul des frais de premier établissement, prise en compte des stages professionnels de reconversion).

27901. — 21 décembre 1972. — M. Herman indique à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en réponse à M. Calméjane (*Journal officiel*, Débats A. N., du 10 juillet 1971, p. 3635), il a été admis que, pour le calcul du pourcentage de 35 p. 100 nécessaire aux artisans pour bénéficier de la décote spéciale, pouvaient être ajoutés au forfait B. I. C. les frais de premier établissement supportés la première année d'exploitation. Il demande si, dans le cas d'un commerçant qui, pour des raisons commerciales, se trouve dans la nécessité de se reconvertir en une activité artisanale de réparations, qui de ce fait cesse toutes ventes commerciales, il peut être tenu compte, dans le premier forfait de taxes sur le chiffre d'affaires, du manque à gagner résultant des stages professionnels de reconversion nécessaires à l'exploitation de sa nouvelle profession. Dans l'affirmative, cette évaluation peut-elle être chiffrée en tant que main-d'œuvre pure en fonction des temps de stage effectués par rapport au forfait B. I. C. fixé pour le temps d'exploitation effectif de son activité artisanale au cours de la première année d'exploitation.

I. R. P. P. (professions libérales, déduction forfaitaire de frais professionnels sans justification).

27910. — 22 décembre 1972. — M. Palewski expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi de finances pour 1972 a fixé à 175.000 francs la somme au-dessous de laquelle les membres

des professions libérales peuvent déduire forfaitairement leurs frais professionnels. Mais pour ceux qui dépassent ce plafond une justification de frais est nécessaire, même pour la tranche allant de 0 à 175.000 francs de recettes. Il lui demande s'il ne peut envisager d'autoriser la déduction forfaitaire sur la tranche allant de 0 à 175.000 francs de recettes et ne demander de justifications qu'au-delà de cette somme.

Prime de départ à la retraite (I. R. P. P. : relèvement du plafond exonérable).

27913. — 22 décembre 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le montant de l'indemnité de départ à la retraite exonérable d'impôt sur le revenu est limité à 10.000 francs depuis 1957. Il lui demande s'il envisage de relever sensiblement ce plafond afin de tenir compte de la dépréciation monétaire intervenue au cours des quinze dernières années. Ainal l'indemnité accordée aux travailleurs qui quittent une entreprise après plusieurs dizaines d'années de services rendus pourra devenir un facteur de la stabilité du personnel et de l'harmonie sociale.

Coiffeurs (T. V. A. : application du taux réduit).

27922. — 22 décembre 1972. — M. Berger attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les répercussions de la T. V. A. dans le secteur de la coiffure. Cette taxe s'applique actuellement au taux de 17,6 p. 100 alors que l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires était de 2,75 p. 100. Cela provoque une surcharge fiscale puisque dans ce secteur la matière première utilisée est insignifiante. Il en résulte que la T. V. A. ne frappe pas une marge. Les prestations fournies par les coiffeurs présentant un caractère social évident, il lui demande s'il est possible d'envisager l'application du taux réduit de la T. V. A. aux services de coiffure. Cette solution permettrait en outre d'aider au freinage de l'expansion des prix.

Exploitants agricoles assujettis à la T. V. A. avant 1972 : remboursement de la totalité de leur crédit d'impôt.

27923. — 22 décembre 1972. — M. Herzog rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en 1971 le Gouvernement a accepté en matière de taxe à la valeur ajoutée la suppression du butoir et le principe du remboursement du crédit d'impôt T. V. A. En effet, il était anormal que les agriculteurs immobilisent des sommes importantes, sous forme d'avance de T. V. A., qui doivent être financées par des emprunts supplémentaires à des taux toujours plus élevés. Malheureusement, les agriculteurs assujettis avant 1972 n'ont eu droit qu'à un très faible remboursement de leur créance : 25 p. 100 du crédit d'impôt seulement. Le reste de la somme à déduire constitue le crédit de référence et se trouve être gelé jusqu'à épuisement naturel, c'est-à-dire à très long terme. Cette situation particulièrement injuste pénalise très lourdement certains assujettis, les premiers qui aient opté pour cette formule. Au moment où se posent les problèmes de rentabilité de la production laitière et de l'élevage, il lui demande de prendre des mesures en faveur des éleveurs assujettis à la T. V. A. avant 1972 qui ont investi d'une manière importante en matière de bâtiments d'élevage, notamment pour qu'ils puissent bénéficier d'un remboursement de crédit d'impôt total comparable au taux admis pour ceux qui ont opté postérieurement à 1972.

I. R. P. P. : revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers.

27925. — 22 décembre 1972. — M. Plantier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conditions d'application de la loi du 19 octobre 1972 relative à l'imposition des revenus non salariaux intégralement déclarés par des tiers. Il lui signale, notamment, le cas d'une société en nom collectif constituée par des agents généraux d'assurances et dont les associés remplissent les conditions prévues par la loi pour bénéficier de l'abattement de 20 p. 100. Toutefois, certains de ses associés ont constitué parallèlement une société anonyme dont ils perçoivent des salaires. Dès lors, la question se pose de savoir si les dispositions de la loi du 19 octobre 1972 qui prévoit que les agents généraux d'assurances « ne doivent pas bénéficier

d'autres revenus professionnels » peuvent leur être opposés. En effet, les revenus dont il s'agit sont des salaires et bénéficient normalement d'un abattement de 20 p. 100 pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Il pourrait, dans ces conditions, paraître anormal qu'ils soient assimilés à des courtages ou produits accessoires. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème ainsi évoqué.

H. L. M. (augmentation des loyers dans la région parisienne).

27926. — 22 décembre 1972. — M. Mainguy expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a pris connaissance avec satisfaction des mesures prises par le Gouvernement afin de donner une nouvelle dimension à la lutte contre l'inflation. La baisse du taux normal et du taux réduit de T. V. A. lui ont paru, en particulier, susceptible de continuer l'augmentation du coût de la vie. Il lui signale cependant qu'il vient d'apprendre que l'office public d'habitations à loyer modéré interdépartementale de la région parisienne avait avisé ses ressortissants que les ressources du budget de l'office, pour l'année 1972, ne peuvent être assurées par les recettes des loyers prévisibles aux taux en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1972. Il avait décidé de majorer les quittances de loyers à partir du 1^{er} janvier 1973. Cette majoration doit porter le prix annuel du mètre carré de surface corrigée de 31,44 francs à 34,56 francs. Une telle augmentation de l'ordre de 10 p. 100 va manifestement à l'encontre du souci du Gouvernement de lutter contre l'inflation. Il lui demande quelles mesures peuvent être envisagées afin que les loyers des organismes d'H. L. M. ne soient pas majorés pendant une période d'assez longue durée : six mois ou un an environ.

Alcools (vente au détail des boissons alcooliques du cinquième groupe, marge minimale).

27933. — 22 décembre 1972. — M. Jean Durieux expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par arrêté du 18 mai 1972, il a, pour la vente au détail des boissons classées dans le cinquième groupe des boissons alcoolisées, fixé une marge minima représentée par le multiplicateur 1035. Or, alors que suivant les termes mêmes de l'arrêté, ces dispositions doivent s'appliquer jusqu'au 31 décembre 1972, il souhaiterait connaître si les dispositions considérées seront prorogées au-delà de cette dernière date.

Formation professionnelle (sommes dues par les employeurs, sociétés filiales d'une société mère).

27935. — 22 décembre 1972. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 stipule que les employeurs doivent consacrer au financement d'actions de formation professionnelle des sommes représentant 0,80 p. 100 au moins du montant des salaires payés au cours de l'année en cours. Ladite loi ne contient aucune disposition relative aux modalités d'application de la participation obligatoire mise à la charge de l'employeur dans le cadre d'un groupe de sociétés dont chacune constitue une filiale d'une société mère prise au sens fiscal du terme, et dont les activités sont complémentaires et interdépendantes. Il lui demande si, dans le cadre d'un groupe de sociétés dont chacune d'elles est juridiquement et économiquement interdépendante des autres, et au niveau duquel sont, par conséquent, décidées les actions de formation à mettre en œuvre, il est possible d'apprécier l'effort de financement de la formation au niveau du groupe ainsi constitué et non au niveau de chacune des sociétés qui le composent. Il lui demande également si ces sociétés peuvent être considérées comme s'étant acquittées de l'obligation mise à leur charge par l'article 14 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, si le coût des actions de formation organisées au niveau du groupe atteint une somme au moins égale à celle qui résulte de l'application du taux légalement fixé aux salaires versés au personnel du groupe.

Catastrophe de Vierzy (exonération des droits de succession pour les familles des victimes).

27946. — 27 décembre 1972. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des familles des victimes de la catastrophe de Vierzy. Il a déposé

une proposition de loi tendant à exonérer les familles des droits de succession comme cela avait été prévu lors de la catastrophe de Malpasset. Mais cette proposition de loi rencontre actuellement des difficultés devant la commission de recevabilité et, dans ces conditions, demande s'il serait possible d'accorder un sursis général au paiement des droits jusqu'à ce que la nouvelle Assemblée, dans sa prochaine session, puisse examiner cette affaire.

Lotissements (exonération des droits de mutation, appréciation de l'engagement de construire une certaine densité du terrain).

27955. — 28 décembre 1972. — M. Paul Alduy expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation d'un lotisseur professionnel qui, ayant acquis sous le régime de la T. V. A. immobilière, diverses parcelles mitoyennes, par divers actes échelonnés du 5 décembre 1963 au 8 avril 1968, formant ensemble une superficie globale de 34.118 mètres carrés, dans le but de procéder au lotissement de ces terrains, a été obligé par les services de l'urbanisme à s'associer avec deux autres lotisseurs mitoyens, pour présenter un lotissement global à plan masse unique, couvrant l'ensemble d'un secteur urbain de 25 hectares environ. En matière de fiscalité immobilière, le maintien définitif de l'exonération des droits de mutation est subordonné : d'une part à l'engagement de construire pris à concurrence d'une maison individuelle par 2.500 mètres carrés de superficie, la réalisation de cette condition dans les délais légaux étant suffisante pour exempter le redevable de tout rappel de droits ; d'autre part, s'agissant d'un lotisseur, à la condition que le terrain soit revendu dans le délai de cinq ans et que chaque sous-acquéreur prenne lui-même l'engagement de construire. A l'expiration des délais légaux, le lotisseur doit justifier par la production d'un certificat du maire du lieu de situation des biens, que les immeubles créés ou construits sont en situation d'être habités ou utilisés. A l'heure actuelle, la situation de ce lotisseur se présente comme suit : les délais légaux ou les prorogations de délais déjà accordées arrivent à expiration ; un certain nombre de lots en provenance des terrains initialement acquis restent à vendre. Mais sur l'ensemble des 34.118 mètres carrés inclus dans le lotissement, le nombre des immeubles achevés par les sous-acquéreurs ressort à vingt-deux maisons individuelles, chiffre faisant apparaître une densité moyenne, supérieure à une construction par 2.500 mètres carrés ; bien que la densité de construction requise soit amplement observée au regard de l'ensemble des terrains initialement acquis, le lotisseur ayant ainsi répondu à l'intention du législateur, l'administration prétend que, pour l'appréciation des conditions d'exonération des droits de mutation, chaque acquisition initiale doit être envisagée isolément ; elle se propose de procéder au rappel des droits de mutation sur celles des acquisitions pour lesquelles les conditions de vente dans le délai de cinq ans, ou de densité d'une construction par 2.500 mètres carrés ne sont pas entièrement respectées ; il est fait observé qu'en raison des exigences de l'urbanisme préservant l'exécution d'un lotissement unique pour l'ensemble de ce secteur urbain, et des sujétions imposées tant par la création des votes et espaces verts que par les cessions gratuites de terrain à la commune opérées dans le cadre de ce lotissement d'ensemble, la réunion des conditions d'exonération est techniquement irréalisable s'il faut respecter ces conditions au regard de chaque acquisition prise isolément. Il lui demande si, dans ces conditions, la position de l'administration est justifiée ou bien si l'on doit considérer que ses prétentions étant techniquement incompatibles avec les prescriptions de l'urbanisme, le lotisseur est définitivement libéré de tout rappel de droits de mutation, dès l'instant où, au regard de la superficie d'ensemble des terrains qu'il a apportés à l'exécution dudit lotissement, la densité d'une construction par 2.500 mètres carrés de superficie brute est observée dans les délais légaux ou à l'expiration des prorogations précédemment accordées.

Enfance inadaptée (constructions entreprises par l'A. D. A. P. E. I. grâce aux fonds d'une collecte) (exonération de la T. V. A.).

27958. — 28 décembre 1972. — M. Boulay indique à M. le ministre de l'économie et des finances que, le 1^{er} octobre 1972, l'A. D. A. P. E. I. a organisé, dans le Puy-de-Dôme, l'opération « 100.000 brioches » afin de rassembler les fonds nécessaires pour la construction d'équipements destinés à l'enfance inadaptée. Or, il lui fait observer que, non seulement absent de l'action en faveur des handicapés et inadaptés, l'Etat va encore prélever sa dime en frappant de T. V. A. les travaux immobiliers que l'A. D. A. P. E. I. pourra réaliser grâce à la charité publique. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour dispenser l'A. D. A. P. E. I. du paiement de la T. V. A. sur ses travaux immobiliers.

EDUCATION NATIONALE

Etudiants (élèves internes et demi-pensionnaires des classes préparatoires de lycée).

27975. — 21 décembre 1972. — M. Bolo appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation faite aux élèves internes et demi-pensionnaires des classes préparatoires de lycée. Ces élèves qui ont passé le baccalauréat et qui ont été admis pour préparer les concours des grandes écoles sont considérés comme des étudiants, cotisent à la sécurité sociale des étudiants et doivent bénéficier de toutes les aides prévues pour les étudiants. Mais, alors que les étudiants, lorsqu'ils prennent leurs repas dans un restaurant universitaire, reçoivent de l'Etat une aide égale à la somme qu'ils versent pour prix du repas, ce qui fait qu'avec un versement de 1,90 franc ils reçoivent des prestations d'une valeur de 3,80 francs, s'ils prennent leurs repas dans un lycée aucune subvention n'est accordée, si bien que le crédit de nourriture alimenté par le seul prix des pensions versées par les familles et calculé d'après les versements faits par l'ensemble des élèves du lycée, y compris ceux des classes secondaires, demeure très insuffisant pour des jeunes gens travaillant beaucoup et pourvus d'un solide appétit. Actuellement ce crédit est de l'ordre de 3,80 francs par jour dans un lycée de Nantes, si bien qu'un élève du lycée devrait être réduit à la moitié de la ration d'un étudiant vivant en cité. Cette situation incite les élèves à préférer le régime des cités auquel ils ont droit mais, d'autre part, ils ajoutent leurs candidatures à des candidatures trop nombreuses et par ailleurs ils perdent le bénéfice primordial de la vie sur les lieux mêmes où est donné l'enseignement avec le minimum de perte de temps. Il lui demande s'il peut envisager les mesures nécessaires pour porter remède à la regrettable anomalie qu'il vient de lui exposer.

Transports scolaires (coût élevé pour les familles, les départements et les communes).

27894. — 21 décembre 1972. — M. Berthouin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le coût de plus en plus élevé des transports scolaires. Les charges se répartissent à la fois sur le budget des familles, des communes et des départements. La scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans devrait, automatiquement, entraîner la gratuité complète de l'enseignement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

Bourses d'enseignement (octroi automatique aux familles exonérées de P.I.R.P.P.).

27896. — 21 décembre 1972. — M. Tissandier expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas d'un contribuable ayant trois enfants d'âge scolaire, les deux derniers étant élèves d'un C.E.G., à qui a été refusé le bénéfice d'une bourse pour sa fille aînée élève de terminale d'un lycée technique, au motif que ses ressources annuelles excédaient de 2.000 francs le maximum fixé par la réglementation en la matière. Il lui précise que ce père de famille a dû, pour faire construire sa maison d'habitation, contracter un emprunt dont l'intérêt annuel est supérieur à la somme sus-indiquée. Attirant son attention sur la situation paradoxale résultant du fait que les ressources de l'intéressé sont jugées d'une part trop importantes pour l'administration de l'éducation nationale, alors qu'elles sont si peu élevées pour l'administration des finances qu'il n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu, il lui demande s'il n'estime pas que les bourses d'enseignement devraient automatiquement être accordées à tout père de famille qui n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Instituteurs (formation continue, couverture des frais de stage).

27898. — 21 décembre 1972. — M. Sallanave expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la circulaire ministérielle n° 72.240 du 20 juin 1972, relative à la formation continue des instituteurs, prévoit des stages d'une durée moyenne de six semaines que les instituteurs effectueront dans les écoles normales et qui, pour ces établissements d'accueil, entraîneront nécessairement des frais d'hébergement et des frais d'enseignement. Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées pour permettre la couverture de ces frais.

Enseignants (formation, rémunération des formateurs).

27895. — 21 décembre 1972. — M. Sallanave expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, selon les instructions complémentaires à la circulaire ministérielle du 20 juin 1972 (D. I. P. E. R. 19, stages n° 178) du 18 octobre 1972, la formation des maîtres fera appel à « des intervenants dont la compétence de formateurs dans un domaine spécifique est reconnue ». Il lui demande quelles sont les dispositions envisagées en vue de la rémunération éventuelle de ces intervenants et de la couverture de leurs frais de déplacement.

Vacances scolaires (libre fixation par les établissements scolaires de quatre demi-journées de vacances).

27905. — 22 décembre 1972. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les complications qu'entraîne pour les parents la fixation au gré des établissements des quatre demi-journées de vacances laissées à l'appréciation des chefs d'établissements, après avis des conseils d'administration. Pour peu que des parents aient en effet des enfants dans plusieurs établissements scolaires différents, il est extrêmement rare que ces demi-journées de vacances coïncident, ce qui en fait empêche les familles d'en profiter normalement. Il lui demande s'il ne lui semble pas qu'il serait préférable dans ces conditions d'en revenir à une fixation d'office, pouvant par exemple être faite selon les académies afin de tenir compte des coutumes ou des impératifs locaux.

Enseignants (professeurs techniques adjoints des lycées techniques : amélioration de leur situation).

27906. — 22 décembre 1972. — M. Bourdellès demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut indiquer quelles mesures sont envisagées dans le cadre de l'application de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique, afin de résoudre les divers problèmes qui intéressent les professeurs techniques adjoints des lycées techniques, et s'il peut donner l'assurance que les crédits prévus dans le budget de 1973 permettront de mettre effectivement en œuvre les diverses améliorations qui ont été promises à ces catégories de personnels.

Etablissements scolaires (panneaux réservés aux élèves dans les lycées, affiches injurieuses et obscènes).

27911. — 22 décembre 1972. — M. Jacques Dominati expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans certains lycées parisiens les panneaux réservés aux élèves se couvrent quelquefois d'affiches délibérément obscènes et injurieuses, choquant de nombreux jeunes gens et jeunes filles. Il désire savoir si, à défaut d'une censure préalable, le ministère ne pourrait pas imposer la signature des affiches devant être apposées.

Enseignement supérieur (facultés libres : égalité réelle des étudiants devant les examens avec ceux des établissements publics).

27924. — 22 décembre 1972. — M. Lacombe expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la loi du 12 juillet 1971 tend à procurer aux établissements d'enseignement supérieur privés les mêmes conditions d'autonomie pédagogique que celles prévues pour les établissements publics, en vue notamment d'assurer l'égalité entre tous les étudiants qui préparent des diplômes nationaux. La loi envisage comme moyen principal des conventions entre les universités et les établissements privés. Mais l'expérience prouve que les facultés libres peuvent difficilement obtenir des conventions assurant vraiment leur autonomie pédagogique. Faute de convention, la loi prévoit la désignation par le ministre des jurys. Mais rien ne garantit le respect par ces derniers de l'autonomie pédagogique de l'enseignement privé. Il lui demande donc comment il peut garantir réellement l'égalité des étudiants devant les examens.

Ecoles maternelles (nombre d'enfants scolarisés).

27948. — 27 décembre 1972. — M. Longueue demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il peut lui indiquer le nombre d'enfants scolarisés dans les écoles maternelles des villes

de plus de 100.000 habitants. Il souhaiterait connaître ces chiffres en ce qui concerne d'une part les enfants âgés de deux à trois ans et, d'autre part, les enfants de trois à six ans.

INTERIEUR

Sapeurs-pompiers (personnel d'encadrement, renouvellement des structures et des traitements).

27884. — 21 décembre 1972. — M. Fortuit expose à M. le ministre de l'intérieur que les fonctions des officiers et adjudants professionnels de sapeurs-pompiers ont évolué et que les intéressés sont en fait devenus des « ingénieurs et techniciens de sécurité ». Dès 1964, d'ailleurs, les conditions pour concourir à la fonction d'officier professionnel (sous-lieutenant) ont été fixées comme suit : 1° être titulaire d'un diplôme de licence ou d'ingénieur ; 2° posséder certaines qualifications particulières, précises, pour les autres candidats. Il est regrettable que les traitements des intéressés ne tiennent pas compte des nouvelles qualifications exigées, ce qui explique que 50 p. 100 des postes au niveau de ces cadres sont actuellement non pourvus. Il lui demande pour ces raisons s'il peut envisager le renouvellement des structures et des traitements du personnel d'encadrement des corps de sapeurs-pompiers professionnels. Une révision des traitements pourrait intervenir en considérant que ces cadres ont un emploi technique dans une collectivité locale et en les assimilant à ces emplois, comme cela a déjà été admis pour les personnels d'exécution et de maîtrise.

Ropatriés (indemnisation, retards dans le règlement des dossiers).

27919. — 22 décembre 1972. — M. Tissandier attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les retards apportés au règlement des dossiers des rapatriés d'outre-mer et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait indispensable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que, notamment par une simplification des formalités actuellement exigées, les intéressés obtiennent dans des délais plus rapides le paiement des indemnités qui leur sont dues.

Maires (retraite des adjoints supplémentaires).

27944. — 27 décembre 1972. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'intérieur, dans le cadre de la loi sur la retraite des maires et adjoints, quelle sera la situation des adjoints supplémentaires.

*Communes (personnel)
(Indemnités de mission, relèvement des taux).*

27947. — 27 décembre 1972. — M. Longuequeue attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les difficultés que présente le remboursement de leurs frais de déplacement aux agents des collectivités locales, compte tenu de la modicité des taux applicables aux indemnités de mission. Celles-ci sont très inférieures aux tarifs pratiqués dans les établissements hôteliers, même de catégorie modeste, et il lui demande si un relèvement des taux de base fixés par l'arrêté interministériel du 12 octobre 1971 est envisagé dans un proche avenir.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes (distribution de brochures complètes sur la nouvelle codification).

27917. — 22 décembre 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre des postes et télécommunications que le code postal distribué à la grande majorité des usagers ne permet pas de connaître la numérotation de toutes les destinations. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'une brochure complète soit mise à la disposition de tous afin d'accoutumer le grand public à la nouvelle codification dans des délais raisonnables.

Chèques postaux (fonctionnement des « comptes joints »).

27953. — 28 décembre 1972. — M. Griotteray rappelle à M. le ministre des postes et télécommunications que le service des chèques postaux a mis au point pour les ménages une formule de compte

joint. Dans la publicité qu'il fait paraître en faveur de cette nouvelle formule, il précise que mari et femme en sont cotitulaires et que chacun peut donc l'utiliser comme un compte personnel. Il semble malheureusement que de nombreuses administrations et notamment les organismes de retraite en ignorent encore les modalités de fonctionnement et refusent de virer au crédit d'un tel compte le montant de certaines allocations. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette anomalie qui complique la vie de nombreux Français et pour permettre aux titulaires de compte joint d'y faire virer tous les versements auxquels ils ont droit.

PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Gardes fédéraux de chasse et gardes-pêche (unification de ces corps).

27904. — 21 décembre 1972. — M. Poudavigne expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que les gardes fédéraux relèvent de l'autorité des fédérations départementales de chasse, alors que les gardes-pêche relèvent de l'autorité du ministère de l'agriculture et du développement rural. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'unifier ce corps.

Animaux à fourrure dont les espèces sont en voie de disparition.

27908. — 22 décembre 1972. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le problème de la protection des animaux à fourrure dont les espèces sont gravement menacées de disparition du fait de l'absence d'une politique commerciale appropriée. La France, qui n'est pas producteur, est cependant avec d'autres pays européens, l'un des plus importants importateurs de fourrures, et contribue donc, par ce biais, à la destruction des espèces rares telles que le guépard, la loutre de La Plata ou le tigre... Déjà, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont pris des mesures radicales pour contingentiser les importations et contrôler le transit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, en collaboration avec les autres ministres intéressés, tant sur le plan national que dans le cadre européen, pour mettre un terme aux abus actuels, sans attendre que soit enfin élaborée la convention internationale en cours de négociation, mais qui ne pourra recevoir une application effective que dans quelques années. Il serait très désireux de connaître les mesures conservatoires envisagées dans ce domaine et surtout quelles seront leurs chances d'aboutissement à brève échéance, car il ne semble pas normal de se retrancher plus longtemps derrière l'inaction des autres pays importateurs et les négociations internationales en cours, alors que la conservation des espèces menacées exigerait dès maintenant une intervention ferme et rapide sur le plan réglementaire.

SANTE PUBLIQUE

Fonctionnaires (congés de longue maladie).

27893. — 21 décembre 1972. — M. Labbé rappelle à M. le ministre de la santé publique que la loi n° 72-594 du 5 juillet 1972 portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires améliore les garanties statutaires en matière de congé de maladie des fonctionnaires. Ces nouvelles dispositions ne sont cependant pas encore applicables, car les décrets d'application prévus par la loi précitée n'ont pas encore été publiés. Les fonctionnaires atteints par des maladies graves attendent impatiemment la publication de ces textes. C'est pourquoi il lui demande quand ceux-ci paraîtront. Il souhaiterait également que les décrets en cause prévoient la possibilité de faire bénéficier, à titre exceptionnel, des congés de longue maladie les fonctionnaires atteints d'une maladie grave, non prévue dans la liste établie, comme cela est le cas dans le régime de la sécurité sociale.

Cancer (contrôle des conditions de traitement par cobalt).

27927. — 22 décembre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la santé publique : 1° le nombre d'actes de traitement par cobalt 60 effectués dans les établissements publics, dans les cliniques privées, dans les centres anticancéreux, si possible par département et par bombe ; 2° si la sécurité sociale dispose de

médecins en nombre suffisant pour effectuer un contrôle efficace et quelle est leur compétence dans cette spécialité; 3° le nombre d'autorisations d'installation d'équipements à hautes énergies accordées en 1970, 1971 et 1972 et leur implantation: CO 60, béta-tron, accélérateur linéaire; 4° s'il ne serait pas judicieux que le ministère de la santé publique, par différents sondages et grâce au personnel qualifié des centres anticancéreux, effectue un contrôle des conditions de ces traitements dont certains sembleraient ressortir davantage au débit commercial qu'à l'utilité médicale; 5° quel contrôle est effectué par le ministère de la santé publique auprès des cliniques privées et par quel personnel qualifié; 6° quelles mesures sont éventuellement envisagées, suite à la question écrite n° 10690, pour que le scandale de la santé, comme l'appelle M. Sevend dans son ouvrage, ne se continue pas impunément, le ministère de la santé publique devant être le protecteur et le surveillant de la santé de tous les Français, qu'ils s'adressent au secteur public ou privé.

Cancer (prépondérance du secteur privé, insuffisance notamment en médecins anesthésistes réanimateurs).

27928. — 22 décembre 1972. — Suite aux réponses incomplètes à la question écrite n° 10690 (*Journal officiel* du 12 mai 1970) et considérant la très mauvaise répartition géographique des installations de cobalthérapie et la place prépondérante des équipements du secteur privé, M. Michel Rocard s'étonne qu'une fois de plus la sécurité sociale alimente fructueusement cette forme d'exploitation de la maladie et demande à M. le ministre de la santé publique: 1° le nombre d'installations existant dans les centres anticancéreux dans les hôpitaux publics; 2° les raisons pour lesquelles de nombreuses villes importantes ne disposent pas d'équipement public de télegammathérapie; 3° quelles garanties étaient exigées des demandeurs de toute installation de traitement par cobalt, et notamment « concernant l'expérience acquise en radiothérapie et en cancérologie » pour reprendre les termes de la réponse à la question n° 10690 et pour justifier valablement une fois de plus la prédominance du secteur privé; 4° quel est le genre de consultation des centres anticancéreux prévue au paragraphe 5 de la réponse n° 10690, notamment quel est le nombre des refus décidés par le ministère, les raisons, le nombre de vetos opposés par les centres anticancéreux; 5° une réponse précise au paragraphe 6 de la question n° 10690 concernant les garanties morales d'efficacité médicale, la réponse fournie s'abritant derrière la procédure des textes administratifs dont l'application ne fournit qu'un des paramètres de la protection de la santé publique; le ministère dispose avec les centres anticancéreux nationaux d'un moyen de contrôle efficace qui pourrait lui permettre d'opposer son veto ou de décider la fermeture de toute installation ne fonctionnant pas avec la même garantie que celle de ses centres, seuls susceptibles de procurer des survies plus longues et de meilleure qualité. Considérant les conséquences à tirer sur le plan de la santé publique du récent procès de Montpellier et considérant l'importance dans l'exercice médical hospitalier et privé du rôle des anesthésistes réanimateurs, il lui demande: 1° s'il considère normal que les anesthésies soient effectuées par un personnel n'ayant pas la qualification de spécialiste et utilisant des drogues nouvelles dont l'efficacité est à la mesure des connaissances de celui qui s'en sert; 2° le nombre de médecins anesthésistes réanimateurs pourvus du diplôme de qualification exerçant dans les hôpitaux publics, à temps plein, à temps partiel; 3° leur répartition par hôpital sur l'ensemble du territoire; 4° les mêmes réponses pour l'hospitalisation privée, et notamment les cliniques; 5° les mêmes réponses concernant les infirmiers et infirmières; 6° si la sécurité sociale rembourse dans les cliniques privées les honoraires d'anesthésie même si les actes sont effectués par des médecins n'ayant pas la qualification en anesthésie-réanimation; 7° enfin, s'il ne serait pas judicieux d'interdire certaines interventions dans tout équipement chirurgical ne disposant pas d'un médecin anesthésiste qualifié; 8° les mesures envisagées par le ministère pour la protection de la santé publique suite aux enquêtes qu'il a dû effectuer depuis le procès de Montpellier, tant auprès des établissements publics que privés, et si la formule de nationalisation de tous les établissements d'hospitalisation ne serait pas le meilleur moyen de protéger la santé publique.

Chirurgiens à temps plein des hôpitaux publics (traitements).

27929. — 22 décembre 1972. — Considérant le peu d'enthousiasme des jeunes chirurgiens pour occuper les postes à temps plein des hôpitaux publics, M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la santé publique: 1° les mesures envisagées pour faciliter ce recrutement; 2° les traitements de début offerts aux chirurgiens plein

temps de 1°, 2° et 3° catégorie et leur comparaison avec les traitements des médecins salariés des caisses d'assurance sociale agricole (notamment médecine du travail; 3° s'il ne considère pas que la non-revalorisation des traitements des chirurgiens est la seule cause de leur faible participation aux concours hospitaliers, alors qu'ils ont pour la plupart des titres éminents supposant en moyenne dix ans d'études complémentaires, une moyenne d'âge au début de carrière de trente-cinq ans, et des responsabilités énormes.

Handicapés (établissements publics et privés).

27931. — 22 décembre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la santé publique: 1° quel est le nombre d'établissements publics et privés pour les handicapés, leur répartition sur le territoire métropolitain, le nombre de lits par catégories; 2° quelles sont les normes exigées dans ces établissements quant au chiffre du personnel et selon les catégories les qualifications demandées; 3° quel contrôle le ministère de la santé publique effectue pour exiger l'application des normes et la garantie de sécurité à l'égard des différents établissements tant publics que privés, les mesures prises lorsque ces établissements ne répondent pas à un minimum de garantie; dans combien de cas elles ont été appliquées en 1971-1972.

Cancer (centres anticancéreux, modification de leur statut, et de leurs attributions).

27932. — 22 décembre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la santé publique si, face au fléau redoutable que représente la maladie cancéreuse, il ne serait pas judicieux de modifier le statut et notamment les attributions des centres anticancéreux: 1° en leur permettant une action plus efficace, les traitements actuels du cancer étant essentiellement pluri-disciplinaires: notamment en leur accordant des moyens impératifs de contrôle sur tous les traitements des malades atteints de cette affection, que ce soit dans le privé ou dans les établissements publics; 2° en apportant à la pratique quotidienne du traitement de ces malades la formule du travail d'équipe des grands instituts offrant aux malades une garantie qui s'avère indispensable, à la cancérologie le moyen de progresser de façon rationnelle, par une liaison médecins-praticiens-centres anticancéreux; 3° en obligeant tous les malades suspects ou atteints de cancer d'être dirigés, orientés et contrôlés sur le plan thérapeutique exclusivement par des spécialistes de cancérologie de nos grands centres spécialisés comme ce fut jadis le cas pour la tuberculose; 4° en imposant une surveillance par des cancérologues qualifiés, de tous les centres de radiothérapie, cobalt notamment.

Hôpitaux privés (parution des décrets d'application de la loi du 31 décembre 1970).

27943. — 26 décembre 1972. — M. Mercler appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'application de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière. L'article 58 de cette loi précise que ses dispositions devaient être insérées dans le code de la santé publique, par décret en Conseil d'Etat, dans le délai d'un an à compter de la loi précitée. Cette exigence n'a pu être satisfaite en raison du retard apporté dans la parution des décrets d'application concernant notamment les articles 52, 55 et 56 de la loi n° 70-1318. Or, un certain nombre de praticiens, ayant obtenu l'autorisation de construire des établissements d'hospitalisation privée et désireux de conclure avec l'Etat des conventions prévues aux articles 40, 41 et 42 de la loi n° 70-1318, à ce jour, entreprendre les travaux, en raison de l'ignorance dans laquelle ils se trouvent des mesures prévues par l'administration pour la mise en vigueur de la loi. L'impossibilité de calculer le montant possible et souhaitable des investissements sans connaître les conditions d'amortissement paralyse les constructeurs, tenus cependant par le délai de réalisation de deux ans prescrit dans la décision d'attribution des lits. Il lui demande s'il peut: 1° lui faire connaître la date à laquelle les décrets prévus par l'article 58 de la loi n° 70-1318 seront publiés en leur totalité; 2° envisager la prolongation automatique d'un an des délais consentis aux praticiens détenteurs d'une autorisation de construction d'établissements d'hospitalisation privée, cette prolongation correspondant à celle que s'est octroyée l'administration pour faire paraître les décrets d'application de la loi susvisée.

Infirmiers (revendications du personnel du secteur psychiatrique).

27956. — 28 décembre 1972. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur une motion adoptée le 12 décembre 1972, par le personnel infirmier et les élèves infirmiers du secteur psychiatrique adhérents au syndicat Force ouvrière de Cadillac, qui après avoir pris connaissance de son communiqué faisant état des mesures de reclassement du personnel soignant des hôpitaux publics, constatent que ces décisions ont été prises sans consultation des représentants des personnels concernés. Ils s'inquiètent qu'aucune mention ne soit faite quant à l'extension de ce reclassement au personnel soignant des hôpitaux psychiatriques, protestent contre les propositions soumises au conseil supérieur de la fonction publique qui maintiennent un échelon exceptionnel accessible aux seuls diplômés d'Etat, ce qui a priori écarterait les infirmiers de secteur psychiatrique d'un alignement indiciaire prévu par les dispositions statutaires antérieures au moment où les conditions de recrutement et de formation sont comparables à celles du personnel soignant des hôpitaux généraux, et demandent en conséquence l'application intégrale du reclassement en catégorie B. Ils expriment leur détermination d'engager toute action propre à faire aboutir cette revendication essentielle, revendication justifiée en en plus par les sujétions particulières résultant de la mise en place de la sectorisation sans moyen en personnels et en crédits indispensables pourtant pour la mise en œuvre d'une politique d'hygiène mentale au service de la population. Il lui demande dans quelle mesure il estime pouvoir satisfaire ces revendications de façon à apaiser le mécontentement des catégories de personnel concernées.

TRANSPORTS

Société nationale des chemins de fer français (suppression du passage à niveau de la gare de Tracy-Sancerre).

27878. — 21 décembre 1972. — M. Bolvilliers expose à M. le ministre des transports que le passage à niveau de la gare de Tracy-Sancerre, sur la ligne de Paris—Clermont—Nîmes, est une gêne pour la circulation, active en cet endroit. Le passage des trains y est fréquent, ce qui nécessite une fermeture prolongée des barrières. Le trafic routier s'accroît lui aussi; cette route, par le pont de Saint-Thibault-sur-Loire, constitue la meilleure liaison entre le Sancerrois, Cosne, le Nivernais, la route nationale 7 et Paris. De plus, gardé de jour et de nuit, la surveillance de ce passage à niveau doit être une lourde charge pour la Société nationale des chemins de fer français. Il lui demande s'il peut lui faire connaître si la suppression et le remplacement de ce passage à niveau par un passage supérieur ou inférieur est envisagée dans un délai assez proche.

Société nationale des chemins de fer français (carte vermeil, suppression des restrictions relatives aux dates de voyages).

27914. — 22 décembre 1972. — M. Poirier expose à M. le ministre des transports que de nombreuses personnes âgées souhaitent effectuer des déplacements à l'occasion des fêtes de fin d'année et se voient refuser le bénéfice de la carte «vermeil» si le départ n'est pas effectué avant le 21 décembre. D'une façon générale, les personnes âgées sont souvent amenées à se déplacer pendant les vacances scolaires, soit pour accompagner des enfants, soit pour en assurer la garde au domicile des parents. Il serait donc souhaitable de supprimer toute restriction relative à la date des voyages pour les détenteurs de cartes «vermeil». Il lui demande si une telle mesure ne peut pas être envisagée et appliquée dans un proche avenir.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES DE L'INFORMATION

Ecole nationale d'administration (stagiaires du cycle préparatoire aux concours d'entrée à l'école nationale d'administration).

26777. — M. Missoffe attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation des stagiaires du cycle préparatoire aux concours d'entrée à l'école nationale d'administration. Il lui demande quels sont les droits qui s'attachent au bénéfice du certificat prévu à l'article 19

du décret n° 71-787 du 21 septembre 1971 relatif aux conditions d'accès à l'école nationale d'administration et au régime de la scolarité, et si ce certificat pourra être délivré aux anciens stagiaires du cycle préparatoire sélectionnés avant 1972. Il souhaiterait connaître, par ailleurs, les raisons pour lesquelles des anciens stagiaires, par exemple bi-admissibles aux concours d'entrée à l'école nationale d'administration, ne pourraient pas obtenir l'équivalence du diplôme d'administration publique délivré aux fonctionnaires élèves des I. R. A. avec les équivalences universitaires qui s'attachent à ce dernier diplôme. Il lui demande enfin s'il existerait quelque obstacle à ce que les anciens stagiaires du cycle préparatoire déclarés admissibles aux concours d'entrée à l'école nationale d'administration obtiennent que cette qualité leur soit matériellement reconnue, notamment par une signification officielle adressée par l'école à leur administration d'origine. (Question du 27 octobre 1972.)

Réponse. — Le certificat de fin de cycle préparatoire aux concours internes d'entrée à l'école nationale d'administration prévu à l'article 19 du décret n° 71-787 du 21 septembre 1971 relatif aux conditions d'accès à l'école nationale d'administration et au régime de la scolarité est délivré par le directeur de l'école, sur proposition des autorités ayant la direction pédagogique des centres de préparation. Les conditions d'obtention de ce certificat ont été précisées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique en date du 7 décembre 1971, publié au *Journal officiel* du 18 décembre 1971. Les titulaires de ce certificat pourront se présenter à tous les concours d'accès aux corps de catégorie A ainsi qu'aux concours d'entrée aux écoles assurant le recrutement et la formation des fonctionnaires de catégorie A, dès l'instant que ces concours sont ouverts à des candidats titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter aux concours externes d'entrée à l'école nationale d'administration, en application de l'article 4 du décret n° 71-787 du 21 septembre 1971 précité. L'article 60 du décret susmentionné prévoit que: « les dispositions concernant le cycle préparatoire ne prendront effet que pour les candidats admis aux épreuves ouvertes à partir de l'année 1972 ». Les anciens stagiaires sélectionnés avant 1972 se trouvent ainsi écartés du bénéfice du certificat de fin de cycle préparatoire. Il n'est pas envisagé dans l'immédiat d'octroyer un diplôme ou une équivalence aux anciens stagiaires du cycle préparatoire admissibles ou bi-admissibles aux concours d'entrée à l'E. N. A. Les candidats admissibles aux concours d'entrée à l'E. N. A. ont accès, aux termes du décret du 21 septembre 1971, à divers corps administratifs de catégorie A. Les modalités d'accès à ces corps sont en cours d'examen. L'admissibilité aux concours d'entrée à l'E. N. A. fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* de la République française. Toutefois, les candidats qui souhaitent obtenir une ampliation de ce document peuvent en faire la demande au directeur de l'école nationale d'administration.

Rapatriés (agents contractuels d'Algérie dont la titularisation a été retardée par les événements).

27426. — M. de la Verpillière attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur la situation de certains rapatriés arrivés à la vie professionnelle pendant les événements d'Algérie et qui ont perdu plusieurs années au début de leur carrière du fait d'une infirmité ou d'une invalidité due à une blessure de guerre ou une maladie contractée au service militaire, alors que ces personnes se destinaient à la fonction publique pendant une période où le recrutement dans les départements algériens était strictement limité aux agents contractuels, conformément soit au décret n° 56-273 du 17 mars 1956 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès à la fonction publique des citoyens français-musulmans, soit au décret n° 59-1213 du 20 octobre 1959 fixant les règles de recrutement et de rémunération de certains personnels non titulaires dans les services de l'Etat en Algérie, dans les services de l'Algérie et dans les établissements publics en Algérie, et notamment son article 17. Il lui demande quelles sont ses intentions ou celles du Gouvernement à l'égard de cette catégorie de rapatriés qui, par suite des événements algériens, ont vu retarder considérablement leur accession en qualité de titulaire dans la fonction publique. (Question du 30 novembre 1972.)

Réponse. — Les textes cités par l'honorable parlementaire, intervenus dans l'esprit de la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative avaient simplement pour objet de faciliter l'accès à la fonction publique des citoyens français-musulmans d'Algérie. Le décret n° 56-273 du 17 mars 1956 permettait la nomination de ces derniers dans chaque grade des divers cadres et services de l'Algérie, à concurrence de la moitié des vacances existantes ou

à intervenir. Par l'article 17 du décret n° 59-1213 du 27 octobre 1959 (et non du 20 octobre 1959) ce pourcentage a été porté à 70 p. 100 pour les emplois de catégories B et C et à 90 p. 100 pour les emplois de catégorie D, sauf en ce qui concernait les emplois des corps et cadres de l'Etat où il restait de 50 p. 100. A aucun moment le recrutement dans les départements algériens n'a été « strictement limité aux agents contractuels ». Des concours ont d'ailleurs été ouverts jusqu'à la veille du jour de l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Quant aux infirmes et aux invalides du fait d'une blessure ou d'une maladie contractée au service en Algérie, et bien que les opérations de maintien de l'ordre ne puissent être assimilées aux opérations de guerre, ils ont bénéficié, comme l'ensemble des jeunes gens ayant servi sous les drapeaux, des mesures de réparation prévues au code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

AFFAIRES ETRANGERES

Sécurité routière (contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles des pays de la Communauté).

25988. — M. Cousté demande à M. le ministre des affaires étrangères si les études auxquelles il faisait allusion dans sa réponse du 18 juin 1971 concernant l'uniformisation et le renforcement des prescriptions et modalités de contrôle technique obligatoire des véhicules automobiles, qu'ils soient de tourisme ou utilitaires, dans les six pays de la Communauté européenne et qui devaient être achevées à la fin de 1971, sont bien arrivées à terme. Ont-elles permis un certain nombre d'initiatives dans le cadre de la communauté en voie d'élargissement. Ces études ont-elles, en outre, permis de préciser les incidences financières tant pour les usagers que pour les organisations professionnelles ou organismes indépendants qu'entraînerait le contrôle technique obligatoire des véhicules. (Question du 16 septembre 1972.)

Réponse. — Les conclusions de l'étude « Véhistet » ont bien été déposées à la fin de 1971. Ces conclusions, qui reposent sur une expertise approfondie de 1.550 accidents statistiquement représentatifs et sur une étude coût-efficacité de la mise en œuvre du contrôle technique, ne permettent pas de préconiser la généralisation du contrôle technique à toutes les catégories de véhicules qui en sont aujourd'hui exemptes ; mais elles mettent en évidence que l'extension du contrôle technique à certaines catégories de véhicules anciens pourrait avoir une efficacité du même ordre que son coût. Le coût unitaire du contrôle technique peut être estimé entre 35 et 50 francs, dans les conditions économiques en vigueur au 1^{er} octobre 1971, pour les services qui effectueraient le contrôle ; pour les usagers, il faut ajouter les termes très variables correspondant au déplacement vers le centre de contrôle et au temps total consacré au contrôle. Compte tenu de tous ces éléments la question est toujours à l'étude. Ma réponse du 18 juin 1971 précisait d'ailleurs que l'uniformisation des procédures de contrôle technique dans les pays de la Communauté européenne, qui est très souhaitable, soulève des problèmes ardu compte tenu des politiques très différentes suivies dans ce domaine par les divers pays de la Communauté.

AFFAIRES SOCIALES

Orphelins (allocation de).

15171 et 24840. — M. Sauzedde indique à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'il a noté avec beaucoup de satisfaction la décision d'instituer, en 1971, une allocation orphelin de 88 francs par mois pour un orphelin partiel et de 166 francs pour un orphelin total. Mais il lui fait observer que si, dans son principe, cette mesure est excellente, il est souhaitable qu'elle puisse s'appliquer, dans l'avenir, à l'ensemble des enfants orphelins et pas seulement à l'ainé. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître : 1° s'il envisage de proposer, par étapes, en 1972 et les années suivantes, l'attribution de l'allocation orphelin à l'ensemble des enfants d'une même famille et pas seulement à l'ainé ; 2° s'il peut lui indiquer quel est l'organisme qui versera cette allocation, comment elle sera liquidée et quelle formalité doivent remplir les mères de famille ou les tuteurs des enfants pour en obtenir le versement ; 3° à quel date se fera le premier versement ; 4° s'il lui paraît possible, en ce qui concerne les enfants placés dans des établissements publics ou privés à but scolaire et éducatif et qui sont orphelins totaux, qu'une partie de cette allocation leur soit versée directement sous la forme d'argent de poche, le reste étant placé sur un livret de caisse d'épargne ouvert à leur

nom auprès de la C. N. E. et qu'ils pourront librement utiliser à leur majorité. (Question des 25 novembre 1970 et 15 juin 1972.)

Réponse. — Depuis la publication au Journal officiel du 25 décembre 1970 de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 instituant une allocation en faveur des orphelins et de certains enfants à la charge de parents isolés, les questions soulevées par l'honorable parlementaire semblent être devenues sans objet. En effet, cette prestation nouvelle a pour objectif de faciliter le maintien en milieu familial des orphelins partiels et totaux, étant précisé que les enfants dont l'un des parents est absent au sens de l'article 115 du code civil et ceux dont la filiation maternelle est seule établie sont assimilés à des orphelins partiels. L'allocation d'orphelin est liquidée par l'ensemble des organismes et services visés à l'article 26 de l'ordonnance n° 87-706 du 21 août 1967. Elle est versée mensuellement, sur la base d'un taux de 15 p. 100 de la base mensuelle pour les orphelins partiels et de 30 p. 100 pour les orphelins totaux, les personnes physiques assumant la charge effective et permanente des enfants dont il s'agit pouvant seules en être allocataires. L'allocation d'orphelin est payée depuis le 1^{er} janvier 1971.

Prestations familiales (revalorisation).

21553. — M. Gaudin attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les graves problèmes qui se posent aux intéressés après le vote de la loi portant amélioration du sort des familles. En particulier, il lui demande s'il peut préciser sa position concernant les questions suivantes : 1° sera-t-il porté atteinte au cours du VI^e Plan au taux de la cotisation versée aux prestations familiales ; 2° le Gouvernement continuera-t-il à refuser le rattrapage du pouvoir d'achat des allocations familiales et leur indexation sur les salaires. (Question du 18 décembre 1971.)

Réponse. — Les diminutions successives du taux de la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales résultent du transfert intervenu à plusieurs reprises d'un ou de plusieurs points de la cotisation d'allocations familiales aux cotisations d'assurance maladie et vieillesse dans le but de mieux répartir les ressources globales de la sécurité sociale sans alourdir les charges qui pèsent sur les entreprises. Cette opération n'a nullement été préjudiciable aux familles puisqu'elle a permis de préserver les conditions dans lesquelles celles-ci bénéficient des prestations d'assurance-maladie. Par ailleurs, elle n'a pas empêché non plus que soit mise en œuvre une nouvelle politique familiale dont les orientations générales ont été définies par le Président de la République à l'occasion du XXV^e anniversaire de l'union nationale des allocations familiales, le 5 décembre 1970. Des mesures importantes ont en effet été prises pour rénover l'allocation de salaire unique et l'allocation de la mère au foyer, étendre l'allocation-logement à de nouvelles catégories de bénéficiaires, créer une allocation d'orphelin, une allocation pour frais de garde et des prestations spécifiques en faveur des mineurs handicapés. Parallèlement, le Gouvernement s'est engagé à préserver le pouvoir d'achat des allocations familiales en les faisant varier au même rythme que les prix à la consommation. Cet engagement ne fait d'ailleurs qu'entériner l'évolution antérieurement constatée. En effet, sur la base 100 en 1959, l'indice des prestations familiales atteint 204 en 1971 alors que l'indice des prix n'arrive qu'à 165. Au surplus et pour tenir compte des besoins plus importants des familles de ressources modestes, la majoration de l'allocation de salaire unique et l'allocation pour frais de garde ont été directement indexées sur le salaire minimum interprofessionnel de croissance tant en ce qui concerne la détermination des plafonds pris en considération pour leur attribution que pour les taux auxquels elles sont servies. Enfin, les abattements de zones intervenant lors du calcul des prestations familiales seront supprimés à partir du 1^{er} janvier 1973, mesure dont bénéficieront 80 p. 100 des allocataires. En conséquence, et ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, un effort considérable a déjà été fait par le Gouvernement pour que les prestations familiales conservent leur pouvoir d'achat, ce qui n'exclut pas que des perfectionnements complémentaires puissent être recherchés pour tenir compte de l'évolution réelle des besoins des familles.

Apprentis (prestations familiales).

23283. — M. Menu rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, pour l'attribution des prestations familiales, les apprentis, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sont considérés comme enfants à charge. Cependant, n'est plus considéré comme à charge l'apprenti qui reçoit un salaire mensuel supérieur au salaire moyen servant de base au calcul des prestations familiales applicable au

lieu de résidence de la famille ou de la personne qui en est responsable. Il lui expose, à cet égard, la situation d'un agent de l'Etat ayant cinq enfants, dont le fils aîné est actuellement en apprentissage (contrat d'apprentissage portant sur la période du 24 septembre 1970 au 30 juin 1972). Le salaire de cet apprenti fixé cependant dans le cadre de la profession par l'inspection du travail dépasse le salaire moyen servant de base au calcul des prestations familiales qui est de 410 francs par mois dans ce cas particulier. Pour la période du 1^{er} décembre 1970 au 30 septembre 1971 cet apprenti a perçu un salaire de 6.069,75 francs. Cette somme est supérieure de 1.336,75 francs au salaire plafond. Le père de cet apprenti est invité par son administration à rembourser une somme de 3.719,38 francs, à la fois au titre des allocations familiales, de l'allocation de logement et du supplément familial de traitement. Il est évidemment tout à fait anormal que pour un dépassement de plafond le remboursement exigé soit égal à trois fois le salaire perçu au-dessus du plafond. Il est également regrettable qu'un apprenti ne soit plus considéré comme à charge lorsque son salaire est supérieur au salaire moyen de base au calcul des prestations familiales, même lorsque ce salaire est fixé par l'inspection du travail. L'exemple particulier ainsi exposé permet de se rendre compte qu'un père de famille dont un fils apprenti est âgé de moins de dix-huit ans ne perçoit pas les prestations auxquelles il pourrait normalement prétendre bien que soient respectées, par ailleurs, toutes les conditions administratives relatives au contrat d'apprentissage. Il lui demande s'il entend faire procéder à une étude de ce problème afin d'éviter des situations aussi inéquitables. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Dans l'état actuel des textes, les dispositions conjuguées de l'article L. 527 du code de la sécurité sociale et du décret du 11 mars 1964 prévoient le maintien du service des prestations familiales jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour les enfants placés en apprentissage. L'apprenti ouvre droit au bénéfice des prestations familiales si la rémunération mensuelle ne dépasse pas la base mensuelle de calcul des prestations familiales soit, depuis le 1^{er} août 1972, 440,50 francs dans la zone sans abattement. Il est admis, en règle générale, que le minimum de rémunération pouvant correspondre à une activité professionnelle suffisante pour ouvrir droit au bénéfice des prestations familiales correspond à la base mensuelle de calcul des prestations familiales. L'apprenti, dont la rémunération dépasse cette base, doit donc être considéré comme susceptible de subvenir à ses propres besoins en exerçant une activité professionnelle normale; de ce fait, il ne répond plus au critère d'enfant à charge et, en conséquence, n'ouvre plus droit au bénéfice des prestations familiales. On peut imaginer que les prestations familiales puissent être réduites à partir du moment où le cumul des prestations familiales et de rémunération de l'apprenti dépasse le montant de la base mensuelle de calcul des prestations familiales. Cela éviterait l'application de la règle du « tout ou rien » dont l'apparente rigueur est soulignée par l'honorable parlementaire: le montant des prestations familiales serait réduit progressivement jusqu'à leur suppression totale dès l'instant où le niveau de la rémunération atteindrait le chiffre de ladite base de calcul. Mais il faut remarquer aussi qu'une telle modulation serait source de nombreuses difficultés pratiques du fait de constants ajustements nécessaires et qu'elle s'avèrerait en définitive plus défavorable pour les allocataires qui, actuellement, perçoivent des allocations familiales sans réduction pour leurs enfants se trouvant dans la situation décrite plus haut. C'est la raison majeure pour laquelle elle n'a pas été adoptée.

Prestations familiales (revalorisation).

25370. — M. Tony Larue appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la diminution du taux de la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales qui est passé de 16,75 p. 100 à 14,25 p. 100, puis à 13,30 p. 100 et à 11,50 p. 100 et enfin à 10,50 p. 100. Il semblerait qu'un nouvel abaissement soit envisagé à brève échéance, ce qui rendrait ultérieurement impossible la revalorisation sérieuse des prestations, faute de ressources nécessaires dans les caisses d'allocations familiales. Une telle mesure, si elle est envisagée, constituerait un préjudice flagrant à l'égard de familles déjà soumises à des privations du fait de l'écart croissant qui existe entre leurs ressources, d'une part, et les dépenses auxquelles elles doivent faire face pour élever normalement leurs enfants, d'autre part. Devant l'aggravation du décalage existant entre l'augmentation incessante du coût de la vie et la stagnation du niveau des prestations familiales, il lui demande s'il ne conviendrait pas de reviser le mode de revalorisation de ces prestations, de façon qu'elles suivent plus exactement l'évolution des prix. (Question du 15 juillet 1972.)

Réponse. — Les diminutions successives du taux de la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales résultent du transfert intervenu à plusieurs reprises d'un ou de plusieurs points de la cotisation d'allocations familiales aux cotisations d'assurance maladie

et vieillesse dans le but de mieux répartir les ressources globales de la sécurité sociale sans alourdir les charges qui pèsent sur les entreprises. Cependant, cette opération n'a pas empêché que soit mise en œuvre une nouvelle politique familiale dont les orientations générales ont été définies par le Président de la République à l'occasion du XXV^e anniversaire de l'Union nationale des allocations familiales, le 5 décembre 1970. Des mesures importantes ont en effet été prises pour rénover l'allocation de salaire unique et l'allocation de la mère au foyer, étendre l'allocation logement à de nouvelles catégories de bénéficiaires, créer une allocation d'orphelin, une allocation pour frais de garde et des prestations spécifiques en faveur des mineurs handicapés. Enfin les abattements de zone en matière de prestations familiales seront supprimés à partir du 1^{er} janvier 1973, mesure qui entraîne une revalorisation de 1 à 4 p. 100 des prestations pour 80 p. 100 des allocataires. Parallèlement et dans le cadre du VI^e Plan, le Gouvernement s'est engagé à préserver le pouvoir d'achat des allocations familiales en les faisant varier au même rythme que les prix à la consommation. Cet engagement ne fait d'ailleurs qu'entériner l'évolution antérieurement constatée. En effet, sur la base 100 en 1959, l'indice des prestations familiales atteint 204 en 1971 alors que l'indice des prix n'arrive qu'à 165. Au surplus et pour tenir compte des besoins plus importants des familles de ressources modestes, la majoration de l'allocation de salaire unique et l'allocation pour frais de garde ont été directement indexées sur le salaire minimum interprofessionnel de croissance tant en ce qui concerne la détermination des plafonds pris en considération pour leur attribution que les taux auxquels elles sont servies. En conséquence, et ainsi que le souhaite l'honorable parlementaire, un effort très important a déjà été fait par le Gouvernement dans le domaine des prestations familiales, ce qui n'exclut pas des études attentives en vue de tenir compte de l'évolution réelle des besoins des familles.

Pharmacies mutualistes.

25603. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés qui subsistent encore entre la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et certaines associations gérant des pharmacies mutualistes (notamment l'union nationale d'action mutualiste sanitaire et sociale) en ce qui concerne le taux de la remise sur le prix des médicaments remboursés aux assurés sociaux prévue au profit de la C. N. A. M. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de donner une suite favorable à la demande d'audience qui lui a été présentée le 20 juin 1972 par l'union nationale d'action mutualiste sanitaire et sociale et quelles mesures il compte prendre pour faciliter les négociations entre cet organisme et la C. N. A. M. (Question du 5 août 1972.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'article L. 593 du code de la santé publique dispose que les pharmacies gérées par des organismes à but non lucratif doivent obligatoirement appliquer aux prix limites des médicaments un abattement dont le taux minimum est fixé par arrêté. Un taux de 12 p. 100 a été prévu par arrêté du 30 décembre 1969, étant précisé qu'il ne s'appliquerait pas aux organismes à but non lucratif qui se seraient engagés à faire bénéficier la caisse nationale d'assurance maladie d'une remise sur le prix des médicaments remboursés aux assurés sociaux. C'est ainsi que des accords ont été passés par la quasi-totalité de organismes gestionnaires de pharmacies mutualistes pour prévoir le versement au profit de la caisse nationale d'assurance maladie d'une remise de 6 p. 100, les pharmacies créées ultérieurement devant consentir une remise de 9 p. 100. Ces ristournes pratiquées par les pharmacies mutualistes trouvent leur justification dans les avantages fiscaux, notamment exonération de la patente et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui sont consentis à ces officines. En 1970, à la suite de la diminution de 2,28 p. 100 du prix des spécialités pharmaceutiques, la caisse nationale d'assurance maladie a accepté d'ouvrir avec les pharmacies mutualistes de nouvelles négociations. Celles-ci ont abouti à la signature, le 27 octobre 1970, d'une nouvelle convention avec la fédération nationale de la mutualité française, qui regroupe la majorité des pharmacies mutualistes (36 groupements mutualistes sur 46 au total). Aux termes de cet accord, les deux taux antérieurs de 6 et 9 p. 100 disparaissaient et étaient remplacés par un taux unique de 5 p. 100 applicable jusqu'au 15 septembre 1972. A cette date, la ristourne devait atteindre 8 p. 100 puis passer à 6,72 p. 100 à partir du 15 septembre 1974. Depuis sa mise en vigueur, la ristourne de 5 p. 100 a été appliquée par l'ensemble des pharmacies mutualistes. En dépit de ce régime très favorable par rapport à la disposition réglementaire prévoyant normalement un abattement de 12 p. 100, la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés n'a cependant pas été insensible à certains arguments invoqués par les organismes mutualistes. En égard aux difficultés qu'éprouveraient actuellement certaines de ces pharmacies, elle a décidé de reporter du 15 septembre 1972 au 15 septembre 1973 le relèvement de 5 à 6 p. 100 du taux de la ristourne,

des études sur les relations entre les organismes d'assurance maladie et les organismes mutualistes devant entre temps être menées conjointement. Il apparaît que cette mesure répond aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Prestations familiales (revalorisation).

25836. — Mme Chonavel appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la dégradation des allocations familiales par rapport à la hausse continue du niveau général des prix. L'augmentation de 6 p. 100 au 1^{er} août n'a pas permis aux allocations familiales, loin s'en faut, de rattraper le pouvoir d'achat qu'elles ont perdu en dix ans. Les excédents des prestations familiales s'élèvent à près de 8 milliards de francs et permettraient un relèvement de 25 p. 100 de toutes les prestations et pour toutes les familles. C'est pourquoi la revendication présentée par les organisations familiales, d'un relèvement immédiat de 10 p. 100 des allocations familiales, avec suppression des abattements de zone n'a rien d'exagéré. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre : 1° pour que cette augmentation ait lieu sans retard ; 2° pour que les fonds affectés aux prestations familiales ne servent plus à financer des mesures relevant du budget de l'Etat mais soient intégralement redistribués aux familles. (Question du 26 septembre 1972.)

Réponse. — Dans l'ensemble, l'évolution de la valeur moyenne de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (en années pleines) est légèrement plus rapide que celle des prix à la consommation depuis de nombreuses années. Sur la base 100 en 1959, l'indice de la base de calcul atteint 204 en 1971, l'indice de la base de calcul n'atteint que 165 à la même date. Soucieux de respecter cette évolution, le Gouvernement s'est engagé à faire varier les prestations familiales comme les prix à la consommation. Les résultats enregistrés pour la période initiale d'exécution du Plan montrent que cet engagement a été respecté. A cette fin, la base mensuelle de calcul a été revalorisée de 6 p. 100 au 1^{er} août 1972. D'autre part, après la mise en œuvre des mesures nouvelles introduites par la loi n° 72-8 du 3 janvier 1972 rénovant l'allocation de salaire unique, étendant l'allocation-logement à de nouveaux bénéficiaires et créant l'allocation pour frais de garde, le Gouvernement a décidé de supprimer les abattements de zone au 1^{er} janvier 1973 et de revaloriser les prestations servies aux handicapés, à compter du 1^{er} octobre 1972. Avec cette dernière mesure, 60 p. 100 des bénéficiaires verront ainsi leurs prestations revalorisées de façon sensible. Il n'est pas exclu que des améliorations complémentaires soient possibles au cours du VI^e Plan. Elles ne pourraient que s'inscrire dans tous les cas dans le cadre financier général de la sécurité sociale.

Maladies professionnelles

(affections des mineurs dues à la chaleur et au bruit).

26240. — M. Pierre Villion expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les mineurs de fond des mines de potasse d'Alsace travaillent par des températures de 40 degrés dans le bruit assourdissant des haveuses et des machines pelleuses et dans une atmosphère chargée de poussière de sel et des gaz de combustion des moteurs Diesel. Or les maladies qui en sont la conséquence, par exemple la surdité et les crampes de chaleur, ne sont pas reconnues comme maladies professionnelles et la durée du temps de travail est plus longue qu'en 1936 c'est-à-dire avant la mécanisation qui a augmenté la densité du travail, donc la fatigue et l'usure physique des mineurs de fond, et qui a augmenté de façon considérable la production et la productivité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire reconnaître lesdites maladies comme maladies professionnelles et pour réduire la durée du temps de travail. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — Le décret n° 72-1016 du 2 novembre 1972 publié au Journal officiel du 9 novembre a ajouté dix tableaux nouveaux aux tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 et révisé dix de ces derniers tableaux. Parmi ces adjonctions et modifications figurent notamment : a) le tableau n° 58 des « affections professionnelles provoquées par le travail à haute température ». La liste limitative des travaux susceptibles de provoquer ces affections couvre les travaux effectués à haute température dans les mines de potasse ; b) l'insertion, dans la liste limitative des travaux figurant au tableau n° 42 relatif aux « affections professionnelles provoquées par les bruits », des travaux suivants : « l'utilisation en galerie souterraine ou en puits d'accès aux galeries souterraines de marteaux pneumatiques et perforateurs pneumatiques ». Ces dispositions nouvelles répondent aux préoccupations de l'honorable parlementaire.

patrons de l'honorable parlementaire. La partie de sa question relative à la durée du travail dans les mines relève des attributions de M. le ministre du développement industriel et scientifique.

Sécurité sociale

(assurance maladie des retraités titulaires de plusieurs pensions).

26583. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le problème des prestations en nature des retraités. En effet, l'article 4 de la loi du 12 juillet 1966 prévoit que c'est la caisse de retraite qui a reçu le plus de cotisations qui doit servir les prestations de l'assurance maladie. Cette précaution est importante car ces prestations sont versées sans cotisations par le régime général alors que les régimes spéciaux (agricoles, commerçants, artisans, médecins, etc.) exigent une cotisation. Ce système n'est pas sans poser de problème à ceux qui ont exercé successivement une profession non salariée et une profession salariée. C'est ainsi, par exemple, qu'un médecin conseil de la sécurité sociale, ayant acquis le droit à pension à ce titre et, par conséquent, le droit à la gratuité des prestations maladie, perd ce dernier avantage s'il a auparavant travaillé plus longtemps dans le secteur libéral. Ce même inconvénient peut se retrouver chez les commerçants, artisans, les agriculteurs, alors même qu'on les incite à changer de profession. Il lui demande donc s'il envisage d'apporter des modifications à la législation en vigueur. (Question du 18 octobre 1972.)

Réponse. — L'assurance maladie pose un problème certain pour les personnes qui exercent ou ont exercé plusieurs activités. Alors que dans le domaine de la vieillesse, les avantages acquis dans des régimes différents peuvent sans inconvénient se cumuler, en matière d'assurance maladie l'affiliation ne peut se concevoir qu'à un seul et unique régime. Le principe est posé par l'article 4 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée du rattachement au régime de l'activité que l'intéressé exerce ou a exercée à titre principal. C'est ce principe que traduit le décret n° 67-1091 du 15 décembre 1967 en édictant que l'activité principale est celle au titre de laquelle l'intéressé compte le plus grand nombre d'années de cotisations au régime de vieillesse correspondant. Certes, ainsi que le remarque l'honorable parlementaire, les retraités du régime général ne cotisent pas pour l'assurance maladie au contraire des retraités des régimes de non-salariés, agricoles et non agricoles, généralement astreints au versement d'une cotisation à ce titre. Cette situation est due au fait que, dans le régime général, les cotisations versées par et pour les travailleurs actifs sont calculées de façon à pouvoir assurer la charge des retraités, alors qu'il n'en est pas de même dans les régimes de non-salariés, ainsi d'ailleurs que dans certains régimes spéciaux de salariés, qui comportent dès lors l'obligation pour leurs ressortissants de cotiser pour la maladie même après leur mise à la retraite. Le problème évoqué touche aux techniques de financement des différents régimes et, au-delà, à l'existence même de régimes de protection sociale différents. En l'état actuel de pluralité des régimes, la situation décrite par l'honorable parlementaire ne saurait faire obstacle à l'application du principe du rattachement au régime d'assurance maladie correspondant à l'activité qu'un assuré exerce ou a exercée à titre principal. C'est pourquoi le Gouvernement n'envisage pas de proposer au Parlement de modifier sur ce point la législation en vigueur.

Assurances sociales volontaires (prestations en espèces, cotisations pendant la maladie).

26933. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'un salarié ayant dû interrompre son travail et qui bénéficie des prestations du régime obligatoire d'assurance maladie de la sécurité sociale, ne verse aucune cotisation pendant la durée de sa maladie. Par contre, un assuré bénéficiaire des prestations d'assurance maladie au titre de l'assurance volontaire (régime de l'article L. 244 du code de la sécurité sociale) se voit contraint de continuer à verser les cotisations correspondant aux risques couverts par l'assurance volontaire, alors que, d'autre part, il ne perçoit les indemnités journalières que s'il est atteint d'une affection visée à l'article L. 293 du code de la sécurité sociale. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de faire bénéficier les assurés volontaires de prestations en espèces identiques à celles qui sont attribuées aux assurés obligatoires et de les dispenser du versement des cotisations pendant la période au cours de laquelle ils ont dû interrompre leur travail pour cause de maladie. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Depuis l'institution du régime d'assurance maladie, maternité, invalidité des exploitants agricoles et du régime d'assurance maladie, maternité des travailleurs non salariés des pro-

fessions non agricoles, les personnes exerçant une activité professionnelle sont désormais, sauf rares exceptions, assujetties à un régime obligatoire d'assurance maladie. Ne peuvent donc plus être admises ou maintenues dans l'assurance volontaire gérée par le régime général que les personnes qui ont cessé l'exercice d'une profession salariée, perdu la qualité d'ayant droit d'un assuré obligatoire du régime, ou n'ont jamais exercé d'activité professionnelle. Il apparaît donc parfaitement équitable que les assurés volontaires, qui ne tirent pas de revenus d'une activité professionnelle, ne perçoivent pas, en cas de maladie, d'indemnités journalières, lesquelles sont destinées à compenser pour partie la perte de salaire résultant de l'interruption de travail. D'autre part, le droit aux prestations étant la contrepartie du versement de la cotisation, il n'apparaît pas possible d'envisager l'interruption de ce versement qui conduirait à la radiation de l'assurance.

Déportés et internés (rentes de vieillesse dès soixante ans).

26949. — Mme Valliant-Couturier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article L. 332 du code de la sécurité sociale modifié par le décret du 23 avril 1965 prévoit que les anciens déportés et internés résistants ou politiques sont admis à faire valoir leurs droits à retraite vieillesse dès soixante ans, dans les mêmes conditions qu'à soixante-cinq ans. Or, la même faculté n'a pas été étendue aux déportés et internés qui, ayant cotisé moins de quinze années, ne peuvent bénéficier que d'une rente (art. L. 336). Elle lui demande s'il n'envisage pas de prendre des dispositions pour qu'il soit remédié à cette regrettable anomalie. (Question n° 8 novembre 1972.)

Réponse. — Le décret du 23 avril 1965 a institué une présomption d'inaptitude au travail en faveur des anciens déportés et internés politiques ou de la Résistance, en vue de leur permettre d'obtenir dès l'âge de 60 ans, sans avoir à faire reconnaître médicalement leur inaptitude, la pension de vieillesse anticipée initialement prévue, par l'article L. 332 du code de la sécurité sociale, pour les seuls assurés reconnus inaptes au travail. Mais, comme toutes les pensions de vieillesse du régime des salariés, cette pension ne peut être accordée qu'aux requérants totalisant au moins 15 ans d'assurance. Pour les assurés qui ne justifient pas de cette durée d'assurance, l'article L. 336 du code de la sécurité sociale prévoit une rente de vieillesse qui ne peut être accordée avant le soixante-cinquième anniversaire, même en cas d'inaptitude au travail. Il ne saurait donc être envisagé d'attribuer cette rente de vieillesse dès l'âge de 60 ans aux anciens déportés et internés politiques ou de la Résistance, puisque les assurés reconnus médicalement inaptes au travail ne peuvent eux-mêmes prétendre à cet avantage avant l'âge de 65 ans.

Prisonniers de guerre (avancement de l'âge de la retraite).

26972. — M. Bernasconi expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les anciens prisonniers de guerre sont, parmi les diverses catégories d'anciens combattants de la guerre 1939-1945, la seule à n'avoir jusqu'ici bénéficié d'aucun avancement possible de l'âge de la retraite. Si l'article 332 du code de la sécurité sociale permet, dans des cas définis, aux anciens déportés et internés de la Résistance de bénéficier de la retraite au taux maximum dès l'âge de soixante ans, ce même avantage n'a pas été accordé aux anciens prisonniers de guerre. La seule exception est celle prévue en faveur des anciens prisonniers atteints d'une maladie déclarée avant le 31 décembre 1946 (loi du 9 mai 1946). Il est cependant établi, et de nombreux cas ont été constatés ultérieurement à la date fixée, que les militaires revenus des stalag ou oflag pouvaient être atteints de maladies non décelables immédiatement. Beaucoup de ces anciens prisonniers sont, du fait de ces maladies, décédés entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans. Les privations et les souffrances physiques et morales subies au cours des années de captivité conduisent de toute façon les intéressés, s'ils ne sont pas décédés prématurément, à un vieillissement précoce qui paraît difficilement contestable. C'est pourquoi il semblerait équitable d'étendre aux anciens prisonniers de guerre les dispositions de l'article 332 du code de la sécurité sociale qui leur permettraient d'obtenir leur pension au taux maximum avec bonification d'âge correspondant au nombre d'années passées en captivité. Il lui demande s'il lui paraît possible de donner une suite favorable à cette suggestion soit en déposant un projet de loi, soit en faisant inscrire à l'ordre du jour prioritaire les propositions de loi déposées précédemment sur le bureau des assemblées et comportant les dispositions souhaitables. (Question du 9 novembre 1972.)

Réponse. — L'attribution anticipée de la pension de vieillesse aux anciens prisonniers de guerre a été longuement débattue devant le Parlement lors de l'adoption de la loi n° 71-132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse

du régime général de la sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles; cette loi tendant notamment à l'assouplissement des conditions de reconnaissance de l'inaptitude au travail pour l'attribution de la pension de vieillesse anticipée dès l'âge de 60 ans au taux normalement applicable à 65 ans, il a été précisé que les mesures d'application de ladite loi comporteraient des dispositions permettant la prise en considération de la situation particulière des anciens prisonniers de guerre, lors de l'examen individuel de leur demande de pension de vieillesse au titre de l'inaptitude. Ainsi, le décret n° 72-423 du 17 mai 1972 (publié au *Journal officiel* du 25 mai 1972) prévoit notamment que le dossier qui sera soumis au médecin-conseil de la caisse compétente pour statuer sur la demande de pension de vieillesse au titre de l'inaptitude devra comporter une déclaration du requérant relative à sa situation pendant la période de guerre. Cet élément nouveau mettra le médecin en mesure de tenir compte, notamment, des séquelles physiologiques des années de captivité pour apprécier l'inaptitude éventuelle au travail d'un ancien prisonnier de guerre. En outre, afin que les médecins-conseils des caisses soient parfaitement informés des différents aspects de ces séquelles physiologiques, une information systématique est entreprise et les synthèses des travaux de la commission de la pathologie de la captivité ont été communiquées au médecin-conseil national en vue de leur diffusion auprès des médecins-conseils chargés du contrôle médical des caisses compétentes pour liquider les pensions de vieillesse. Il est, en outre, précisé que la commission régionale technique compétente en matière de litiges relatifs à la reconnaissance de l'inaptitude au travail, comprend, parmi ses membres, notamment un médecin désigné par le requérant; un ancien prisonnier de guerre peut ainsi, lors de cette phase contentieuse, désigner pour faire partie de la commission appelée à statuer sur son recours, un médecin particulièrement compétent en matière de pathologie de la captivité. L'ensemble de ce dispositif, joint à l'assouplissement de la définition de l'inaptitude au travail, résultant de la loi précitée, permettra aux anciens prisonniers de guerre de faire valoir leurs droits dans les meilleures conditions possibles.

*Sécurité sociale
(cotisations dues en cas de cessation d'entreprise).*

27008. — M. Neuwirth rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'article 2 du décret n° 72-230 du 24 mars 1972 dispose que, en ce qui concerne le règlement des cotisations de sécurité sociale, dans le cas de cessation d'entreprise, celui-ci doit être effectué dans un délai de dix jours à compter de la cessation définitive ou de la fermeture de l'établissement. Il semble que, lorsqu'il s'agit de société en liquidation, la cessation définitive ou la fermeture de l'établissement doive s'entendre du jour où les comptes de liquidation ont été approuvés, et non pas de la date où a été prise la décision de liquidation. Il est en effet de principe juridique constant qu'une société se survit pour les besoins de sa liquidation, et ceci jusqu'à l'approbation des comptes du liquidateur. Or, certaines unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale prétendent, dans ce cas, retenir comme point de départ du délai de dix jours la date de la décision de liquidation. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en la circonstance il y a abus de droit et souhaiterait connaître sa position à l'égard du problème exposé. (Question du 10 novembre 1972.)

Réponse. — Dans le régime général de sécurité sociale des salariés ou assimilés, le fait générateur des cotisations est constitué par le versement de salaires. En conséquence, l'obligation de cotiser aux différentes branches de la sécurité sociale subsiste tant que des rémunérations, liées à l'activité d'une entreprise, sont distribuées au personnel de cette entreprise. Les cotisations, calculées en fonction des salaires ainsi distribués, doivent être normalement acquittées dans les quinze premiers jours du mois ou du trimestre suivant l'importance numérique du personnel. Toutefois, l'article 2 du décret n° 72-230 du 24 mars 1972 a notamment prévu qu'en cas de cessation d'activité d'une entreprise ou de fermeture d'un établissement, les cotisations sont exigibles dans les dix jours à compter de cette cessation définitive ou de la fermeture de l'établissement. Cette disposition, qui répond à une exigence pratique, ne comporte aucune ambiguïté. Elle ne saurait, en particulier, autoriser une société à différer, dans cette hypothèse, le versement des cotisations jusqu'à la date d'approbation des comptes même si, pour les besoins de sa liquidation, la personne morale de la société subsiste jusqu'à la clôture des opérations de dissolution.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerçants (aide aux commerçants âgés).

26172. — M. Reoul Bayou attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le problème des commerçants âgés qui ont cessé leur commerce depuis plusieurs années et qui

continuent à payer le loyer commercial, n'ayant pu vendre leur local. Il lui demande si dans les décrets d'application qui seront pris en vertu des lois d'aide aux commerçants et artisans votées dernièrement au Parlement, il ne pourrait résoudre ce douloureux problème. (Question du 30 septembre 1972.)

Réponse. — Les commerçants âgés, visés par l'honorable parlementaire, ne peuvent prétendre au bénéfice de l'aide spéciale compensatrice instituée par la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 puisqu'ils ne remplissent pas l'une des conditions prévues à l'article 13, 1^{er} alinéa (être en activité au moment de la demande de l'aide). L'article 11 dernier alinéa qui stipule que « par dérogation à l'article 5 du décret n° 53-980 du 30 septembre 1953 », le locataire ayant demandé l'aide spéciale compensatrice peut obtenir la résiliation de son bail, en cours de bail. La résiliation intervient de plein droit après un préavis de trois mois notifié par le locataire à son propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception » ne peut donc leur être appliqué. Le décret d'application ne peut en aucun cas étendre à d'autres catégories de bénéficiaires les dispositions de la loi.

*Commerçants détaillants
(forme juridique obligatoire d'un groupement).*

26946. — M. Cousté expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que l'article 17 de la loi n° 72-652 du 11 juillet 1972 impose à tout groupement de commerçants détaillants d'adopter la forme de société coopérative de commerçants détaillants ou la forme de société anonyme à capital fixe ou variable. Il lui demande si ce texte est applicable à une douzaine de commerçants détaillants qui, périodiquement, demandent à l'un d'entre eux de commander pour leur compte certaines des marchandises faisant l'objet de leur commerce à seule fin d'obtenir des prix plus intéressants. Ces commandes « pour compte » ne donnent lieu à la perception d'aucuns frais ni à l'attribution d'aucune ristourne. Il lui demande si l'on peut considérer qu'il est désormais interdit à des commerçants détaillants de charger l'un d'eux de passer des commandes pour leur compte et qu'ils sont tenus, s'ils veulent poursuivre une telle pratique, de constituer une société coopérative de commerçants détaillants ou une société anonyme. (Question du 9 novembre 1972.)

Réponse. — La loi du 11 juillet 1972 n'a apporté, dans ce domaine, aucune modification au régime déjà institué par la loi modifiée du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut. Sous l'empire de ces deux textes, on doit considérer comme constituant un groupement d'achats de commerçants détaillants le fait pour sept commerçants au moins de se réunir pour grouper leurs commandes. Les intéressés doivent donc, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, constituer une société anonyme à capital variable qu'ils peuvent, s'ils le désirent, soumettre soit au droit commun des sociétés soit au régime particulier institué par la loi n° 72-652 du 11 juillet 1972. Dans ce dernier cas, ils bénéficieront des assouplissements apportés tant au droit des sociétés, qu'au statut général de la coopération en vue de faciliter le fonctionnement des coopératives de commerçants détaillants.

DEFENSE NATIONALE

Officiers d'administration du service de santé.

26354. — M. Dardé attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les conséquences de la loi du 13 juillet 1965 portant création d'un corps unique d'officiers d'administration du service de santé prévoyant, pour les intéressés, la possibilité d'intégration dans le cadre spécial de l'armée de terre avec vocallon d'accéder au grade de colonel. Il lui demande : 1° la date à laquelle les études en cours sur l'amélioration de la condition de ces corps sont susceptibles d'intervenir et quelle sera l'orientation suivie ; 2° en ce qui concerne spécialement les officiers d'administration du service de santé, les mesures qu'il entend prendre pour que, tout en restant à la disposition de ce service, ces officiers puissent être intégrés dans le cadre spécial de l'armée de terre dans des conditions telles que pour quelques-uns l'accès au grade de colonel soit rendu possible. En effet, depuis le vote de la loi citée ci-dessus, seules trois intégrations ont pu intervenir. En attendant les dispositions qui doivent suivre les études en cours, il lui demande s'il n'estime pas devoir reconduire les mesures transitoires prévues à l'article 13 du décret du 31 décembre 1966. (Question du 5 octobre 1972.)

Officiers d'administration du service de santé des armées.

26567. — M. Radus rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la loi n° 65-569 du 13 juillet 1965 portant création d'un corps d'administration du service de santé a prévu que les officiers de ce corps pourraient, quelle que soit leur origine, être admis dans les cadres spéciaux de l'armée de terre au même titre que les officiers des autres armes ou services qui y ont déjà accès. Cette disposition ouvrirait des possibilités d'accès au grade de colonel. Or, en cinq ans, trois officiers d'administration du service de santé seulement ont bénéficié de cette mesure. Par ailleurs, la circulaire n° 513-031/DN/PMAT/EG/A du 15 février 1972 relative aux admissions dans le cadre spécial de l'armée de terre en 1972 ne permet plus aux lieutenants-colonels appartenant au corps des officiers d'administration du service de santé de faire acte de candidature. Il lui demande si cette dernière mesure, qui est en contradiction avec les dispositions de la loi rappelées ci-dessus, ne peut être jugée comme inéquitable à l'égard d'un corps qui paraît avoir été oublié dans la réforme des corps militaires du service de santé des armées et s'il n'envisage pas en conséquence de prévoir et d'intensifier l'admission dans le cadre spécial de l'armée de terre des officiers de tous grades appartenant au corps des officiers d'administration du service de santé des armées. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — La nécessité d'améliorer la condition des officiers d'administration n'a pas échappé à l'attention du ministre d'Etat chargé de la défense nationale et des études sont poursuivies depuis plusieurs années à cet effet. Le nombre des corps intéressés : officiers d'administration du service de l'intendance de l'armée de terre, du service de santé des armées, de l'armement, du service des essences, de la marine..., et les facteurs comparables de leurs statuts : niveau de recrutement, hiérarchie, échelonnement indiciaire..., conduisent à ne pas examiner isolément leur situation et à rechercher des solutions susceptibles de maintenir, voire d'accroître entre ces différents corps les points de similitude. Mais la recherche de telles solutions est, en revanche, rendue difficile par l'hétérogénéité de ces corps sur le plan notamment des conditions de leur recrutement, des pyramides de grades et des débouchés qui sont offerts à certains dans des corps où ils trouvent de meilleures perspectives de carrière. L'accès des officiers d'administration à l'enseignement militaire supérieur du premier degré et au bénéfice de la prime attachée à la possession du diplôme correspondant constitue la première mesure prise en leur faveur. Les études sont maintenant poursuivies principalement sur le plan d'une augmentation des possibilités d'accès des officiers d'administration dans des corps militaires de niveau supérieur.

*Service national (représentation des appelés
au conseil supérieur de la fonction militaire).*

26699. — M. Longueue rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale qu'au cours du débat en première lecture sur le projet de loi portant statut général des militaires il a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à ce que les militaires qui accomplissent le service militaire dans les conditions prévues par le service national et qui sont « concernés », aux termes de l'article 2, par ledit statut, soient représentés, au même titre que les militaires de carrières et les militaires servant en vertu d'un contrat, au sein du conseil supérieur de la fonction militaire (Journal officiel, Débats parlementaires n° 22, Assemblée nationale, du mercredi 3 mai 1972, p. 1256). « On peut fort bien imaginer, ajoutait-il, que, au cours des prochains mois, la loi actuellement en vigueur soit modifiée par un projet ou une proposition de loi. » Il lui demande s'il a l'intention de faire discuter avant la fin de la présente législature le projet ainsi annoncé. (Question du 25 octobre 1972.)

Réponse. — Le conseil supérieur de la fonction militaire est un organisme qui, aux termes de la loi n° 69-1044 du 21 novembre 1969, « exprime son avis sur les questions de caractère général relatives à la condition et au statut des personnels militaires » ; il est, en outre, en vertu de l'article 3 du statut général des militaires, « le cadre institutionnel dans lequel sont examinés les problèmes de la fonction militaire ». Il n'aurait pas été inconcevable que les jeunes gens qui accomplissent le service militaire, visés comme les militaires de carrière et ceux servant en vertu d'un contrat à l'article 2 du statut général, soient également représentés au sein du conseil supérieur de la fonction militaire. Cette mesure a cependant, en définitive, été écartée pour les raisons suivantes. Il faut bien voir, en premier lieu, que l'activité du C. S. F. M. porte, pour sa plus grande part, sur des questions intéressant principalement ou uniquement les militaires de carrière, au sens large du terme. C'est ainsi que la plupart des textes qui lui sont soumis en vertu

de l'article 3 du statut ne concernent que ces derniers (dispositions statutaires applicables à ces personnels en matière de recrutement, d'avancement, de sanctions statutaires, de positions, de mise en congé, statuts particuliers des engagés et des militaires étrangers, etc.). En second lieu et surtout, alors que les appelés n'effectuent qu'un an de service militaire actif, la durée des fonctions des membres du C. S. F. M. est fixée à deux ans et il est envisagé de la porter très prochainement à trois ans pour donner une plus grande continuité et, partant, une efficacité accrue aux travaux du conseil. Il serait peu réaliste de déroger à cette disposition en ce qui concerne les militaires du contingent, dont les représentants désignés pour une trop courte période ne participeraient en fait que symboliquement à l'activité du conseil. Telles sont les raisons pour lesquelles le ministre d'Etat chargé de la défense nationale n'a pas jugé utile de faire siéger des appelés au C. S. F. M. et a donné sa préférence à une autre solution permettant d'instaurer dans de meilleures conditions un dialogue avec les jeunes: la commission armées-jeunesse ou des jeunes, mandatés par les associations de jeunesse et de sport, peuvent examiner, en collaboration avec des représentants des armées, les problèmes que pose la défense nationale. Ouverte à ceux qui n'ont pas encore fait leur service comme à ceux qui le font ou l'ont déjà fait, cette commission n'est pas touchée dans sa composition ou le rythme de ses activités par la durée des obligations légales. Sa stabilité lui permet ainsi de proposer régulièrement des programmes et des réformes particulièrement utiles pour l'orientation de l'action du ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Elle constitue de ce fait une structure de dialogue parfaitement adaptée aux besoins spécifiques de ceux qui n'ont pas vocation à faire carrière dans l'armée.

Résistants (attribution de la médaille de la Résistance à titre posthume).

26927. — M. Cazenave expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale le cas d'un jeune combattant de la Résistance qui a servi dans les Forces françaises de l'intérieur, au titre du mouvement des francs-tireurs et partisans français, du 1^{er} mai 1943 au 27 octobre 1943. Blessé à cette date, il est décédé le 19 novembre 1943 des suites de ses blessures. En 1945, la mère de ce jeune homme a été informée que son fils était proposé pour l'attribution à titre posthume de la médaille de la Résistance. Cette personne est actuellement en possession de deux documents concernant les services effectués par son fils dans la Résistance: un certificat d'appartenance aux Forces françaises de l'intérieur, délivré le 20 septembre 1949 par le commandant de la 1^{re} région militaire et une attestation de l'ancien comité militaire de l'île-de-France des F. T. P. F. Il lui demande si, en produisant ces pièces, cette personne peut espérer obtenir que la médaille de la Résistance soit accordée à son fils à titre posthume. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Le décret n° 62-733 du 28 juin 1962 publié au Journal officiel du 3 juillet 1962 a complété les dispositions du décret n° 50-1182 du 23 septembre 1950 relatif à l'attribution des décorations à titre posthume aux morts de la Résistance. Ce décret précise: « Il pourra être accordé aux autres membres de la Résistance et aux personnels des Forces françaises libres tués au combat, exécutés par l'ennemi, morts en mission de guerre ou des suites de leurs blessures, la médaille de la Résistance à titre posthume. A l'appui des demandes seront joints: un extrait de l'acte de décès portant la mention « Mort pour la France », une copie certifiée conforme ou photocopie de la carte du combattant volontaire de la Résistance et soit de la notification d'homologation de grade ou de la qualité F. F. I. à titre posthume, délivrée par la commission d'homologation compétente et du certificat d'appartenance F. F. I. délivré par le général commandant la région militaire aux membres des F. F. I. non homologués dans un grade d'officier, soit de l'attestation ou du certificat d'appartenance délivré par la commission nationale d'homologation F. F. C. ou R. I. F. aux membres des F. F. C. ou de la R. I. F., soit de l'attestation F. F. L. ». L'attribution de la médaille de la Résistance à titre posthume dans le cas d'espèce évoqué pourra donc être envisagée si la famille du résistant décédé est en mesure de fournir, en sus des pièces qu'elle détient, un extrait d'acte de décès portant la mention « Mort pour la France » et la carte de combattant volontaire de la Résistance. Il conviendrait que ces documents soient transmis dès que possible aux services du ministre d'Etat chargé de la défense nationale afin de permettre l'identification de l'intéressé et l'examen rapide de son cas.

Service national (dispenses: qualité de soutien de famille).

26936. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur les difficultés auxquelles se heurtent actuellement les jeunes gens qui présentent une

demande de dispense des obligations du service national actif. Après avoir fait preuve d'un très grand libéralisme, au cours des dernières années, les commissions régionales chargées de procéder à l'examen des dossiers se montrent aujourd'hui d'une extrême sévérité. Il lui demande quelles sont les raisons de ce changement d'attitude de la part des commissions, la réglementation relative à l'attribution des dispenses et de revoir les critères: en fonction desquels est faite la reconnaissance de la qualité de soutien de famille au sens de l'article 32 du code du service national. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Contrairement aux affirmations avancées par l'honorable parlementaire les conditions d'attribution des dispenses pour soutien de famille n'apparaissent pas marquées par une sévérité particulière; en effet, le nombre des dispenses accordées au cours des dernières années n'a fait que croître. Cette évolution favorable aux intéressés est la conséquence: d'une part, d'un assouplissement de la réglementation; d'autre part, d'une meilleure information du public. Relativement à la réglementation un premier assouplissement est intervenu en 1969 où de nouvelles catégories ont été admises au bénéfice de la dispense. Ultérieurement, le décret n° 72-237 du 29 mars 1972 (Journal officiel du 2 avril 1972) aujourd'hui abrogé mais dont les dispositions ont été reprises par les articles R. 55 à R. 68 du code du service national, ainsi que le décret n° 72-238 du 29 mars 1972 ont innové sur deux points: attribution d'une demi-part à l'intéressé pour le calcul du quotient familial; admission de toutes les catégories familiales prévues au bénéfice de la dispense, sous réserve bien entendu des conditions de ressources. Quant à l'information des jeunes gens un effort très important a été fait depuis deux ans, notamment par la création d'une brochure propre aux dispenses qu'ils peuvent se procurer dans les mairies. Les conséquences avantageuses pour les intéressés de l'ensemble de ces mesures, qui ont été complétées récemment par des directives aux préfets les invitant dans certains cas particuliers à examiner les demandes dans le sens le plus favorable aux intéressés, sont parfaitement confirmées par les chiffres. C'est ainsi qu'avant 1969 le chiffre annuel des dispenses pour soutien de famille était d'environ 3.000; en 1969 et 1970 ce chiffre est passé à environ 7.000 en raison de l'attribution de la dispense à de nouvelles catégories. En 1971, première année de fonctionnement des commissions régionales, le nombre de dispenses accordées a dépassé 20.000; bien que ce chiffre élevé soit en partie le résultat d'une accumulation de dossiers pendant la période qui s'est écoulée entre la création des commissions régionales et le fonctionnement effectif de celles-ci la tendance à une nette augmentation se confirme en 1972 où le chiffre de 20.000 sera très vraisemblablement dépassé. En outre, le pourcentage de dispenses accordées par les commissions régionales par rapport aux demandes qui leur sont soumises se situe actuellement aux environs de 88 p. 100. Dans ces conditions, même si d'inévitables différences d'appréciation entre commissions régionales peuvent être relevées, il n'est pas douteux que ces commissions appliquent la réglementation, au demeurant assez libérale, sans sévérité particulière.

Officiers (retraite des officiers ex-volontaires de la Résistance).

27001. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que l'article 53 de la loi de finances pour 1971 stipule que les officiers ayant vingt-cinq années de service et se trouvant à plus de quatre ans de la limite d'âge de leur grade peuvent quitter l'armée avec la retraite correspondant au grade supérieur. Du fait de leur âge, la plupart des volontaires de la dernière guerre (F. F. L., F. F. C.) se trouvent privés des avantages de cette loi bien qu'ils n'aient pas obtenu les reports de grade qui auraient dû être la conséquence normale des bonifications obtenues au titre de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951. Il lui demande s'il envisage une modification de l'article précité afin de faire bénéficier les officiers ex-volontaires de la Résistance de cet avantage de retraite soit en incluant dans les quatre années les bonifications obtenues au titre de la loi du 26 septembre 1951, soit en réduisant ce délai à deux ans pour les seuls combattants volontaires de la Résistance bénéficiaires de bonifications. (Question du 10 novembre 1972.)

Réponse. — L'article 53-I de la loi de finances pour 1972 a limité au 31 décembre 1975 la période pendant laquelle les officiers, se trouvant à plus de quatre ans de la limite d'âge, peuvent bénéficier d'une pension de retraite calculée sur les émoluments soit du grade supérieur, soit de l'échelon le plus élevé de leur grade. Ces dispositions s'inscrivent, en matière d'effectifs, dans le cadre des objectifs du troisième plan militaire expirant en 1975. La modification de ces dispositions, proposée par l'honorable parlementaire, en dénaturerait la portée et ne peut donc être envisagée.

Service national (suicide d'un jeune appelé du 170^e régiment d'infanterie d'Epinal).

27097. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale quels sont les événements survenus au 170^e régiment d'infanterie d'Epinal concernant un appelé de la classe 72/02. Y a-t-il eu sévices envers ce jeune appelé déclaré par le médecin-chef inapte aux compagnies de combat et cependant maintenu à la 3^e compagnie de combat du 170^e régiment d'infanterie. Dans l'affirmative, il lui demande s'il compte ouvrir une enquête afin de savoir s'il y a une corrélation entre les sévices subis par ce soldat malade et son suicide intervenu le vendredi 10 novembre dernier, ce jeune appelé s'étant jeté sous un train. Il lui demande enfin quelles sanctions il déciderait de prendre dans le cas où la corrélation entre les sévices physiques et moraux et le suicide serait établie. (Question du 15 novembre 1972.)

Réponse. — Le jeune soldat dont il s'agit n'avait pas été déclaré inapte à servir dans une compagnie de combat et aucun sévice n'a été exercé sur sa personne.

Sous-officiers (revalorisation indiciaire).

27108. — M. Douzans appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la discrimination dont les sous-officiers de toutes armes font l'objet depuis 1947, année où les a vus perdre 16 points d'indice par rapport à leurs homologues civils qui étaient classés au même échelon de la grille. Il lui demande s'il ne se propose pas, dans le cadre des mesures tendant à restaurer le moral des officiers et le moral des gradés, de rétablir la parité qui existait en 1947. (Question du 15 novembre 1972.)

Réponse. — La commission chargée d'étudier l'évolution comparée depuis 1945 de la situation des sous-officiers et de celle d'autres catégories de personnels de l'Etat a conclu à un retard de l'ordre de vingt et un points. Le Gouvernement a entériné ces résultats et décidé de faire bénéficier tous les sous-officiers, en activité ou en retraite, classés dans les échelles de solde n^{os} 1, 2, 3 et 4, quel que soit leur niveau dans la grille hiérarchique, d'une amélioration indiciaire de vingt et un points réels. Ces vingt et un points ont été accordés à raison de cinq points au 1^{er} juillet 1968 (décret n^o 68-656 du 10 juillet 1968 et arrêté du 2 août 1968) et de seize points à l'occasion de la mise en œuvre d'un plan de cinq ans : 3 points en 1970, 4 points en 1971, 3 points en 1972, 3 points en 1973, 3 points en 1974 (décret n^o 70-83 du 27 janvier 1970 et arrêté du 4 février 1970). Ces deux derniers textes ont fait bénéficier les militaires auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, sous forme d'un plan de cinq ans dont la première étape a pris effet le 1^{er} janvier 1970 et qui s'étale en fait sur quatre ans et un jour (1^{er} janvier 1970 — 1^{er} janvier 1974), d'une part, de ces seize points et, d'autre part, de relèvements indiciaires résultant de la transposition des mesures accordées aux fonctionnaires civils des niveaux des catégories C et D. Pour ces raisons d'ordre budgétaire, il ne peut être envisagé de modifier l'étalement rappelé ci-dessus.

Pensions militaires d'invalidité (militaires de carrière retraités avant le 3 août 1962).

27150. — M. Roucaute expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que les militaires de carrière admis à la retraite avant le 3 août 1962 et leurs ayants cause sont les seuls auxquels la pension d'invalidité au taux du grade est refusée. Cette situation est profondément injuste, bien que soit invoqué le principe de la non-rétroactivité des lois, car une nouvelle disposition législative peut la corriger. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit mis fin à la ségrégation existant entre les militaires de carrière atteints d'infirmités en fonction de la date de leur admission à la retraite. (Question du 17 novembre 1972.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite à la question écrite n^o 26623 posée par M. Peyrefitte (Journal officiel, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale, du 30 novembre 1972, p. 5752).

Défense nationale (ouvriers et personnels civils d'établissements situés dans le territoire des Afars et des Issas).

27328. — M. Abdoukader (Moussa-Ali) appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur la situation des ouvriers et personnels civils employés par les établissements dépen-

dant de son ministère et situés dans le territoire français des Afars et des Issas. Il lui expose en effet que les intéressés ne bénéficient d'aucun statut spécial, ne relèvent ni de la fonction publique ou des services parapublics et ne sont pas davantage titulaires de contrats de travail du secteur privé. En conséquence, ils ne sont assurés d'aucune protection sociale, ne perçoivent pas de retraites, n'ont droit à aucun avantage de sécurité sociale et ne sont concernés par aucune convention collective. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas urgent de prendre toutes mesures nécessaires en vue de la mise en œuvre d'un véritable statut destiné aux ouvriers et personnels civils des armées du territoire français des Afars et des Issas. (Question du 28 novembre 1972.)

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait qu'en 1966, des instructions ont été données au commandement de la Côte française des Somalis, afin que les personnels civils de recrutement local en service sur ce territoire bénéficient de conditions de service et de rémunération fixées par référence aux dispositions réglant l'emploi des personnels recrutés localement sur contrat par l'administration civile du territoire. D'autre part, en 1968 et 1969, le département a approuvé les propositions du commandement tendant à étendre aux ouvriers de recrutement local des armées certaines dispositions de la convention collective territoriale du 24 janvier 1967, applicables aux services, entreprises et établissements publics du territoire, étant souligné que les employés de bureau sont régis par une convention collective du 30 mars 1961. Or, dans le cadre de ces conventions collectives, le principe de l'attribution d'une allocation viagère est prévu. C'est pourquoi la possibilité d'en étendre le bénéfice aux personnels civils des établissements militaires est actuellement à l'étude.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Bois de trituration.

26733. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la situation dramatique du marché des bois de trituration. Ce marché connaît, actuellement, une très forte saturation qui est due, d'une part, aux progrès réalisés depuis quelques années dans la production du bois de la cellulose et, d'autre part, à la mobilisation partielle des chablis consécutive aux abondantes chutes de neige survenues pendant les hivers 1970-1971 et 1971-1972. Devant les très grandes difficultés qu'elles rencontrent pour l'écoulement de leurs stocks, un certain nombre de scieries et d'entreprises forestières risquent d'éprouver de graves embarras financiers. D'autre part, il est souhaitable que la production continue de manière à permettre de débarrasser les forêts des chablis restants et d'éviter ainsi les attaques des parasites qui ne manqueraient pas de se produire s'ils restaient sur place. Cette situation est encore aggravée du fait que l'un des pays de la C. E. E., voisin de la France, possède une importante papeterie qui ne peut utiliser toutes ses possibilités de production, cette entreprise se trouvant placée devant de sérieuses difficultés financières à la suite d'investissements importants effectués récemment pour la construction de nouvelles usines. Enfin, il convient de signaler que les accords passés avec le Gouvernement soviétique concernant de nouvelles importations de pâte à papier ne peuvent qu'accroître gravement la situation déjà très difficile dans laquelle se trouve le marché des bois de trituration. Il lui demande s'il peut indiquer : 1^o dans quelles conditions le Gouvernement français a été conduit à conclure de tels accords avec le Gouvernement soviétique ; 2^o quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour améliorer la situation de ce marché et si, en particulier, il ne serait pas possible, dans le cadre de la politique communautaire, de prévoir une aide en faveur de la papeterie appartenant à l'un des pays de la Communauté qui se trouve actuellement en difficulté, afin de lui permettre d'accroître sa production et de faciliter par là même l'écoulement des stocks importants accumulés en France depuis un certain temps. (Question du 26 octobre 1972.)

Réponse. — La participation française à la construction à Oust-linsk, en U. R. S. S., d'une usine de pâte à papier résulte d'un contrat de caractère privé conclu entre une firme française d'ingénierie et l'organisme d'achat soviétique « Promachimport ». La possibilité de régler cette importante fourniture par la livraison d'un contingent de pâte de 85.000 tonnes doit être appréciée compte tenu du fait que ce contingent vaut non seulement pour la France, mais aussi pour l'Espagne et la Belgique. Au surplus, ces livraisons ne sauraient intervenir avant 1976, soit à une époque où les disponibilités du marché mondial des pâtes pourraient être suffisamment restreintes pour que cette ressource constitue non pas un handicap, mais un avantage, pour autant que les importants besoins intérieurs de l'U. R. S. S. n'amènent pas ce pays à préférer un autre mode de règlement. En ce qui concerne la situation du marché intérieur français que les plus récentes analyses amènent à consi-

décider avec un prudent optimisme, le Gouvernement s'est préoccupé, lors d'un conseil restreint qui s'est tenu le 10 mai dernier, de définir un programme de modernisation et d'équipement de l'exploitation forestière, afin que cette branche puisse mieux jouer son rôle d'harmonisation entre les rigidités de la production forestière et les aléas de la demande industrielle. La création de parcs de conditionnement et de stockage pourra à ce titre être substantiellement aidée, grâce à des crédits publics. Quant à l'alde qui pourrait être dispensée dans le cadre de la C. E. E. à la firme dont la situation difficile est évoquée par l'honorable parlementaire, c'est au Gouvernement dont elle relève qu'il appartiendrait de prendre l'initiative d'en saisir les autorités de la Communauté.

ECONOMIE ET FINANCES

Leasing (réglementation du crédit).

25821. — M. Glon attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que certaines publicités de vendeurs professionnels promettent aux éventuels clients un « crédit total au moyen du leasing » et lui rappelle les dangers de telles opérations, tant à l'égard des acquéreurs, que de l'économie de la nation. Il lui demande si, dans ce cas, la réglementation protectrice du crédit ne devrait pas s'appliquer. Si au plan juridique, l'opération du leasing se distingue nettement de la nature de la vente à tempérament, au plan économique il apparaît cependant qu'elle constitue le moyen idéal de crédit et de financement. Il semble donc paradoxal que le leasing échappe à la réglementation du crédit, alors que la vente à tempérament implique un paiement comptant minimum et une durée contrôlée de crédit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet. (Question du 26 août 1972.)

Réponse. — Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, la réglementation des ventes à tempérament édictée par le Conseil national du crédit ne s'applique pas aux achats financés par crédit-bail. Elle ne s'étend pas aux cas dans lesquels l'acheteur se procure lui-même les fonds nécessaires, par exemple en contractant un prêt personnel non affecté. Toutefois, les opérations de crédit-bail portant sur des biens d'équipement ou du matériel d'outillage sont régies par la loi n° 66-485 du 2 juillet 1966. Elles sont donc pratiquées dans un cadre réglementaire précis : elles ne peuvent être initiées que par des banques ou des établissements financiers, soumis à un strict contrôle ; leur volume est limité par le jeu des réserves sur les crédits (applicables à toutes les banques et établissements financiers) et par l'obligation pour les établissements financiers de respecter un rapport déterminé entre les fonds propres et les crédits distribués, dit « potentiel », analogue à celui qui existe pour les opérations de vente à crédit. Les pouvoirs publics se préoccupent actuellement d'améliorer les conditions dans lesquelles sont passés les contrats de vente à crédit, notamment en matière d'information des emprunteurs ; ils étudient la possibilité d'étendre ces améliorations aux opérations de crédit-bail, quel qu'en soit l'objet.

S. M. I. C. (revision des 295 articles utilisés).

26522. — M. Médecin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'évolution du mode de vie a entraîné, ces dernières années, une modification importante des types de dépenses engagées par les ménages. Ainsi, l'acquisition et l'entretien d'une automobile représentent une part grandissante du budget familial. De même, la démocratisation des loisirs a eu pour résultat de diversifier les modes de distractions. Il lui demande s'il n'envisage pas de mettre à l'étude une révision des 295 articles utilisés pour déterminer le S. M. I. C. de façon à tenir compte de cette évolution dans les dépenses des Français. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — L'indice des 295 postes de base 100 en 1970, permet de suivre l'évolution des prix des biens et services consommés par les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier. Les pondérations de cet indice retracent la structure réelle des dépenses de consommation de cette population de référence, le coefficient de pondération attribué à un poste étant égal à la part relative de ce poste dans l'ensemble des dépenses de consommation appartenant au champ de l'indice. Ces coefficients de pondération sont établis à partir des données de la Comptabilité nationale sur les consommations des ménages et des enquêtes sur les dépenses des ménages ; ces pondérations sont révisées annuellement compte tenu des informations les plus récentes de ce même ensemble de sources statistiques. Ceci constitue une amélioration par rapport aux indices précédents, à pondérations fixes. De ce fait, le nouvel indice, dont les pondérations suivent l'évolution des dépenses réelles des ménages, répond au vœu exprimé par l'honorable parlementaire.

T. V. A. (vote par le Parlement de la majoration de la T. V. A. sur les motocyclettes).

26563. — M. Charles Bignon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 72-875 du 27 septembre 1972 a stipulé que certaines motocyclettes supporteraient, à compter du 1^{er} octobre 1972, le taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée. Il semble que dans son esprit le décret susvisé complète implicitement l'article 89 de l'annexe III du code général des impôts, qui a valeur réglementaire. Toutefois, dans l'esprit du législateur, l'article 281 du code général des impôts donnait au Gouvernement la faculté d'appliquer par décret le taux majoré à certaines marchandises, mais il ne lui paraît pas douteux qu'il s'agissait d'une délégation temporaire couvrant les mois de mise en place de la nouvelle législation sur la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui apparaît donc que pour obtenir le résultat qu'il souhaitait concernant les motocyclettes, et dont il ne conteste pas ici l'opportunité, il aurait dû demander au Parlement de modifier l'article 281 du code général des impôts. Il lui demande s'il entend régulariser cette procédure dans un prochain texte législatif de nature financière, de manière à maintenir le contrôle du Parlement sur le taux des impôts tel qu'il est prévu dans la Constitution. (Question du 17 octobre 1972.)

Réponse. — L'article 281 du code général des impôts prévoit que le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée peut être porté par décret à 33 1/3 p. 100 en ce qui concerne notamment les affaires, livraisons et imputations portant sur les marchandises dont la liste est fixée par décret. Ces dispositions ont été mises en application pour certains biens désignés par décret et repris à l'article 89 de l'annexe III du même code. Le décret n° 72-875 du 27 septembre 1972, qui complète la liste de ces biens et étend, à compter du 1^{er} octobre 1972, le taux majoré à certaines motocyclettes procède de l'habilitation législative de caractère général dont dispose le Gouvernement en vertu de l'article 281 précité. Cette habilitation restant en vigueur sans limitation dans le temps, il n'est donc pas nécessaire d'envisager, comme semble le penser l'honorable parlementaire, une régularisation de cette procédure par le vote d'un texte législatif.

T. V. A. (finances locales sur les travaux de déneigement).

26594. — M. Peizerat rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, d'après la doctrine administrative, les travaux de déneigement constituent des prestations de services passibles de la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal de 23 p. 100, quelle que soit la qualité juridique de la personne pour le compte de laquelle ces travaux sont exécutés (instruction générale à jour au 10 février 1969, § 435-07). Cette règle s'applique, notamment, lorsqu'il s'agit de travaux de déneigement effectués par les collectivités locales. Or, l'article 280-2 f du code général des impôts accorde le bénéfice du taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée, soit 17,6 p. 100, aux travaux immobiliers concourant à la production, à la réparation ou à la refectation des voies et bâtiments des collectivités locales. De même, en vertu de l'article 280-2 c du code général des impôts, les transports de voyageurs effectués pour le compte des collectivités locales sont soumis au taux de 17,6 p. 100. Dans ces conditions, l'application du taux de 23 p. 100 aux travaux de déneigement ne semble aucunement justifiée, de tels travaux devant être assimilés, semble-t-il, aux travaux immobiliers destinés à l'entretien et à la réparation des voies des collectivités locales. Il lui demande si, en conséquence de ces considérations, et compte tenu des dépenses importantes que les travaux de déneigement font supporter aux communes, notamment à celles qui sont situées dans les régions de montagne, il ne serait pas possible de faire bénéficier ces travaux du taux de 17,6 p. 100. (Question du 18 octobre 1972.)

Réponse. — Compte tenu de l'interprétation stricte qui s'attache, en matière fiscale, à l'application des textes relatifs aux taux d'imposition, seules peuvent bénéficier du taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée de 17,6 p. 100 les opérations limitativement énumérées par l'article 280 du code général des impôts. Or, les travaux de déneigement réalisés pour l'entretien des voies des collectivités locales ne sauraient être considérés comme des travaux immobiliers au sens de cet article, dès lors qu'ils n'entraînent aucune incorporation d'éléments au sol et ne modifient pas la structure de ce dernier. Par ailleurs, l'extension du taux intermédiaire aux travaux de déneigement réalisés par les collectivités locales ne manquerait pas d'être revendiquée en faveur d'autres opérations de prestations de services soumises au taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée et aboutirait à d'importantes pertes de recettes budgétaires. Cependant, les collectivités concernées bénéficieraient de l'abaissement à 20 p. 100 — au lieu de 23 p. 100 — du taux normal de la T. V. A., opération qui constitue une étape particulièrement importante dans la voie de l'unification du taux normal et du taux intermédiaire.

Sociétés anonymes à actions nominatives (actionnaires).

27065. — M. Blas demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les actionnaires des sociétés anonymes à actions nominatives sont considérés comme des tiers ou s'ils peuvent s'acheter ou se vendre des actions sans l'agrément de la société. En général, les nouveaux statuts stipulent que : « sauf en cas de succession, de liquidation ou de communauté de biens entre époux, ou de cession soit à un conjoint, soit à un descendant ou à un ascendant, la cession d'action à un tiers, à quelque titre que ce soit, doit être soumise à l'agrément de la société ». (Question du 14 novembre 1972.)

Réponse. — La rédaction de la clause d'agrément citée par l'honorable parlementaire reprend presque mot par mot celle de l'article 274, alinéa 1^{er} de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Or, il semble résulter des travaux parlementaires qui ont conduit à l'adoption de cet article que la notion de « tiers » doit être entendue, dans ce texte, d'une manière large incluant les actionnaires. L'Assemblée nationale, en accord avec le Gouvernement, a en effet supprimé un amendement du Sénat qui interdisait la clause d'agrément dans le cas de cession d'actions entre actionnaires (cf. *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 10 juin 1966, p. 958). Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il semble qu'en adoptant des statuts ainsi rédigés les actionnaires doivent être réputés avoir voulu soumettre à l'agrément de la société, hors les cas de succession et de liquidation de communauté, toutes les cessions d'actions faites à des personnes autres que le conjoint, les ascendants ou les descendants du cédant, que les cessionnaires soient ou non déjà actionnaires, comme paraissent le permettre les dispositions de l'article 274 de la loi du 24 juillet 1966 (cf. réponse du ministre de la justice à M. Jacques Richard, *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 16 octobre 1968, p. 3327).

EDUCATION NATIONALE

Etablissements scolaires (personnel de direction : traitements).

25524. — M. Neuwirth appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des chefs d'établissements de l'enseignement secondaire. Ces personnels de direction, sur qui repose pour l'essentiel la bonne marche de ces établissements, se trouvent dans une situation matérielle et morale sans commune mesure avec les responsabilités qu'ils exercent, surtout depuis quelques années. Le chef d'établissement, en effet, est responsable des bâtiments et du matériel dont l'Etat ou les collectivités locales sont propriétaires ; gère un budget de plusieurs dizaines de millions d'anciens francs ; dirige un personnel nombreux, qui peut s'élever à un effectif de plus de 200 fonctionnaires dans les grands lycées ; est chargé de faire fonctionner un système pédagogique et un système d'orientation de plus en plus complexes et de plus en plus lourds ; est responsable de ses élèves vingt-quatre heures sur vingt-quatre lorsque son établissement comporte un internat ; se doit de rester disponible pour tous et à tous moments et ne connaît aucune limitation de service. En regard de ces charges et de ces responsabilités, on constate que ces chefs d'établissement ne sont pas titulaires de leur grade, mais simplement chargés d'un emploi ; ils peuvent être renvoyés à leur chaire de professeur sans délai, même s'ils l'ont quittée depuis dix ou quinze ans. Ils perçoivent une bonification indiciaire qui s'ajoute à leur traitement de professeur, mais au total, ils sont bien moins rémunérés qu'un professeur chargé de quelques heures supplémentaires et des fonctions de professeur principal. Certains professeurs de classes préparatoires peuvent même percevoir 40 à 50 p. 100 de plus que leur proviseur. Certes, le chef d'établissement bénéficie d'un logement de fonction, mais ce logement est compté comme avantage en nature dans ses revenus, et donc imposé comme tel. Il est en résidence obligatoire, nuit et jour : il peut y être sollicité à n'importe quel moment, de nuit comme de jour, en cas d'incident ou d'accident survenu dans la maison ; ce logement est compensé par un service de vacances, c'est-à-dire par une perte de congés, enfin, il interdit à son utilisateur de bénéficier des facilités de crédit accordées aux autres Français pour se construire une maison personnelle, à moins que ce ne soit à moins de trois ans de sa retraite. Ces fonctions mal considérées et mal rémunérées, et dont dépend cependant de façon notable le fonctionnement des établissements, séduisent de moins en moins de professeurs : 80 postes de censeur sont vacants ; 200 postes de principal de C. E. S. n'ont pas trouvé d'amateurs, par exemple. Les agrégés, eux, se détournent de plus en plus des fonctions de direction. Quant aux chefs d'établissement en place, certains démissionnent ou cherchent un autre emploi, ou se laissent aller au découragement. Il serait nécessaire que des mesures nouvelles interviennent pour améliorer

cette situation, notamment en ce qui concerne les moyens d'action des chefs d'établissement ainsi que les dotations en crédits et en personnel. Il lui demande si, dans le cadre du projet de loi de finances pour 1973, il envisage une amélioration de la situation matérielle de ces personnels par une assimilation de chaque catégorie d'origine à la catégorie supérieure : les certifiés seraient assimilés aux agrégés, les agrégés aux professeurs des chaires supérieures. (Question du 22 juillet 1972.)

Etablissements scolaires (personnels de direction : traitements).

25895. — M. Weber attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des personnels de direction des établissements secondaires : les chefs d'établissement et les censeurs ont des responsabilités multiples : responsabilités administratives (surveillance des locaux, gestion d'un budget important, supervision d'un personnel nombreux), responsabilités pédagogiques (organisation de l'enseignement, formation permanente), responsabilités humaines et morales du fait de la présence de certaines d'enfants. Il apparaît que les traitements de ces personnels sont ceux de leur cadre d'origine (certifiés, agrégés, etc.), augmentés de points d'indice en fonction de l'importance de l'établissement, sans droit, comme les enseignants de même grade, à aucune indemnité pour heures supplémentaires, conseils de classe, etc. Il lui demande s'il ne jugerait pas opportun que les traitements de ces personnels soient assimilés à ceux de la catégorie supérieure (un chef d'établissement certifié percevrait le traitement d'un professeur agrégé ; un chef d'établissement agrégé celui d'un professeur bénéficiant des échelles-lettres). Il estime que semblable mesure, tout en tenant compte des contraintes et responsabilités des fonctions de chefs d'établissements, principaux de C. E. S., censeurs, permettrait un recrutement plus aisé dans des emplois actuellement soumis à une certaine désaffection. (Question du 9 septembre 1972.)

Etablissements scolaires (personnels de direction : traitements).

26078. — M. Chazalon attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation défavorisée dans laquelle sont maintenus les personnels de direction des établissements d'enseignement du second degré, aussi bien en ce qui concerne la rémunération que la sécurité de leur emploi. En contrepartie des nombreuses sujétions auxquelles ils sont soumis, ils ne perçoivent qu'une bonification indiciaire d'un montant tout à fait insuffisant puisque, au total, leur rémunération est inférieure à celle que perçoivent les professeurs remplissant des fonctions de professeur principal et assurant quelques heures supplémentaires. N'étant pas titulaires de leur grade, mais seulement chargés d'un emploi, ils peuvent être renvoyés à tout moment à leur chaire de professeur, même s'ils l'ont quittée depuis de nombreuses années. Le fait de bénéficier d'un logement de fonction ne constitue pas un avantage tellement appréciable puisque, d'une part, ils sont contraints à en faire leur résidence de jour et de nuit et à fournir, en compensation, un service de vacances, et que, d'autre part, ce logement est considéré comme avantage en nature pour la détermination des bases de calcul de leur impôt sur le revenu. Pour toutes ces raisons les intéressés considèrent qu'il n'existe aucune commune mesure entre les responsabilités qu'ils doivent assumer et les sujétions importantes qui sont les leurs, d'une part, et la situation matérielle et morale qui leur est faite, d'autre part. Cet état de choses a pour effet de décourager les chefs d'établissement actuellement en fonctions et de réduire considérablement le nombre des candidatures de professeur à un poste de direction. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue d'améliorer cette situation et s'il n'estime pas, notamment, devoir donner son accord au projet qui lui a été présenté, tendant à assimiler chaque catégorie d'origine à la catégorie supérieure : les certifiés étant assimilés aux agrégés et les agrégés aux professeurs des chaires supérieures. (Question du 23 septembre 1972.)

Etablissements scolaires (personnels de direction : traitements).

27733. — M. Solisson attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation tellement défavorisée, par rapport à d'autres personnels de l'enseignement, dans laquelle se trouvent les chefs d'établissements secondaires et leurs adjoints, que de nombreux postes de professeurs, censeurs et principaux de C. E. S. sont actuellement vacants. Il précise à ce sujet que les chefs d'établissements, dont les charges et les responsabilités sont considérables, ne perçoivent qu'un traitement inférieur, la plupart du temps, à celui des professeurs les plus favorisés. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises d'urgence pour que le classement indiciaire des intéressés soit convenablement révisé. (Question du 14 décembre 1972.)

Réponse. — Conformément aux termes du décret n° 69-494 du 30 mai 1969, les postes de direction sont, en règle générale, des

emplois fonctionnels. Ceux-ci peuvent, dans l'intérêt du service, être retirés aux intéressés. Cette condition apparaît indispensable pour s'assurer de la compétence de celui qui dirige un établissement. Il va donc de soi que cette fonction exige de réelles qualités. Aussi bien les chefs d'établissement bénéficient-ils d'un certain nombre d'avantages et de moyens qu'il convient d'apprécier objectivement. La bonification indiciaire soumise à retenue pour pension, s'ajoutant à la rémunération afférente au grade des intéressés et à leur échelon dans leurs corps d'origine, est fonction des responsabilités et sujétions qui s'attachent à la catégorie de l'établissement dirigé. Le ministère de l'éducation nationale assure ainsi une juste rémunération pour l'exercice de cette fonction. Les chefs d'établissements bénéficient en outre d'un logement de fonction. S'agissant d'une concession gratuite, il faut souligner que ce logement représente un avantage appréciable. S'il est vrai, en contrepartie, que cet avantage est accompagné d'un certain nombre de sujétions, il convient cependant de ne pas exagérer le volume de ces inconvénients. Dans le projet de statut élaboré par le syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires, il est proposé d'accorder systématiquement aux chefs d'établissement certifiés l'échelle indiciaire des agrégés et aux chefs d'établissement agrégés celle des professeurs de chaires supérieures; cette mesure reviendrait à créer un corps particulier de fonctionnaires et remettrait en cause la politique définie par le décret précité qui a précisément supprimé tout classement personnel. Il faut cependant préciser que les chefs d'établissement certifiés peuvent bénéficier des dispositions du décret du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré. Le statut prévoit, en effet, que le recrutement des agrégés se fera dans la limite d'une nomination pour neuf nominations au titre des concours d'agrégation, parmi les professeurs certifiés âgés de quarante ans au moins, justifiant de dix années de services effectifs d'enseignement dont cinq au moins en cette qualité. Cette promotion se fera au choix parmi les candidats inscrits sur une liste d'aptitude arrêtée chaque année par le ministre sur rapport de l'inspection générale de l'instruction publique et après avis de la commission administrative paritaire nationale des professeurs agrégés. Cependant, considérant que le rôle des chefs d'établissement, dans une vision nouvelle de l'éducation nationale, doit croître encore en importance, le ministre de l'éducation nationale étudie la possibilité de prendre d'ores et déjà certaines mesures visant à améliorer la situation matérielle ainsi que les conditions de travail de ces personnels. Il va de soi que ces études seront menées en liaison avec les organisations syndicales concernées.

INTERIEUR

Protection civile (directive du 18 mars 1962).

26671. — M. Poniatowski attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les termes de la directive de M. le Premier ministre, datée du 18 mars 1964 et concernant la protection civile en cas de guerre. Il lui demande s'il peut lui indiquer dans quelles mesures ont déjà été effectivement réalisées les instructions données par ces textes dans ce domaine. (Question du 24 octobre 1972.)

Réponse. — La directive du Premier ministre, en date du 18 mars 1964, traite d'une double action à entreprendre dans le domaine de la protection civile en cas de guerre. Il s'agit : d'une part, de l'information et de l'instruction de la population; d'autre part, du recensement des possibilités d'abris antiretombées offertes par les sites naturels et par les bâtiments de tout genre, pour déterminer leur degré de résistance au rayonnement, et les améliorations à y apporter. En matière d'information du public, le service national de la protection civile a toujours pris grand soin, conformément à sa mission, d'évoquer les mesures de sécurité « temps de guerre » parallèlement à celles du temps de paix. C'est ainsi que, dans cet esprit, un manuel élémentaire intitulé « Savoir pour vivre » a été édité en 1966 à un million et demi d'exemplaires, et qu'une édition remaniée vient d'en être réalisée en 100.000 exemplaires, lesquels seront suivis de 500.000 autres en 1973. Parmi les films d'instruction produits par le service, trois ont été consacrés à des problèmes spécifiques du temps de guerre : l'alerte, les abris et le déblaiement-sauvetage. Enfin, des stands et les panneaux d'exposition présentés lors des grandes foires commerciales font une large place aux questions relatives à la protection des populations en cas de conflit armé. En ce qui concerne le recensement des possibilités d'abris, les efforts ont eu trois objectifs. En premier lieu, les possibilités d'abris offertes, à des degrés très divers, par les anciens ouvrages de « défense passive » qui subsistent, par les sites souterrains (grottes, mines et carrières désaffectées), par les tunnels routiers et ferroviaires et par les ouvrages militaires déclassés, ont été répertoriés. Certains de ces ouvrages ont même été incorporés dans le patrimoine immobilier de la protection civile. En second lieu, des études ont été conduites en vue d'évaluer les coefficients de pro-

tection antiretombées radioactives présentées, tant en superstructure qu'en sous-sol, par les constructions existantes. A partir de ces études, le service national de la protection civile a pu entreprendre, dans un département pilote, une expérience d'enquête devant conduire à un plan concret de mise à l'abri. Ce plan comportera essentiellement des précisions sur les locaux utilisables pour une protection suffisante et sur les travaux d'aménagement indispensables. Il définira en troisième lieu un programme de construction d'abris complémentaires (tranchées couvertes et autres ouvrages de circonstance).

Sapeurs-pompiers (tenue de feu).

27220. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur que la traditionnelle tenue de feu des sapeurs-pompiers, bien qu'ayant fait ses preuves, est lourde et embarrassante. Or, des progrès ont été réalisés dans la technique des tissus ignifugés. Il lui demande s'il n'envisagerait pas de mettre à l'étude une tenue plus légère, plus fonctionnelle et possiblement moins onéreuse, à l'instar de l'évolution qui, dans le domaine militaire, a remplacé la veste par la tenue de combat. (Question du 21 novembre 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire évoque deux problèmes, celui de la composition du tissu des tenues de sapeurs-pompiers et la forme même de celles-ci. Il apparaît qu'en l'état actuel le recours aux tissus ignifugés n'allègerait pas la tenue traditionnelle des sapeurs-pompiers. Ces tissus en plus imposeraient soit des renouvellements fréquents du traitement de protection, soit des remplacements des vêtements. Plusieurs essais de modification des tenues des sapeurs-pompiers ont été effectués dans le passé. Certaines s'inspiraient des uniformes de combat de l'armée. Les expériences ont été conduites dans différents corps. Elles n'ont pas fait apparaître d'avantages déterminants. La tenue de feu actuelle s'avère comme la mieux adaptée aux interventions courantes. En plus, son entretien et le remplacement des pièces d'habillement qui la composent sont aisés et moins onéreux. Néanmoins, le service national de la protection civile cherche à définir une tenue nouvelle, plus légère et au moins aussi fonctionnelle. Les études en cours exigeront encore plusieurs mois. Il conviendra ensuite de procéder à des expérimentations méthodiques, qui seules pourront conduire soit à l'adoption ou au rejet d'un équipement nouveau.

JUSTICE

Procès (instruction de l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont).

26558. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de la justice s'il est exact qu'un député républicain indépendant de Grenoble a fait état, auprès du magistrat chargé d'instruire l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont, d'un certain nombre d'indices troublants parvenus en sa possession concernant cette affaire et pouvant accréditer la thèse d'un acte criminel. Dans l'affirmative, il lui demande s'il ne pense pas que l'absence constatée de cet élément dans le dossier de l'instruction est un fait nouveau susceptible d'entraîner l'ouverture d'un supplément d'enquête. (Question orale du 17 octobre 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 22 novembre 1972.)

Réponse. — Le garde des sceaux à l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que l'hypothèse selon laquelle un acte criminel serait à l'origine de l'incendie du dancing « Le 57 » survenu à Saint-Laurent-du-Pont le 1^{er} novembre 1970 a été envisagée au cours de l'information et qu'à cet égard toutes mesures utiles d'instruction ont été effectuées. Les éléments recueillis par le magistrat instructeur ont été soumis au tribunal qui, dans son jugement du 20 novembre 1972, a précisé notamment « que toutes les vérifications opérées à la requête du magistrat instructeur ont révélé que ces rumeurs (accréditant l'hypothèse d'un incendie criminel) étaient dépourvues de tout fondement, que E. lui-même a par ailleurs indiqué qu'à sa connaissance jamais ni lui ni ses camarades n'avaient été l'objet ni de menaces ni de chantage, qu'enfin au cours des débats aucune des parties n'a dans son argumentation invoqué la possibilité d'un acte criminel; qu'il convient, en conséquence, d'écarter définitivement l'hypothèse d'un incendie volontaire allumé par des personnes non identifiées ». Appel ayant été interjeté dans cette affaire, la cour d'appel de Lyon, actuellement saisie, appréciera les faits en toute souveraineté.

Notaires (affiche rappelant qu'un reçu doit être délivré pour tout dépôt de fonds).

26621. — M. Menu rappelle à M. le ministre de la justice qu'il lui avait demandé (question écrite n° 20347 parue au Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 14 octobre 1971) qu'une affiche soit

apposée à côté des caisses des notaires, affiche rappelant les dispositions de l'article 16 A du décret du 19 décembre 1945, modifié par le décret du 2 avril 1955, lequel prévoit que chaque notaire est tenu, pour les sommes encaissées, de délivrer un reçu extrait d'un carnet conforme au modèle arrêté par le ministre de la justice. En réponse à cette question (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 22 janvier 1972, p. 182), il disait que le décret du 30 décembre 1971, qui venait donc d'être publié, prévoyait l'obligation d'afficher dans toutes les études, suivant un modèle qu'il avait lui-même approuvé, les dispositions de l'article précité. Il lui expose qu'il a constaté que dans certaines études de notaires l'affichage de l'article 16 A du texte en cause est effectué, non pas à côté de la caisse, mais à des emplacements où ce texte est peu visible. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prescrire aux notaires que cet affichage doit être effectué dans chaque étude à proximité immédiate de la caisse. (Question du 20 octobre 1972.)

Réponse. — L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 29 février 1956 relatif à la garantie professionnelle des notaires, modifié par le décret du 30 décembre 1971, prévoit, en effet, l'obligation d'afficher dans toutes les études, suivant un modèle approuvé par le garde des sceaux, ministre de la justice, les dispositions des articles 16 A, alinéa 1^{er}, et 20 du décret du 19 décembre 1945. Ces articles imposent à chaque notaire de délivrer pour toute somme encaissée ou toute valeur qui lui est remise un reçu extrait d'un carnet à souches conforme à un modèle arrêté par le garde des sceaux, ministre de la justice. Le projet d'affiche établi récemment par le conseil supérieur du notariat sera prochainement soumis à la chancellerie qui se propose de demander à cet organisme d'inviter les notaires à placer en évidence, dans les locaux de leur étude, deux exemplaires de cette affiche : l'une dans la salle d'attente réservée à la clientèle, l'autre à proximité de la caisse lorsqu'il en existe dans l'étude.

Partage (effet d'un partage à l'égard d'un mineur : cas de biens de faible valeur).

26928. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de la justice que l'article 466 du code civil prévoit que « pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en justice... » ; que « toutefois, le conseil de famille pourra autoriser le partage, même partiel, à l'amiable. En ce cas, il désignera un notaire pour y procéder. L'état liquidatif auquel sera jointe la délibération du conseil de famille sera soumis à l'homologation du tribunal de grande instance » et que « tout autre partage ne sera considéré comme provisionnel ». Il lui signale que certains juges des tutelles, arguant de la faible valeur des biens mis en partage, tout en ne refusant pas l'homologation, refusent d'en faire supporter les frais à l'incapable. Il lui demande (indépendamment du montant des frais occasionnés par cette procédure) si cette position est justifiée et si, dans le cas contraire, il n'est pas envisagé de modifier la législation actuelle afin que puissent être considérés comme définitifs des partages dans lesquels l'attribution du mineur serait inférieure à une somme à fixer soit par la loi, soit par décret. (Question du 8 novembre 1972.)

Réponse. — Avant la loi du 14 décembre 1964 sur la tutelle, les partages dans lesquels se trouvaient intéressés des mineurs devaient obligatoirement être faits en justice. C'est donc une amélioration certaine qu'a apportée l'article 466 du code civil en permettant au conseil de famille d'autoriser le partage à l'amiable pourvu qu'il soit homologué par le tribunal de grande instance. Cette homologation avait paru justifiée par le souci d'assurer la protection des intérêts des mineurs dans un acte souvent complexe où ses intérêts sont directement opposés à ceux de ses copartageants. Il y a lieu néanmoins d'observer que dans un certain nombre d'hypothèses simples, il est sans inconvénients que le partage ne soit pas homologué. Il en est ainsi lorsque l'égalité entre copartageants ne paraît pas pouvoir être contestée, par exemple dans les cas de répartition de sommes d'argent. De tels partages auxquels la loi reconnaît d'ailleurs le caractère de partages provisionnels ne peuvent être remis en cause ultérieurement.

Sociétés commerciales — S. A. R. L. (retrait de fonds à l'occasion de leur constitution).

27031. — M. Colibeau expose à M. le ministre de la justice que le retrait des fonds déposés en banque, à l'occasion de la constitution d'une société à responsabilité limitée, procède des articles 39 de la loi du 24 juillet 1966 et 23 du décret du 23 mars 1967. Ce dernier article énonce : « Le retrait des fonds est accompli par le mandataire de la société, sur présentation du certificat du greffier, attestant l'immatriculation de la société, sur le registre du commerce »,

le texte de la loi (art. 39) ayant lui-même limité la période de blocage des fonds jusqu'à l'immatriculation sur le registre du commerce. Le retrait des fonds suscite souvent des difficultés liées à un formalisme excessif, issu d'une interprétation exhausive des textes. A Paris, les services du registre du commerce délivrent un récépissé provisoire qui indique la dénomination sociale de la société et son numéro d'immatriculation. Bien qu'il s'agisse d'un récépissé provisoire, celui-ci émane des services du registre du commerce et atteste de l'inscription sur ce registre du commerce. Le vœu de la loi est a priori rempli, et, cependant, une banque nationalisée de première importance ne consent à libérer les fonds qu'après production du certificat définitif (extrait k bis ou original B 1). Il lui demande dans quelle mesure les prétentions de l'établissement bancaire, qui conduisent à un blocage supplémentaire de dix à quinze jours des fonds déposés, sont justifiées par l'interprétation des dispositions légales. (Question du 13 novembre 1972.)

Réponse. — En vertu de l'article 39 de la loi du 24 juillet 1966 « le retrait des fonds provenant de la libération des parts sociales ne peut être effectué par le mandataire de la société avant l'immatriculation de celle-ci au registre du commerce ». Par ailleurs l'article 23 du décret du 23 mars 1967 précise que « le retrait des fonds est accompli par le mandataire de la société sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société ». Sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux le document délivré par les services du registre du commerce et auquel il est fait référence ne peut être considéré comme le certificat requis par la réglementation attestant l'immatriculation de la société.

Successions (frais afférents aux obsèques).

27067. — M. Delahaye expose à M. le ministre de la justice que, lors d'un décès les comptes bancaires, postaux et livrets de caisse d'épargne du défunt sont bloqués dès le décès. Il arrive dans ces conditions que les héritiers ne disposent pas des ressources personnelles nécessaires pour régler les frais d'inhumation. Il lui demande s'il ne pourrait envisager une mesure permettant aux notaires de débloquer sur une succession le montant des frais afférents aux obsèques sur le vu des factures présentées par les pompes funèbres. (Question du 14 novembre 1972.)

Réponse. — En vertu de l'article 2101-2^o du code civil, les personnes qui ont assumé les dépenses nécessitées par l'inhumation du défunt ont une créance privilégiée sur l'ensemble des meubles de la succession. Leurs droits sont en outre garantis par l'hypothèque légale prévue à l'article 2121-5^o du même code. Grâce à ces dispositions protectrices, elles peuvent recouvrer facilement les sommes qu'elles ont dû déboursier, dans la mesure du moins où l'actif successoral est suffisant. Sans doute, comme le suggère l'honorable parlementaire, pourrait-on envisager de faire régler les frais funéraires directement par la succession, ce qui éviterait à des héritiers peu fortunés de faire l'avance de frais funéraires parfois importants. Mais un projet de réforme en ce sens ne saurait être élaboré isolément car il serait nécessairement lié au problème plus général, et particulièrement délicat, de l'ordre des privilèges des différents créanciers de la succession. La chancellerie se propose toutefois d'examiner la question dans le cadre d'études qui vont être entreprises sur l'ensemble des problèmes que posent les règlements successoraux.

Immeubles et fonds de commerce : activités relatives à des opérations les concernant (loi du 2 janvier 1972 : garantie financière).

27294. — M. Solsson expose à M. le ministre de la justice que le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 pris par application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, précise dans son article 3 (7^o, alinéa 1) que la demande doit être accompagnée « le cas échéant, lorsque la demande tend à la délivrance de la carte prévue à l'article 1^{er} (alinéa 1) du présent décret (elle doit être accompagnée), de la déclaration sur l'honneur qu'il n'est reçu aucun fonds, effet ou valeur à l'occasion des opérations spécifiées par l'article 1^{er} (1^o à 5^o) de la loi susvisée ». Il attire son attention sur le fait qu'en matière de détermination de la garantie financière les articles 35 et 36 stipulent que : « lorsque le titulaire de la carte professionnelle prévue à l'article 1^{er} (alinéa 1) du présent décret ou la personne qui en sollicite la délivrance a déclaré, dans sa demande, son intention de ne recevoir aucun fonds, effet ou valeur à l'occasion des opérations spécifiées par l'article 1^{er} (1^o à 5^o) de la loi susvisée du 2 janvier 1970, le montant de la garantie, par dérogation aux dispositions des articles 30, 32 et 35

cl-dessus, ne peut être inférieur à 50.000 francs. Sous réserve de l'application des dispositions du précédent article, le titulaire de la carte professionnelle ne peut recevoir ou accepter de versements et remises que dans la limite du montant de la garantie accordée », l'article 94 de son côté disposant que « lorsque le titulaire de la carte Transactions sur immeubles et fonds de commerce a souscrit la déclaration prévue aux articles 3 (alinéa 1, 7°), 85 (alinéa 1, 4°), les documents et affiches visés aux deux précédents articles indiquent que l'intéressé ne doit recevoir aucun fonds, effet ou valeur. En outre, dans ce cas, une affiche comportant cette mention doit être exposée en évidence dans la vitrine ou sur le panneau publicitaire extérieur s'il en existe un... ». Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de modifier le décret sus-indiqué afin que les professionnels, répondant exactement aux conditions fixées par la disposition rappelée plus haut soient dispensés des obligations relatives à la garantie financière. (Question du 23 novembre 1972.)

Réponse. — Une modification du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire suppose une amodiation préalable de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, notamment de son article 3, que, dans un souci de protection de la clientèle, le Gouvernement n'envisage pas de proposer au Parlement.

Immeubles et fonds de commerce (activités relatives à des opérations les concernant : loi du 2 janvier 1970 ; engagement de ne percevoir aucun fonds pour des opérations).

27321. — M. Mathieu rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 94 du décret du 20 juillet 1972 fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, précise à propos de ceux des intéressés qui ont souscrit une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à ne percevoir aucun fonds, effets ou valeurs à l'occasion desdites opérations : « dans ce cas une affiche comportant cette mention doit être apposée en évidence dans la vitrine ou sur le panneau publicitaire extérieur s'il en existe un ; cette indication est portée en utilisant des caractères très apparents ». Il lui demande quelle interprétation exacte il convient de donner à l'expression « panneau publicitaire extérieur » lui faisant observer à ce sujet que d'autres professions libérales — les médecins et les avocats en particulier — qui peuvent faire apposer de telles plaques pour indiquer à la clientèle les jours et heures d'ouverture de leur cabinet n'ont pas le droit de faire de publicité professionnelle. (Question du 24 novembre 1972.)

Réponse. — La profession d'agent immobilier n'est pas une profession libérale, comme celle de médecin ou d'avocat, mais une activité commerciale dont l'exercice n'est pas exclusif de publicité. La jurisprudence ancienne du Conseil d'Etat considérait même que l'agence d'affaires se caractérisait par « l'annonce de cette spécialité au public par des moyens quelconques de publicité ». Dès lors, et sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il faut entendre par « panneau publicitaire extérieur », visé par l'article 94 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972, toute suscription, indication ou mention, portée ou non par une plaque, une pancarte, une affiche, un écriteau ou un placard, qui, à l'extérieur du local, renseigne le public sur l'existence d'une agence ou d'un cabinet d'affaires.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Timbres-poste : émission pour le centenaire du docteur Alexis Carrel.

27237. — M. Cousté demande à M. le ministre des postes et télécommunications s'il envisage, à l'occasion de la célébration du centenaire de la naissance du docteur Alexis Carrel, l'émission d'un timbre-poste commémoratif. (Question du 22 novembre 1972.)

Réponse. — Le programme des émissions de timbres-poste de l'année 1973, publié le 10 novembre 1972, ne comporte pas de figurine à l'effigie d'Alexis Carrel. La commission consultative philatélique, chargée d'examiner les demandes présentées et dont l'attention a été appelée sur le centenaire, en 1973, de la naissance du savant lyonnais, n'a pu retenir le timbre sollicité, compte tenu de la nécessaire limitation des émissions spéciales et du très grand nombre de demandes en instance.

Timbres-poste : émission à la gloire de Bagnères-de-Luchon.

27232. — M. Gabas demande à M. le ministre des postes et télécommunications si, dans le cadre des émissions philatéliques de 1973, il ne lui est pas possible d'envisager d'inclure dans la série

touristique un timbre à la gloire de Bagnères-de-Luchon. En effet, le cirque de Luchon, Superbagnères, les allées d'Etigny et le port de Vénasac forment un ensemble prestigieux ; ce serait une très bonne propagande à la fois pour le patrimoine touristique national et aussi pour cette région des Pyrénées, très belle et universellement connue. (Question du 22 novembre 1972.)

Réponse. — Les émissions de timbres-poste sont groupées en programmes annuels, dont la composition est arrêtée au cours du trimestre précédant l'année de leur exécution, compte tenu des avis exprimés par la commission consultative philatélique, chargée d'opérer une sélection parmi toutes les suggestions dont l'administration est saisie. Cet organisme s'est déjà réuni pour élaborer la liste des figurines à émettre en 1973 et le programme correspondant des émissions a été arrêté et publié. La proposition tendant à l'émission d'un timbre-poste spécial représentant un des sites de Bagnères-de-Luchon, fera l'objet d'un examen attentif de la part de la commission qui se réunira vers la fin de l'année pour préparer le programme de 1974. Il n'est pas possible, pour le moment, de préjuger de la décision qui sera prise, car les demandes sont très nombreuses au regard des possibilités restreintes d'émission et elles présentent, pour la plupart, un intérêt indiscutable.

Timbres-poste : émission d'un timbre à l'effigie de Pasteur.

27248. — M. Stehlin expose à M. le ministre des postes et télécommunications que le retrait de la circulation des billets à l'effigie de Pasteur coïncide avec la commémoration par le monde entier du 150^e anniversaire de la naissance de ce grand Français. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de compenser la disparition des billets de 5 francs par une émission de timbres à l'effigie de Pasteur. (Question du 22 novembre 1972.)

Réponse. — Le programme des émissions pour 1973, qui vient d'être publié officiellement, ne comporte pas de figurine consacrée à Louis Pasteur, bien que l'attention de la commission consultative philatélique, qui assiste le ministre des postes et télécommunications dans la préparation des programmes d'émissions ait été appelée sur la commémoration du 150^e anniversaire de la naissance de cet illustre chimiste et biologiste français. Mais il a dû être tenu compte du fait que, dans le passé, plusieurs timbres ont été consacrés à Louis Pasteur (12 valeurs de 1923 à 1926, plus une valeur dans la série des figurines émises au profit des chômeurs intellectuels, en 1936, avec des surcharges sur certaines des valeurs des deux séries en 1928 et 1938) alors que de très nombreuses célébrités n'ont encore pu être honorées sur le plan philatélique.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Parcs naturels régionaux (clôtures des propriétés privées).

24900. — M. Santoni demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement s'il entend dans l'enceinte des parcs naturels régionaux, et notamment dans celui du Luberon, modifier, par voie réglementaire ou administrative, les conditions d'application de l'article 647 du code civil qui permet à tout propriétaire de clôturer son fonds et, dans la négative, s'il sera toujours possible aux propriétaires compris dans l'enceinte du parc de se clôturer selon les normes de l'article 366 du code rural, notamment avec des clôtures métalliques telles que grillages. (Question du 20 juin 1972.)

Réponse. — Le parc naturel régional du Luberon est actuellement un projet à l'étude. Dans la région concernée, divers groupes de travail préparent l'élaboration de la charte constitutive du parc. Ces groupes réunissent les représentants des administrations, des diverses associations et des habitants et, en particulier, les élus intéressés par le projet. Les personnes habitant le Luberon y sont donc parfaitement représentées soit par leur maire, soit par les multiples associations dont elles peuvent faire partie. Et de nombreux propriétaires du massif se retrouvent ainsi au sein de « Luberon Nature ». Ils n'ont donc pas à craindre que quoi que ce soit puisse être décidé dont ils ne seraient pas informés. Mais surtout, la charte du parc ne comporte aucune mesure qui soit exorbitante du droit commun. Il n'y a pas dans les parcs naturels régionaux, à la différence des parcs nationaux, de police particulière au territoire même du parc. Les textes réglementaires ou législatifs qui seront appliqués pour la sauvegarde et la promotion de la zone du parc du Luberon sont ceux-là même qui sont en vigueur sur l'ensemble du territoire. Simplement, leur application se doublera d'une sensibilisation de tous ceux qui sont concernés par ce parc aux éléments d'une protection plus efficace de la nature par une meilleure connaissance de ses équilibres, ceci en favorisant notamment les rencontres citadins-ruraux par le biais d'équipements

pédagogiques et culturels. Il n'est donc absolument pas dans les intentions du ministre délégué de modifier dans l'enceinte du parc du Luberon, par voie réglementaire ou administrative, les conditions d'application de l'article 647 du code civil qui permet à un propriétaire de clôturer son fonds. Ceci serait en effet en contradiction avec les textes instituant les parcs naturels régionaux (décret n° 67-158 du 1^{er} mars 1967 et circulaire d'application du 1^{er} juin 1967 adressée aux préfets). Cette circulaire précise en particulier : « Il n'a pas paru nécessaire de soumettre les parcs naturels régionaux à une législation spéciale en vue d'assurer la sauvegarde de leur caractère propre. Ils constitueront, par contre, des zones privilégiées pour l'application concernée d'un certain nombre de mesures d'origine législative ou réglementaire existantes. »

Animaux (protection des oiseaux migrateurs dans le Sud-Ouest).

26472. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** signale à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que, malgré la convention internationale de 1902, dont la France est signataire, la protection des oiseaux migrateurs n'est pas assurée dans certains départements du Sud-Ouest. En effet, il est constaté dans la région Aquitaine une tolérance injustifiée de la part des administrations à l'égard de certaines pratiques aboutissant à un massacre systématique de ces oiseaux utiles à l'agriculture. Elle lui demande donc quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer le respect, sur l'ensemble du territoire, de la convention. (Question du 11 octobre 1972.)

Réponse. — L'emploi de filets pour la chasse des oiseaux est interdit par la loi et les règlements en vigueur sur l'ensemble du territoire. Les tolérances qui permettent à de telles pratiques de subsister dans certains départements du Sud-Ouest concernent d'une part les pigeons ramiers ou palombes, d'autre part l'alouette des champs et le bruant ortolan. Le pigeon ramier est, pour l'instant, classé nuisible dans les départements intéressés et il est admis que les modes de « destruction » des nuisibles peuvent être particuliers et en tout cas différents des modes de chasse ; il a été ainsi toléré la capture du pigeon dans des filets à grande maille et à condition que les installations soient antérieures à 1939 et citées sur le recensement qui en a été effectué en 1968 de façon à les contrôler plus aisément. Il semble que les populations de pigeons ramiers ne soient pas sensiblement en diminution et c'est plutôt au plan des principes et de l'éthique de la chasse que le problème se pose. Le cas des petits oiseaux est plus préoccupant puisqu'aucune nuisance ne peut justifier leur capture en masse à l'aide d'engins prohibés. Cette pratique qui s'est curieusement maintenue jusqu'à nos jours, ne peut être brutalement interdite. Ainsi des limitations ont-elles déjà été apportées pour réduire le nombre d'engins par exploitation agricole, les espèces qui peuvent être capturées, la période de capture, la commercialisation des oiseaux capturés. Il est dans les intentions de l'administration de réduire progressivement ces tolérances et ce dans des délais aussi brefs que possible.

Chasse (permis de : dégâts des sangliers et grands gibiers).

26649. — **M. Delahaye** rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement que la loi de finances pour 1969 du 27 décembre 1968 qui a institué les trois permis de chasse a spécifié que dans le budget du Conseil supérieur de la chasse, il y aurait, afin de permettre l'indemnisation à verser aux victimes de dégâts causés par les sangliers ou les grands gibiers, un compte particulier alimenté : par une partie du prix des permis dont la répartition a été établie par le décret n° 69-616 du 13 juin 1969 ; par la contribution versée à titre de la participation aux dégâts des grands gibiers par les bénéficiaires d'un permis de chasse individuel. Il apparaît peu équitable qu'une majorité de petits chasseurs paient pour les dégâts de sangliers et grands animaux, gibiers que la plupart d'entre eux n'auront probablement jamais l'occasion de tirer au cours de leur carrière de chasseur. Il serait en conséquence plus juste et plus logique de faire apposer sur le permis actuel un timbre acheté dans les recettes du Trésor ou les débits de tabac, timbre donnant droit à tirer le gros gibier. La totalité des sommes recueillies de la sorte irait à la caisse Compte particulier et Compte général destinée à rembourser les dégâts de ces animaux et le compte particulier des chasseurs serait ainsi uniquement destiné à repeupler en gibier les campagnes dont la plupart sont devenues un véritable désert cynégétique. Il semble d'ailleurs que l'Association sportive des chasseurs de grand gibier ait elle-même prôné cette solution. La même formule pourrait être appliquée aux chasseurs de gibier d'eau qui chassent du 14 juillet au 31 mars alors que le chasseur moyen ne chasse que du 17 septembre au début janvier. Les chasseurs de gibier d'eau et leur association nationale ne

seraient eux-mêmes pas opposés à cette formule. Dans ce cas cependant il conviendrait d'envisager de réduire le prix actuel du permis de chasse étant donné que les sommes récupérées ne seraient destinées à aucune caisse comparable au compte Dégâts de gros gibiers. Ces solutions examinées au cours des réunions du Conseil national de la chasse ont été soutenues par de nombreux présidents de fédérations. Si des décisions étaient prises dans ce sens il y aurait évidemment lieu de faire des mises au point et de chiffrer le prix des timbres. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions ainsi exposées. (Question du 24 octobre 1972.)

Réponse. — De nombreuses suggestions, traduisant parfois des points de vue très divergents ont été émises au cours des dernières années quant au régime du permis de chasse institué par la loi de finances pour 1969. La création de permis spéciaux ou de suppléments correspondant aux différents types de chasse a notamment été recommandée par certains groupements de chasse spécialisés dans le souci de répartir entre les chasseurs l'effort financier qui leur est demandé en fonction du genre de chasse qu'ils pratiquent effectivement. Cependant, la chasse au bols comporte déjà de lourdes charges dont l'accroissement ne doit pas avoir pour conséquence de rendre prohibitif le coût de ce type de chasse et de compromettre la sauvegarde du patrimoine national que représente le grand gibier. C'est pourquoi toutes mesures tendant à modifier le régime du permis de chasse, notamment dans le sens indiqué par l'honorable parlementaire, doivent être soumises à l'examen attentif du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, eu égard aux incidences qui pourraient en résulter et aux dispositions législatives qu'elles impliquent.

Chasse (renforcement de la réglementation pour la protection du gibier).

26685. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur la rapide disparition du gibier qui se manifeste dans notre pays. Afin de l'enrayer, il lui demande s'il peut envisager des mesures tendant à renforcer la réglementation applicable en matière de chasse. Il souhaiterait en particulier que des dispositions soient prises rendant obligatoire le repeuplement en gibier. Il lui semble également indispensable que soient interdites certaines pratiques qui peuvent être assimilées au braconnage, particulièrement en ce qui concerne le furetage qui est souvent pratiqué dès l'ouverture de la chasse. Cette pratique ne devrait pas être autorisée avant le 15 novembre, par exemple, afin de permettre aux jeunes lapereaux de disposer de moyens de défense normaux. Il lui demande, enfin, si les dispositions ainsi suggérées ne pourraient pas être complétées par une aggravation des peines applicables aux infractions de toute nature pouvant nuire à la conservation du gibier. (Question du 25 octobre 1972.)

Réponse. — Rendre obligatoire le repeuplement artificiel en gibier d'élevage de tous les territoires de chasse est difficile à concevoir tant au plan juridique qu'au plan technique. L'on ne peut en effet imposer au détenteur d'un droit de chasse d'augmenter artificiellement la densité du gibier alors même que c'est à lui que reviendrait d'indemniser les dégâts éventuels ; de plus, il faut admettre que la pression cynégétique peut être proportionnée à la capacité du territoire et les prélèvements limités de telle sorte qu'un capital de reproducteurs reste toujours intact et que seuls les excédents annuels soient prélevés ; de telles méthodes de gestion rationnelle se basant presque exclusivement sur du gibier naturel sont notamment appliquées dans certaines chasses pilotes ou expérimentales créées à l'initiative de l'administration. La chasse ou la capture des lapins avec des furets est autorisée pendant une période déterminée, dont celle de l'ouverture générale, dans les départements où cet animal est classé « nuisible » ; dans les autres départements, une autorisation préfectorale particulière est nécessaire. Il faut d'ailleurs admettre que le furetage est essentiellement pratiqué à partir du mois de novembre ; en effet les utilisateurs de furets savent bien qu'ils risquent de perdre leurs auxiliaires qui restent dans les terriers quand les lapins n'ont pas une défense naturelle suffisante pour sortir à l'extérieur. Il faut enfin rappeler à l'honorable parlementaire le récent décret du 12 juin 1972 qui augmente le taux des amendes pénales et qui est applicable aux infractions de chasse.

SANTE PUBLIQUE

Enfants handicapés (prise en charge des frais de rééducation).

23391. — **M. Massoubre** appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les difficultés rencontrées par les parents d'enfants handicapés qui n'ont pas pu trouver pour leur enfant le

placement nécessité par leur état, mais qui s'efforcent, par tous les moyens dont ils disposent, de les faire progresser en attendant qu'ils soient admis dans un établissement spécialisé. Il lui expose à ce sujet un cas dont il a eu connaissance et qui concerne plusieurs enfants handicapés, dont l'état justifie deux séances au moins de rééducation psychomotrice par semaine dans l'attente d'être admis dans un établissement spécialisé non encore créé dans la région considérée. Ces enfants, âgés de seize ans, ont pu bénéficier, outre de cours de psychomotricité, des leçons bénévoles de rééducateurs qui, en l'absence de tout centre de formation professionnelle approprié, leur ont inculqué quelques notions de travail manuel : jardinage, travail du bois et même du fer. Or, l'initiative de ces rééducateurs volontaires est gravement remise en cause par le refus de prise en charge, par la sécurité sociale, des séances hebdomadaires de rééducation psychomotrice, séances indispensables à l'ensemble de l'action menée pour ces enfants. Compte tenu de l'intention qu'il a récemment exprimée d'étendre par voie réglementaire aux enfants déficients moteurs et sensoriels, sous certaines conditions, la prise en charge par la sécurité sociale des frais médico-pédagogiques ou ceux exposés par des équipes spécialisées se déplaçant au domicile de l'enfant, ainsi que la prise en charge par l'aide sociale des frais entraînés par l'action médico-éducative auprès des enfants maintenus dans leur famille, il lui demande s'il peut lui confirmer que tous les enfants handicapés, âgés de seize ans et plus, n'ayant pu trouver de place dans un établissement spécialisé, pourront bientôt bénéficier, sans démarches inutiles et sans tracasseries administratives, des soins nécessités par leur état, ces soins étant pris en charge soit par la sécurité sociale, soit par l'aide sociale. Il lui demande en outre : 1° dans quel délai seront publiés les textes réglementaires actuellement en cours d'élaboration à ce sujet ; 2° si, dans l'attente de cette publication, il ne pourrait donner des instructions aux caisses d'assurance maladie saisies de demandes d'entente préalable, pour les séances de rééducation psychomotrice, soit de revenir sur les refus récemment opposés, soit d'accorder la prise en charge automatique de ces séances, surtout lorsque leur fréquence n'excède pas deux fois par semaine. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — C'est à juste titre que l'honorable parlementaire appelle l'attention sur l'intérêt que présentent les soins à domicile pour les enfants handicapés. Le ministre de la santé publique tient à souligner que l'importance de ce problème ne lui a pas échappé et que le décret prévoyant la prise en charge au titre de l'aide sociale des équipes de soins et d'éducation spécialisée à domicile et permettant, de ce fait, leur agrément par le préfet et leur contrôle par les services publics, est en cours d'étude. Par ailleurs, en ce qui concerne la profession de rééducateur de la psychomotricité, le ministre de la santé publique tient à préciser que les problèmes posés à cette occasion (définition de la profession, création éventuelle d'un diplôme d'Etat) sont encore à l'étude. Cependant il doit être fait observer que lorsque les professionnels de cette catégorie sont intégrés dans une équipe qui ouvre droit à un forfait, tels les services de soins et d'éducation spécialisée à domicile, dans les conditions prévues à l'annexe XXIX ter du décret du 9 mars 1956 (décret n° 70-1332 du 16 décembre 1970), leur activité donne lieu à une participation de la sécurité sociale.

Action sanitaire et sociale (personnel) : agents du cadre B.

25931. — M. Philibert expose à M. le ministre de la santé publique que, dans sa réponse à la question écrite n° 13740, le 15 octobre 1970 (Journal officiel du 16 octobre 1970), il lui a été précisé que : « les agents du cadre B des directions de l'action sanitaire et sociale peuvent être promus inspecteurs au choix, compte tenu principalement des notes obtenues par les intéressés et des appréciations portées sur leur manière de servir ainsi que des propositions motivées par les chefs de service ». Or, il semblerait que les agents du cadre B « âgés » soient écartés systématiquement des listes d'aptitude alors que, dans la plupart des ministères, il existe une règle constante prévoyant de faire bénéficier les futurs retraités méritants d'une promotion au choix. Il lui demande donc s'il existe un texte réglementaire prévoyant cette discrimination et, dans la négative, quelles mesures il compte prendre pour que les agents du cadre B remplissant les conditions de notation et d'appréciation soient inscrits sur les listes d'aptitude quel que soit leur âge. (Question du 9 septembre 1972.)

Réponse. — Chaque année, depuis la création du corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale en 1964, l'administration éprouve de très grandes difficultés pour procéder à la préparation du projet de liste d'aptitude à l'emploi d'inspecteur de l'action sanitaire et sociale. Ces difficultés proviennent du nombre considérable de candidatures (250 environ) et des propositions formulées par les chefs de service (150 environ) pour un nombre très restreint de nominations possibles (3 ou 4 par an). Aussi, pour opérer un

choix, il a paru nécessaire à la commission administrative paritaire compétente d'établir une sélection très rigoureuse entre les meilleurs agents. Cette sélection a permis, en effet, d'écartier, d'une part, les jeunes secrétaires administratifs dont la nomination au choix ne doit pas apparaître comme une échappatoire, la voie normale d'accès au grade d'inspecteur étant le concours ; et, d'autre part, de choisir parmi les fonctionnaires qui, en raison de leur âge, ne peuvent plus se présenter au concours d'inspecteur. C'est ainsi que, depuis les concours de recrutement d'inspecteurs organisés en 1966 et 1967 et les titularisations prononcées en 1967 et 1968, 22 fonctionnaires de catégorie B ont été nommés inspecteurs de l'action sanitaire et sociale. Les années de naissance de intéressés s'échelonnent de 1913 à 1931. Il apparaît donc que les agents de catégorie B « âgés » ne sont pas systématiquement écartés de cette promotion en catégorie A. Il convient toutefois de faire observer qu'à partir d'un certain âge auquel, s'agissant d'agents particulièrement méritants, correspond généralement une situation judiciaire élevée en catégorie B, la promotion à la catégorie supérieure ne présente plus d'intérêt et qu'elle pourrait même être préjudiciable à l'agent dans la mesure où cette promotion serait subordonnée à un changement de résidence.

Invalides civils (création d'une carte d'invalidité).

26015. — M. Hubert Martin expose à M. le ministre de la santé publique que les invalides à titre civil sont souvent amenés à fournir un certificat attestant de leur incapacité physique afin d'obtenir certains avantages prévus par l'actuelle législation en matière sociale. Il lui demande s'il n'estime pas que les intéressés devraient pouvoir obtenir l'attribution d'une carte d'invalidité — quel que soit leur taux d'incapacité — dont la simple présentation se substituerait à la fourniture renouvelée de certificats exigés par les diverses administrations. (Question du 16 septembre 1972.)

Réponse. — Il est déjà admis que le taux d'invalidité soit reporté sur les cartes délivrées en application de l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Ce report peut présenter un intérêt pour les handicapés en leur évitant d'avoir à justifier de ce taux par un certificat médical distinct ou par une attestation du médecin contrôleur de l'aide sociale : certaines exonérations de taxes ou de redevances sont en effet réservées aux handicapés dont le taux est de 100 p. 100. Par circulaire n° 149 du 7 octobre 1969, les médecins experts ont en conséquence été invités à préciser dans leur rapport le taux d'incapacité proposé et les commissions d'admission à mentionner dans leurs décisions le taux accordé, cette indication pouvant être apposée par un simple timbrage sur les cartes existantes. Par contre, il ne paraît pas opportun de créer des cartes d'invalidité d'un taux inférieur à 80 p. 100, l'adoption d'un tel principe risquant d'entraîner une interprétation abusive de la notion d'invalidité.

Handicapés (déclaration des « droits des déficients mentaux »).

26608. — Mme Stephan rappelle à M. le ministre de la santé publique que l'Assemblée générale des Nations Unies, le 30 décembre 1971, a adopté une déclaration dite « des droits des déficients mentaux ». Elle lui indique qu'il y est notamment spécifié que le déficient mental a droit à l'instruction, à la formation, à la réadaptation, à la sécurité économique et à un niveau de vie décent. Elle lui demande quelle est l'attitude de notre pays, qui compte plusieurs centaines de milliers d'enfants et adolescents défilés ou arriérés, vis-à-vis de cette déclaration et, plus encore, quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour traduire dans les faits les droits ainsi proclamés. (Question du 19 octobre 1972.)

Réponse. — Les déficients mentaux ne constituent pas une catégorie de handicapés à part mais ils font partie de l'ensemble des handicapés de toute origine (physiques et mentaux) en faveur desquels des mesures diverses, répondant à une politique globale basée sur le droit au travail, à la santé, à des conditions de vie décentes, font l'objet d'une intensification croissante de l'aide financière de l'Etat. Cette action porte entre autres sur la construction ou l'aménagement des établissements, la formation et la prise en charge des personnels nécessaires ou les différentes aides pécuniaires dispensées aux familles d'inadaptés. C'est ainsi que la situation de l'équipement en 1970 faisait apparaître, pour les seuls déficients mentaux, l'existence de 1.115 établissements spécialisés pour enfants (instituts médico-pédagogiques et médico-professionnels) totalisant 73.087 places et de 238 établissements pour adultes (centres d'aide par le travail, ateliers protégés, maisons d'accueil spécialisés) totalisant 12.783 places. En 1971, 14 établissements représentant 1.217 places pour enfants déficients mentaux ont été créés, et 10 établissements pour adultes, totalisant 737 places. Aucun bilan

ne peut encore être fourni à ce jour en ce qui concerne les réalisations de l'année 1972. Au cours de réunions interministérielles (santé publique, éducation nationale, justice), il a été procédé, région après région, à de larges échanges d'informations sur l'état actuel de l'équipement et sur l'implantation rationnelle des établissements à créer pour le compléter. Outre l'utilité incontestable de ces réunions pour la mise au point d'une carte des équipements en faveur des handicapés, elles ont mis l'accent sur la nécessité de la création de semi-internats en milieu urbain, ainsi que sur la priorité à accorder aux équipements légers. Ce dernier point va dans le sens des recommandations contenues dans le rapport de l'intergroupe handicapés-inadaptés du VI^e Plan. Par ailleurs, la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971 relative à diverses mesures en faveur des handicapés les plus atteints a créé de nouvelles allocations : allocation des mineurs handicapés, allocation aux handicapés adultes, et elle accorde le bénéfice de l'assurance volontaire maladie-maternité gratuite à ces derniers.

Hôpitaux (promotion des personnels techniques).

26973. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique sur le projet de décret portant statut des personnels techniques hospitaliers (ingénieurs adjoints techniques). En effet, ce projet ne comporte pas pour ces personnels de mesures transitoires d'accès aux emplois d'adjoint technique. Or ces fonctions sont assumées présentement dans de nombreux établissements par des contremaîtres principaux, des contremaîtres, des chefs d'équipe ou des ouvriers. La seule mesure de promotion professionnelle maintenue par le projet se limite à réserver un sixième des postes d'adjoint technique aux personnels ouvriers en fonctions par la voie d'un « examen interne ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le décret précité comprenne des mesures de promotion aux postes d'adjoint technique pour les personnels techniques hospitaliers. (Question du 9 novembre 1972.)

Réponse. — Il est exact que, dans le projet de statut des personnels techniques des établissements hospitaliers, actuellement soumis à la signature des ministres intéressés, figure au titre des mesures de promotion professionnelle la possibilité pour les personnels ouvriers d'accéder, dans la limite d'un sixième des postes considérés, à l'emploi d'adjoint technique par la voie d'un examen professionnel. Les propositions plus avantageuses qui avaient été examinées par le conseil supérieur de la fonction hospitalière n'ont pu être retenues en ce qu'elles s'écartaient des dispositions statutaires actuellement applicables aux personnels homologues des administrations de l'Etat et des administrations communales.

Equipement hospitalier (rein artificiel).

26980. — M. Péronnet demande à M. le ministre de la santé publique quelles mesures il compte prendre en vue de développer l'usage du rein artificiel dont notre équipement hospitalier a un besoin urgent. (Question orale du 9 novembre 1972, renvoyée au rôle des questions écrites le 22 novembre 1972.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique n'ignore pas les problèmes soulevés par le traitement par hémodialyse périodique des insuffisants rénaux chroniques et par l'équipement technique que cette thérapeutique exige. Les différents services intéressés du ministère mettent tout en œuvre pour que les malades puissent bénéficier dans les meilleures conditions des techniques nouvelles qu'engendre le progrès scientifique, fruit de la recherche médicale. C'est dans ce but qu'a été créée, par arrêtés des 28 mai 1970 et 19 mai 1971, la commission nationale d'hémodialyse et de transplantation composée des néphrologues de France choisis parmi les plus éminents. Elle est chargée de donner son avis sur tous les problèmes techniques posés par l'hémodialyse et la transplantation rénale. L'équipement en postes de dialyse a augmenté en France de façon spectaculaire au cours des dernières années. En 1966 il n'existait que 10 centres hospitaliers traitant environ 75 malades ; le dernier recensement, au 1^{er} septembre 1972, dénombrait 83 centres (55 publics et 28 privés) totalisant 735 postes de dialyse permettant de traiter environ 2.200 malades. De très nombreux projets de création ou d'extension de centres publics et privés (une cinquantaine) sont actuellement en cours d'étude ou de réalisation. Cet équipement technique pourrait progresser plus rapidement encore s'il n'était quelque peu freiné par la formation des équipes responsables : le certificat d'études spéciales de néphrologie comporte trois années, et la formation du personnel infirmier demandé lui aussi des délais difficilement compressibles. Mais le ministre de la santé publique se doit d'attirer l'attention de l'honorable parlementaire sur le fait que l'équipement hospitalier en postes de dialyse n'est pas et ne doit pas être le seul but à poursuivre afin que puissent être traités tous les insuffisants rénaux chroniques.

En effet, il est maintenant prouvé que la pratique de la dialyse à domicile (et non plus en centre) transformait l'état psychologique du malade et le rendait infiniment plus propre à la reprise d'une vie totalement active ; c'est ainsi qu'un effort particulier est actuellement entrepris pour favoriser et développer la dialyse à domicile. Elle a débuté en France en 1968 grâce à l'A. U. R. A. (association pour l'utilisation du rein artificiel). Au 1^{er} janvier 1969, quatre malades étaient dialysés à domicile, ce chiffre est passé à 180 au 1^{er} juin 1972 et sera vraisemblablement doublé à la fin de l'année. Le but à atteindre serait de pouvoir compter en France 1.500 insuffisants rénaux chroniques dialysés à domicile. Parallèlement et compte tenu des progrès considérables réalisés dans les techniques de la transplantation d'organe et notamment dans le domaine de l'immunologie, la greffe rénale devient l'aboutissement logique et souhaitable du traitement de la plupart des insuffisants rénaux chroniques. Le nombre de transplantations rénales effectuées en France en 1971 s'est élevé à 225. On peut espérer que ce chiffre ne cessera de croître. En résumé, l'équipement en postes de dialyse des centres publics et privés est encore insuffisant on est en droit de penser que grâce à la réalisation des projets en cours, grâce surtout au développement de la dialyse à domicile et aussi de la transplantation rénale, tous les insuffisants rénaux chroniques de France pourrout dans un avenir aussi proche que possible être efficacement traités dans les meilleures conditions non seulement techniques mais aussi humaines et sociales.

TRANSPORTS

*Société nationale des chemins de fer français
(carte vermeil : utilisation pendant les vacances scolaires).*

27262. — M. Claude Martin demande à M. le ministre des transports s'il peut faire examiner par la direction de la Société nationale des chemins de fer français la possibilité, pour les titulaires de la carte vermeil, d'utiliser cette carte également pendant les vacances scolaires. En effet, les personnes titulaires de cette carte peuvent généralement se déplacer de préférence pendant les vacances scolaires, soit pour accompagner des enfants partant en vacances, soit pour se rendre au domicile de parents susceptibles d'assurer la garde des enfants pendant ces périodes. Compte tenu du fait que la carte vermeil est généralement utilisée par des personnes de condition modeste, il serait souhaitable que les bénéficiaires puissent l'utiliser pendant les périodes où cette carte présente effectivement un grand intérêt. (Question du 23 novembre 1972.)

Réponse. — Le tarif « carte vermeil » est une initiative commerciale de la Société nationale des chemins de fer français qui escompte que la réduction consentie incitera de nouveaux usagers, généralement libres de leur temps, à utiliser plus fréquemment les lignes de chemin de fer pendant les périodes de faible trafic. Il est donc normal que l'application de ces dispositions soit suspendue au moment des départs et des rentrées de vacances, périodes où le trafic ferroviaire est particulièrement chargé. La société nationale, qui jouit de la liberté de gestion depuis la mise en vigueur de son cahier des charges approuvé par le décret du 23 décembre 1971, se doit de rechercher la réalisation de son équilibre financier par la mise en œuvre de mesures tarifaires appropriées, et l'Etat ne saurait intervenir en ce domaine, en lui imposant notamment de renoncer aux dispositions restrictives du tarif concernant les dates d'utilisation des « cartes vermeil ».

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

9198. — 17 décembre 1969. — M. Dronne expose à M. le Premier ministre que les producteurs de fruits titulaires de la franchise de dix litres d'alcool par an sont souvent présentés comme les grands responsables de ce fléau qu'est l'alcoolisme et que, dans beaucoup de sphères officielles, on semble considérer que la suppression de la franchise entraînerait automatiquement un recul important de l'alcoolisme. Il estime que cette conception est à la fois fautive et dangereuse. Il lui demande s'il peut lui exposer par quels moyens concrets son Gouvernement entend combattre l'alcoolisme et quelles sont ses intentions en ce qui concerne la franchise aux récoltants.

18055. — 30 avril 1971. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le statut actuel de Paris fait de notre capitale une ville mineure, où les pouvoirs véritables sont détenus non par les élus mais par le préfet, nommé par le gouvernement. La volonté des Parisiens d'en finir avec un tel état de fait et de participer à la vie et à la gestion de leur cité ne cesse de se manifester. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que Paris bénéficie enfin d'un statut répondant aux légitimes revendications démocratiques de ses habitants.

Finances locales.

18710. — 3 juin 1971. — **M. Michel Durafour** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que, dans le passé, les fonds libres des communes, versés au Trésor, étaient productifs d'intérêts. Les caisses de crédit placées sous le contrôle de l'Etat exigeant un intérêt des collectivités locales en cas d'emprunt, il lui demande s'il ne considérerait pas comme une honnête réciprocité que le Trésor verse un intérêt aux communes pour ces fonds libres. A défaut, il souhaiterait que l'autorité de tutelle permette aux collectivités locales de placer avec intérêts leurs fonds libres non affectés.

Sports.

18909. — 17 juin 1971. — **M. Fortuit** demande à **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** quelles mesures il envisage de prendre afin de donner à l'équitation française une chance de redressement.

Sports.

18910. — 17 juin 1971. — **M. Fortuit** demande à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** quelles mesures il envisage de prendre afin de donner à l'équitation française une chance de redressement.

Femme chef de famille.

20683. — 4 novembre 1971. — **M. Raoul Bayou** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique** sur le cas de conscience posé à la collectivité par la situation critique dans laquelle se trouvent les femmes chefs de famille. Il lui expose notamment : 1° qu'il n'existe encore aucune protection légale des mères célibataires ; 2° que le régime d'accession à la sécurité sociale né du décret du 11 avril 1969 est d'une sévérité excessive pour le cas particulier des femmes seules ayant charge d'enfants ; 3° que les équipements nécessaires au reclassement de ces femmes dans la vie active (centres de F.P.A., crèches, recyclage) font cruellement défaut ; 4° qu'une pension de l'ordre du S.M.I.C. serait, comme pour tous les travailleurs retraités, le minimum décent à assurer aux femmes seules âgées. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas juste, nécessaire et urgent, que des mesures légales d'aménagement soient prises dans les plus brefs délais.

Archéologie.

20714. — 5 novembre 1971. — **M. Capelle** expose à **M. le ministre des affaires culturelles** la situation alarmante selon laquelle le patrimoine archéologique enseveli depuis des siècles sous des ruines ou des dépôts alluvionnaires est progressivement détruit par les engins mécaniques utilisés pour les grands travaux. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour : 1° définir

des zones protégées ; 2° créer des moyens d'intervention rapide ; 3° adopter une réglementation mieux adaptée en ce qui concerne la protection et la sanction des infractions.

Déportés et internés.

21127. — 25 novembre 1971. — **M. Weber** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le cas de ceux des Polonais ou des Ukrainiens qui, installés en France après 1945, ont constitué des dossiers tendant à obtenir de l'office allemand d'indemnisation une juste réparation pour les sévices dont ils ont été victimes de la part des nazis et qui ont gravement altéré leur santé. Il lui précise que dans de nombreux cas l'office allemand refuse de prendre en considération les certificats établis par des médecins français, et contraint les intéressés à se présenter en R. F. A. devant des médecins allemands. Il lui souligne que cette procédure, outre qu'elle disqualifie le corps médical français, entraîne pour les demandeurs de lourds frais de voyage et de déplacement dans un pays qui leur rappelle de tristes souvenirs, et que, faute de connaître la langue d'une manière suffisante, ces victimes se trouvent dans la quasi-totalité d'entre elles dans l'incapacité de faire valoir leurs droits à réparation — le truchement d'un interprète ne pouvant remplacer le dialogue direct avec le médecin. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire qu'une intervention soit faite auprès des autorités ouest-allemandes afin que l'office allemand d'indemnisation reconnaisse la validité, pour l'instruction et le règlement des dossiers, des certificats et attestations fournis par ceux des médecins français assermentés qui sont désignés par les autorités consulaires ouest-allemandes.

Prestations familiales.

21626. — 22 décembre 1971. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** les difficultés souvent dramatiques rencontrées par les chefs de famille changeant fréquemment de domicile en ce qui concerne le paiement des allocations familiales. Alors que pour la sécurité sociale, le dossier individuel suit l'intéressé de caisse en caisse toute sa vie durant, à chaque changement de domicile ou d'employeur, et que, dans ces conditions, le paiement des prestations n'est guère retardé, pour les allocations familiales tout déménagement oblige le chef de famille à reconstituer à chaque fois un dossier complet comprenant les mêmes documents (fiche d'état civil, certificats scolaires, attestations de l'employeur, etc.). Non seulement, il y a là une source de complications regrettables et parfois désespérantes pour les travailleurs étrangers mais encore le versement des prestations est effectué avec un retard considérable. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui pénalise plus particulièrement les familles à revenus modestes et s'il envisage de recommander et de faciliter l'extension du système en vigueur pour la sécurité sociale aux allocations familiales.

Atteintes aux droits syndicaux.

21627. — 13 avril 1972. — **M. Berthelot** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des Affaires sociales** sur les atteintes répétées aux libertés syndicales pratiquées par les employeurs. Devant une telle recrudescence de la répression syndicale, il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires afin que les employeurs respectent les lois et les droits syndicaux et que les inspecteurs du travail puissent faire appliquer ces lois et ces droits, ce qui n'est toujours pas le cas actuellement.

Urbanisme (ville nouvelle près de Saint-Martin-de-Crau).

24431. — 26 mai 1972. — **M. Rieubon** expose à **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** que, malgré les décisions de l'O. R. E. A. M. approuvées par

le comité interministériel de l'aménagement du territoire le 9 décembre 1969, un lotissement de 2.000 pavillons est en préparation de réalisation par le comité interprofessionnel du logement des Bouches-du-Rhône à l'étang des Aulnes, commune de Saint-Martin-de-Crau. Si un tel projet était réalisé au mépris des décisions de l'O. R. E. A. M. approuvées par les ministres intéressés le 9 décembre 1969, on peut se demander à quel ont servi les études qui ont justifié ces décisions. On est également assuré de voir détruire un site admirable qui fait partie de l'environnement de la région d'Arles et des sites qu'il faut protéger autour de Fos, comme le rappelait M. le président de la République lorsqu'il a reçu le don de 13.000 hectares de terrains au parc national de Camargue. Par ailleurs ce lotissement où vivraient près de 10.000 personnes et qui constituerait à 10 kilomètres de Saint-Martin-de-Crau une ville nouvelle, contrairement aux décisions interministérielles du 9 décembre 1969, se trouverait placé à peu de distance entre deux usines fabriquant des explosifs et dont la présence est motivée par l'absence de population agglomérée. Il lui demande s'il envisage de s'opposer à ce projet d'où, par ailleurs, n'est pas totalement absente une certaine forme de spéculation sur un terrain acheté voici trois ans au moyen d'un prêt agricole de 2.500.000 francs et revendu au C. I. L. 6 millions de francs environ.

Acide sociale (ressources des personnes hospitalisées).

24608. — 6 juin 1972. — M. Claude Guichard attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'article 3 du décret n° 59-143 du 7 janvier 1959 prévoyant que les ressources dont sont bénéficiaires les personnes âgées placées dans un établissement au titre de l'aide sociale aux personnes âgées ou aux infirmes, aveugles et grands infirmes, sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation des intéressés dans la limite de 90 p. 100, une somme mensuelle minimum étant laissée à la disposition des bénéficiaires de l'aide sociale. Les ressources, pensions ou retraites des bénéficiaires de l'aide sociale, sont encaissées par les receveurs des établissements d'hospitalisation dès la première échéance suivant l'admission des hospitalisés qui perçoivent 10 p. 100 sur le montant de cette échéance quelle que soit la date de leur entrée. Par exemple, un pensionnaire d'hospice admis le 1^{er} mars, ne percevra que 10 p. 100 sur le montant d'une pension trimestrielle échue le 1^{er} avril, alors que l'intéressé n'a passé que le mois de mars dans l'établissement. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il y ait une anomalie et que, les pensions et les retraites ayant été payées à terme échu, l'intéressé devrait percevoir intégralement la part de sa pension correspondant aux mois de janvier et février et 10 p. 100 de la part correspondant au mois de mars.

Age de la retraite (abaïssement).

24642. — 7 juin 1972. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur la situation des employés d'une grande banque privée française. Ces salariés ont obtenu, en mars dernier, l'accord de la direction pour l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-huit ans pour les femmes et les anciens combattants et soixante ans pour les hommes. Le projet soumis réglementairement au comité interbancaire des retraités le 16 juin 1971 fut transmis au ministère de la santé publique le 21 juillet 1971. Après de nombreux atermoiements ce ministère vient d'annoncer qu'il se refusait à donner un avis favorable à des projets d'abaissement de l'âge de la retraite en ce moment. Alors que le chômage se développe de plus en plus dans le pays, qu'il frappe les jeunes gens dans un très grand nombre, il est absolument inadmissible que le Gouvernement refuse d'entériner une décision prise par l'employeur et qui n'est ni à la charge de l'Etat ni à la charge de la sécurité sociale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le projet reçoive l'accord favorable qu'il mérite.

Industrie sidérurgique (usine Usinor de Trith).

24644. — 7 juin 1972. — M. Buslin attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur l'inquiétude qu'a soulevée parmi la population du Valenciennais l'annonce de l'abandon de la production de la fonte et de l'acier de l'usine Usinor de Trith. L'abandon de cette production mettrait en cause l'ensemble de l'usine qui compte 4.500 emplois. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour le maintien de l'activité de cette usine.

Fonds européen pour la jeunesse.

24745. — 17 juin 1972. — Le comité des ministres du Conseil de l'Europe venant de décider la création d'un fonds européen pour la jeunesse, M. Cousté demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) comment s'articulera le fonctionnement de ce fonds, avec le centre européen de la jeunesse créé l'an dernier, et quelles sont les tâches et activités que les organisations de jeunesse et les jeunes peuvent attendre des nouvelles initiatives qui viennent d'être prises à l'échelon européen.

Femmes chef de famille.

24807. — 14 juin 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la santé publique la situation toujours difficile dans laquelle se trouvent les femmes chef de famille : mères célibataires, veuves, femmes divorcées. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre, en sus de celles déjà publiées, pour améliorer leur situation.

Allocation de logement.

24808. — 14 juin 1972. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de la santé publique que les textes d'application de la loi du 16 juillet 1971 instituant une allocation de logement en faveur des personnes âgées, infirmes et certaines catégories de jeunes salariés, ne sont pas publiés. Or, c'est au 1^{er} juillet 1972 que la loi précitée doit entrer en vigueur. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la publication effective de ces textes.

Equipement universitaire (Yvelines).

24832. — 15 juin 1972. — M. Destremau croit devoir appeler l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité de créer dans les plus courts délais des établissements d'enseignement supérieur dans les Yvelines, et notamment dans les environs de Versailles. Il lui demande si, sans attendre le développement de la ville nouvelle avoisinant Trappes, le Gouvernement entend mettre incessamment à l'exécution les projets intéressant Versailles et qui, discutés depuis plus de trois ans, avaient donné lieu à une question orale avec débat n° 12715 à laquelle M. le ministre de l'éducation nationale avait bien voulu répondre le 9 octobre 1970.

Etablissements scolaires (frais de fonctionnement).

24951. — 20 juin 1972. — M. Capelle expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la loi n° 70-1197 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale a fait une obligation aux communes de chaque secteur scolaire de participer aux frais de fonctionnement du collège correspondant (C. E. S. ou C. E. G.). Mais une suite de dispositions réglementaires a réduit la portée de la loi en concentrant les dépenses sur la commune dans laquelle se trouve le collège ; dispense de participation pour les communes qui n'ont pas plus de cinq élèves ; dispense de participation pour toutes les communes de secteur autres

que celle du siège du collège, quand celui-ci est rattaché à un lycée. Cette commune, où le C. E. S. compte deux tiers d'élèves venant des communes voisines, doit supporter entièrement la charge de ce C. E. S. parce que l'administration, sans prendre l'avis de la municipalité, l'a purement et simplement annexé à un lycée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer, conformément à la loi, une plus juste répartition des charges entre toutes les communes du secteur scolaire.

Régions frontalières (développement).

25038. — 23 juin 1972. — M. Hubert Martin demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il n'estime pas que, pour assurer l'expansion économique de nos régions frontalières, il serait indispensable que le Gouvernement utilise davantage la vaste panoplie d'interventions en matière de réalisation des programmes de développement régionaux qu'offre, par application des dispositions des traités de Rome et de la C. E. C. A., la Communauté économique européenne.

Assurance vieillesse des non-salariés non agricoles.

25084. — 27 juin 1972. — M. Tissandier expose à M. le ministre de la santé publique que certains membres des professions non agricoles non salariés n'ont pas cru devoir verser, pendant un certain temps, en signe de protestation contre la réglementation actuelle en la matière, le montant des cotisations dont ils sont redevables envers les caisses de retraite auxquelles ils sont obligatoirement affiliés. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable que, dans un esprit d'apaisement, les intéressés soient autorisés à régler leur cotisation en retard avec des possibilités de règlement échelonné sur deux ans par exemple afin qu'ils puissent percevoir le temps venu une retraite complète et normale.

Aérodrome (Cernay-la-Ville).

25144. — 28 juin 1972. — Mme Jacqueline Thome Patenôtre demande à M. le ministre des transports s'il est bien exact que, dans le cadre du VI^e Plan, on prévoit l'implantation d'un aérodrome de plaisance à Cernay-la-Ville (baptisé Limours 044), qui doit remplacer celui de Guyancourt dont la fermeture est prévue pour 1975 en raison des travaux de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Elle lui demande s'il ne pense pas qu'une réalisation, avec la pollution sonore et atmosphérique qu'elle ne manquerait pas d'entraîner, est en contradiction flagrante avec la politique gouvernementale de protection de l'environnement et nuit à la vocation résidentielle et touristique de calme et de détente que constitue la vallée de Chevreuse et la forêt de Rambouillet, puisqu'elles seront englobées dans le secteur d'activité et d'évolution du trafic aérien. D'autre part, un tel projet menace non seulement une zone agricole où les terres sont de bonne qualité et les exploitations modernes et mécanisées, avec d'importants élevages avicoles, mais aussi des terrains à bâtir pour lesquels 157 permis de construire pour des maisons individuelles avaient été délivrés à des promoteurs (en bout de piste à Cernay-la-Ville). A ces difficultés, s'ajoutent des obstacles matériels qui s'opposent aussi au choix de ce lieu d'implantation : existence d'une ligne à haute tension, radiophare balisant le couloir aérien d'Orly, altitude plafonnée à 900 m. mer et 750 m. mer en raison de la zone réservée à Paris-Orly et Paris-Le Bourget, un château d'eau de 55 mètres de haut et surtout l'existence à moins de 1.000 mètres de la trajectoire des avions d'un préventorium de 220 lits à Bullion-Longchêne. Pour toutes ces raisons, elle lui demande donc s'il ne trouve pas anormal que la population de cette partie de la vallée de Chevreuse soit victime de décisions arbitraires et s'il ne craint pas qu'une telle

mesure coûteuse, prise pour le seul profit d'une catégorie sociale privilégiée, aille à l'encontre des intérêts les plus élémentaires de populations rurales et urbaines menacées gravement dans leur économie et leur environnement.

Taxis (licenciements dans une entreprise parisienne).

25162. — 29 juin 1972. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la décision prise par la direction d'une entreprise parisienne de taxis. Cette entreprise vient de procéder au licenciement de 43 conducteurs âgés de soixante-cinq ans. Une telle décision ne saurait se justifier aussi bien sur le plan social qu'économique. En effet, comment expliquer qu'un conducteur serait devenu indésirable dans cette entreprise et acceptable dans une autre appartenant à la même chambre syndicale. Sur le plan économique, la direction de l'entreprise ne prend même pas la peine de tenter de motiver sa décision sur une quelconque baisse de rentabilité des conducteurs concernés. Les mobiles de cette mesure procèdent d'un objectif très éloigné de considérations sociales et économiques. En effet, cette société a mis en œuvre la mutation de la branche taxi dont la vente de contrat de travail, ouvrant droit à la jouissance d'une autorisation de stationnement, est l'aboutissement. Entre autre, les acquéreurs d'un tel contrat, qui leur coûte 20.000 francs sous la couverture légale d'une action de 750 francs sont tenus à fournir leur propre voiture au nom de la société. Une telle pratique est en violation flagrante des règles conventionnelles et légales sur lesquelles l'exploitation de l'industrie du taxi et les rapports sociaux sont fondés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette société mette fin à de telles pratiques.

Etablissements scolaires

(collège d'enseignement secondaire Alphonse-Daudet, à Alès).

25367. — 12 juillet 1971. — M. Roucaute rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale sa précédente question écrite n° 19104 du 29 juin 1971 relative à la nationalisation du collège d'enseignement secondaire Alphonse-Daudet, à Alès, à laquelle il a répondu le 21 août 1971. Par lettre du 8 décembre 1971, M. le ministre indiquait : « J'augure que l'excellent rang dans lequel la nationalisation de cet établissement me sera demandée par les autorités régionales... devrait me permettre de relancer cet établissement au titre de 1972. » Par une nouvelle lettre du 28 juin 1972, M. le ministre indique que malgré le financement d'un nombre très sensiblement supérieur d'opérations de ce type « le collège d'enseignement secondaire d'Alès ne serait qu'en huitième place dans les mesures qui ont été signalées comme à prendre en priorité ; cet établissement n'a donc pu être encore retenu au titre du programme 1972 ». Il lui demande pour quelles raisons l'ordre prioritaire du collège d'enseignement secondaire d'Alès a été modifié au profit d'autres établissements de construction plus récente et quelles dispositions il compte prendre pour que cette nationalisation, comme promise, soit effective en 1972, vu son classement prioritaire depuis deux ans.

Pornographie.

25402. — 13 juillet 1972. — M. Royer fait observer à M. le ministre de la justice que la diffusion de tracts publicitaires destinés à accroître la vente d'ouvrages pornographiques se poursuit à travers la France en violation évidente de l'élémentaire décence qui doit marquer les rapports humains et le respect des personnes. Les parents, les médecins, les éducateurs, les municipalités, et, plus généralement, tous les responsables des équilibres de la vie refusent aux pornographes le droit de corrompre impunément la société. Contre les agissements de ces profiteurs du vice, l'application de l'article 283 du code pénal se révèle à l'usage trop lourde, trop

lente et pratiquement inefficace. En conséquence, il lui demande quelles mesures énergiques il compte prendre pour organiser la protection de nos populations contre la vulgarisation des ouvrages pornographiques et souhaite vivement obtenir sa réponse au cours d'un débat organisé à l'Assemblée nationale au début de la prochaine session.

Institut géographique national.

25491. — 19 juillet 1972. — M. Gosnat exprime à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme ses inquiétudes ainsi que celles de l'ensemble du personnel de l'Institut géographique national sur les conditions qui sont actuellement faites à cet établissement et sur son avenir. Les exemples nombreux témoignent que des travaux importants relevant de la compétence de l'Institut dont on connaît l'autorité scientifique tant dans notre pays qu'à l'étranger, lui échappent au profit du secteur privé. Cette situation engendre du même coup de graves répercussions dans le travail même de cet Institut et elle ne manque pas de provoquer un mécontentement grandissant parmi toutes les catégories du personnel : ouvriers, techniciens et ingénieurs. Il lui signale qu'aucune décision, qu'aucun crédit n'a été décidé pour le transfert prévu de l'imprimerie rue de Grenelle à Saint-Mandé alors que ce transfert est rendu de plus en plus urgent, tant parce que les locaux de l'imprimerie sont vétustes que pour une bonne organisation du travail. Il lui signale enfin que cette situation ne manque pas d'être préjudiciable aux justes revendications catégorielles du personnel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'Institut géographique national puisse remplir tout son rôle dans l'intérêt national et dans l'intérêt du personnel de cet Institut.

Autoroutes (péage).

25532. — 21 juillet 1972. — M. Leart expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que parmi les usagers des autoroutes se trouvent de nombreux voyageurs et représentants de commerce qui, pour les nécessités de leur profession, sont contraints d'utiliser ces voies rapides de circulation. Il lui demande s'il ne pourrait envisager, comme cela existe déjà pour certaines catégories d'utilisateurs, qu'un tarif spécial de péage soit accordé aux intéressés.

Jeux olympiques (exclusion de la Rhodésie).

25823. — 24 août 1972. — M. Douzans demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français est solidaire de la démarche du secrétaire général des Nations Unies auprès du comité olympique international pour obtenir l'exclusion de la Rhodésie des Jeux olympiques et s'il ne craint pas que la décision du comité olympique international, qui semble avoir cédé au chantage de l'Organisation de l'unité africaine, constitue un redoutable précédent et que désormais pour avoir l'honneur et le privilège d'affronter leurs camarades noirs aux prochaines olympiades, les athlètes blancs ne se voient obligés de solliciter l'aval d'Addis-Abéba. Les peuples de race blanche qui ont édifié en Afrique depuis un siècle des hôpitaux, des écoles, des routes, des centrales électriques, etc., éprouvent-ils un tel complexe de culpabilité ou ont-ils perdu à ce point le sens de leur dignité qu'ils ne ressentent comme une insulte cette nouvelle forme de ségrégation, totalement incompatible avec l'esprit qui a toujours animé jusqu'à ce jour les Jeux olympiques.

I. R. P. P.

(abattement supplémentaire pour « travail de nuit »).

25978. — 9 septembre 1972. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le travail de nuit effectué par des salariés offre certes l'avantage pour les intéressés d'être

majoré d'environ 30 p. 100 par rapport au travail de jour, mais présente aussi un certain nombre d'inconvénients sur divers plans, et notamment celui d'entraîner dans le domaine fiscal une augmentation considérable des sommes dues à l'Etat au titre de l'impôt sur le revenu. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions utiles devraient être prises à son initiative pour que ces contribuables puissent déduire du montant de leur revenu un abattement supplémentaire pour « travail de nuit ».

Prisons (Bois-d'Arcy).

26088. — 19 septembre 1972. — M. Destremau demande à M. le ministre de la justice : 1° s'il est bien exact qu'une somme de 800.000 francs a déjà été dépensée pour les frais d'étude relatifs à l'implantation éventuelle d'une prison à Bois-d'Arcy ; 2° si la somme en question ne lui apparaît pas d'un montant excessif et si elle n'a pas été imprudemment engagée, compte tenu de l'opposition déclarée du conseil municipal et de la totalité de la population à l'opération envisagée.

Ministère de l'équipement :

documents en provenant qui mettent en cause diverses personnalités.

26127. — 21 septembre 1972. — M. Robert Ballanger fait part à M. le ministre de la justice de son étonnement devant sa décision de prescrire l'ouverture d'une information contre X pour vol, recel et complicité, à la suite de la publication par la presse de divers documents provenant du ministère de l'équipement. En effet, une réelle action contre les coupables requiert en premier lieu la publication intégrale des documents en cause et l'ouverture de poursuites judiciaires à l'encontre des personnalités qui pourraient être compromises dans ces scandales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce sens en soulignant que la prolongation de la situation actuelle ne peut qu'aggraver la crise de l'administration où l'immense majorité des fonctionnaires est révoquée par les agissements de la camarilla au pouvoir.

Communes-personnel (revendications des cadres B).

26238. — 28 septembre 1972. — M. Garcin attire l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information) sur les revendications légitimes des cadres B de la fonction publique locale, revendications portant essentiellement sur l'amélioration des salaires et la suppression des barrages tronçonnant la carrière de ces agents. L'évolution des traitements des 520.000 fonctionnaires intéressés se chiffre à 3,2 p. 100 du début de l'année à fin juillet, alors que les prix dans la même période ont augmenté de 3,6 p. 100, à en croire l'indice officiel, et de 5,1 p. 100 selon l'indice établi par l'une des centrales syndicales, la plus représentative dans les administrations et services. C'est dans ce contexte que se situent les discussions actuellement en cours entre M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et les organisations syndicales « accréditées » ; selon les informations publiées à la suite de la rencontre du 5 septembre 1972, la réforme envisagée par M. le secrétaire d'Etat s'étalerait sur cinq exercices budgétaires, du 1^{er} décembre 1972 au 1^{er} juillet 1976, et comporterait une augmentation indiciaire inégale selon les niveaux et de l'ordre d'une vingtaine de points réels en moyenne. Il n'est nullement question, d'autre part, de la suppression des barrages. Cette « réforme » dont il est fait grand bruit, se limiterait à des augmentations mensuelles, constituant une véritable aumône. En raison, tant des conditions dans lesquelles cette « réforme » a été élaborée (éviction des organisations syndicales les plus représentatives), que de l'insuffisance des relèvements proposés, d'un étalé abusif sur presque cinq années, et du maintien des principaux barrages, ces propositions sont inacceptables. Il lui demande s'il entend accorder enfin à cette catégorie de personnel une véritable revalorisation des salaires, tenant compte des conditions de travail, des besoins, des responsabilités sans cesse accrues de ces cadres moyens.

Parc national du Mercantour.

26307. — 3 octobre 1972. — M. Virgile Barel demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, quelle suite a été donnée à l'étude du projet de création du parc national du Mercantour, dans les Alpes-Maritimes, prescrite par le ministère de l'équipement et du logement et par le ministère de l'agriculture, étude annoncée dans les réponses de ces ministres aux questions écrites nos 10738 et 10739 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 15 avril 1970 et du 29 avril 1970) et confirmée par la réponse orale de M. le ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement au cours de la séance du Sénat du 16 novembre 1971. Il lui demande si, à la veille de l'échéance au ball de la réserve de chasse du Mercantour, sauvegarde de la faune et de la flore, le Gouvernement envisage toujours la création du parc national. Il renouvelle sa proposition de création de stations de ski à caractère social ou de stades de neige, et l'amélioration des stations déjà existantes, ce qui serait bénéfique pour les petites communes de la haute montagne.

Protection des sites (usine à plâtre de 95-Villiers-Adam).

26373. — 5 octobre 1972. — M. Léon Felix rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sa correspondance antérieure relative à l'implantation projetée à Villiers-Adam (Val-d'Oise) d'une vaste usine à plâtre d'une superficie totale de 150.000 mètres carrés. Cette usine aurait pour objet l'exploitation du gypse se trouvant sous la forêt de Montmorency. Par lettre du 16 juin 1972, M. le ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement répondait que M. le préfet du Val-d'Oise étudiait « toutes les implantations possibles pour cette usine avec le souci de concilier l'exploitation rationnelle du gisement de gypse et la protection du site environnant ». Or, la technique d'exploitation dite de « foudroyage » qui semble avoir été retenue aboutirait à l'anéantissement d'une partie de la forêt de Montmorency, centre de promenades et poumon de toute une partie de la région parisienne, alors qu'aucune discussion n'a eu lieu avec le conseil général du Val-d'Oise particulièrement intéressé à ce problème. Il lui demande s'il peut lui préciser : 1° quelles mesures il compte prendre afin de consulter d'urgence les élus départementaux ; 2° les « conclusions satisfaisantes » annoncées dans sa lettre du 18 juin 1972 auxquelles il est parvenu en vue de garantir l'espace vert irremplaçable que constitue la forêt de Montmorency.

Développement régional (Douaisis).

26444. — 10 octobre 1972. — M. Ramette expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme qu'ayant pris connaissance de sa réponse du 30 septembre 1972 à la question n° 25549, il considère qu'elle ne peut lui donner entière satisfaction. Tout en prenant acte que les pouvoirs publics se disent conscients du caractère préoccupant des problèmes de reconversion dans le Douaisis, que la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale poursuit « l'étude de diverses mesures qu'il conviendrait de prendre dans cette partie du bassin minier quant à l'amélioration des infrastructures routières et la mise en place de terrains industriels », il constate qu'il s'agit encore pour l'instant de bonnes intentions et non d'actes. De plus, la décision d'admettre en zone A la totalité du Douaisis n'a pas été prise et ce qui est plus grave, il n'a pas été fait mention dans la réponse de l'extrême gravité de l'emploi dans la partie Est du Douaisis : secteur Somain, Aniche, Pecquencourt. Cela, alors que les travaux pour l'imprimerie nationale sont à peine commencés, que la mise en route de l'usine Renault traîne en longueur et est en retard de plusieurs années, tandis que l'entreprise Arbel menace de licencier et de

réduire ses effectifs et que les Houillères accélèrent leur liquidation au point qu'on peut craindre la cessation totale de leur activité dans les trois ou quatre ans à venir. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui donner une réponse claire sur les questions suivantes : 1° quelle mesure le Gouvernement envisage afin d'écarier toute menace de licenciement chez Arbel ; 2° s'il entend arrêter la liquidation des Houillères ou ne la poursuivre qu'en assurant un nombre de créations d'emplois équivalent aux suppressions ; 3° s'il envisage de classer en zone A la totalité du Douaisis ; 4° s'il envisage de nouvelles implantations d'entreprises en particulier dans la région de Somain, Aniche, Pecquencourt ; 5° s'il entend prendre les mesures indispensables pour accélérer l'installation de l'imprimerie nationale et porter sans retard les effectifs de l'usine Renault aux 7.000 emplois prévus.

Parlementaires (visite d'un établissement industriel privé).

26446. — 10 octobre 1972. — M. Pierre Villon expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que le directeur d'un établissement industriel privé qui était prêt à accepter la visite de son établissement par un groupe de députés français, étant donné qu'il n'a jamais été empêché de le faire visiter par des délégations de nationalités très diverses, s'est vu interdire par un organisme de la défense nationale d'accepter cette visite, à moins que lesdits députés « soient munis d'une autorisation délivrée par les commissions de la défense nationale des deux assemblées ». Il lui demande : 1° depuis quand lesdites commissions ont le pouvoir d'établir de telles autorisations alors que, contrairement à une décision de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale et au principe du droit de contrôle du Parlement, il a interdit à une délégation de cette commission de se renseigner sur place sur le bien-fondé du transfert en Bretagne du laboratoire d'essais de Palaiseau ; 2° comment il peut justifier une telle interdiction de visite par des parlementaires français (dont plusieurs anciens combattants de la Résistance) d'un établissement alors qu'il permet de telles visites à des délégations de l'armée franquiste qui fut l'alliée de l'Allemagne hitlérienne.

Service national : cas sociaux.

26515. — 13 octobre 1972. — M. Jean Poudevigne expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale la situation nouvelle faite aux futurs appelés pouvant prétendre à être reconnus comme cas social. Les dernières années, les appels étaient faits de façon très libérale et nombreux étaient ceux qui se voyaient dispensés du service national pour des raisons légitimes. Il semble que la nouvelle réglementation soit plus rigoureuse. Il lui demande dans quelles conditions les cas sociaux reconnus comme tels peuvent être dispensés des obligations militaires.

Procès : enquête des services de police dans l'affaire de Saint-Laurent-du-Pont.

26559. — 16 octobre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de l'intérieur s'il a bien reçu, il y a déjà plusieurs mois, une lettre d'un député republicain indépendant de Grenoble dans laquelle celui-ci lui faisait part de ses inquiétudes quant à l'origine de l'incendie du dancing de Saint-Laurent-du-Pont, et lui demandait que soit effectuée, parallèlement à l'enquête en cours, une enquête des services de police parisiens. Dans l'affirmative, il lui demande si cette enquête a bien eu lieu, dans quelles conditions, quels en ont été les résultats et si les résultats de cette enquête ont été communiqués au juge d'instruction chargé de cette affaire et joints au dossier de celui-ci.

Pollution : exploitation d'une carrière à ciment.

26625. — 20 octobre 1972. — M. Ducray expose à M. le ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement que l'exploitation d'une carrière à ciment entraîne, pour les habitants de la commune sur laquelle se trouve implantée cette exploitation, de très graves nuisances, bruit, pollution de l'air, dégradation des propriétés riveraines et des voies de communication. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour concilier les nécessités de l'économie moderne avec les exigences de la protection de la nature et de l'environnement.

Industrie chimique (Société commerciale des potasses et de l'azote).

27048. — 13 novembre 1972. — M. Zimmermann expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que la Société commerciale des potasses et de l'azote société de vente du groupe E. M. C., dont le siège est à Mulhouse, connaît actuellement des mutations importantes qui paraissent mettre en cause l'ensemble des activités commerciales, financières et administratives de cette société. Les personnels de la Société commerciale des potasses et de l'azote croient avoir constaté un certain nombre d'atteintes aux prérogatives de la société, telles que celles-ci avaient été définies en 1967 par la décision du Gouvernement qui avait affirmé à l'époque sa volonté de maintenir à Mulhouse l'ensemble des activités de ladite société. Il semble, en particulier, que la commercialisation globale des produits agricoles et industriels entrant dans la fabrication du groupe E. M. C. échappe de plus en plus à la société de vente et que la politique de diversification prônée par l'E. M. C. est sérieusement compromise par les réductions croissantes et inattendues du personnel, en dépit des assurances gouvernementales données en 1967. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures envisagées par les pouvoirs publics pour assurer le maintien indispensable de la vocation, de la mission et du rôle de la Société commerciale des potasses et de l'azote dans le cadre d'une réelle autonomie de gestion au sein du groupe E. M. C.

Élevage (T. V. A.) : crédit d'impôt.

27096. — 15 novembre 1972. — M. René Feit attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème fiscal posé par la situation de certains éleveurs qui, en 1968, 1969 et 1970, n'ont pas soumis à la T. V. A. la totalité de leurs ventes d'animaux vivants d'élevage. Il lui précise que son administration refuse aux intéressés le remboursement du crédit d'impôt qui leur est légalement dû puisqu'ils étaient à l'époque placés sous le régime de « l'autorisation » définie par le décret n° 68-876 du 24 septembre 1968. Il lui demande s'il n'estime pas désirable qu'une circulaire soit adressée à toutes les directions départementales des impôts afin que satisfaction soit donnée aux légitimes demandes de ces professionnels.

Céréales (aide aux producteurs de maïs de Bretagne).

27168. — 17 novembre 1972. — M. du Halgouët demande à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier des aides de l'Etat les producteurs de maïs de la région Bretagne dont les récoltes, après avoir été très abimées par la sécheresse à l'époque du semis puis par le gel précoce de septembre, ont été achevées par la tempête du 12 au 13 novembre 1972.

Urbanisme (tours de la Défense).

26663. — 24 octobre 1972. — M. Triboulet demande à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme, s'il peut lui communiquer des chiffres

exacts au sujet du problème de l'arasement d'une tour de la Défense construite en dérogation du plan d'urbanisme et qui vient rompre l'équilibre de la plus belle perspective du monde, celle des Tuileries, des Champs-Élysées et de la porte de l'Arc de Triomphe ouverte sur le ciel. Des chiffres exorbitants semblent avoir été communiqués à la presse. Pour que chacun puisse juger de la décision prise, est-il possible de connaître les chiffres exacts et détaillés. D'autre part, le plan masse initial de 1964, qui est le seul plan d'urbanisme de la Défense à notre connaissance, avait été approuvé par tous, les commissions et conseils qui doivent intervenir dans des décisions aussi importantes, après avis du comité d'aménagement de la région parisienne. Or la seule justification des dérogations accordées est une thèse d'urbanisme d'après laquelle un plafond de hauteur commun pour toutes les tours serait une conception d'urbanisme dépassée; une certaine diversité paraîtrait donc nécessaire. Dans ce cas, comment cette nouvelle conception a-t-elle été présentée. Car il ne pourrait évidemment être admis que l'on remplace la conception initiale d'urbanisme par le simple désordre, au gré individuel des clients ou des constructeurs. Dans quel document d'ensemble a-t-on présenté cet urbanisme « de variété » et quelles ont été les consultations légales faites sur ce nouveau plan d'urbanisme. S'il n'y a pas eu de nouveau plan ni de nouvelles consultations, quelles seront les sanctions prises contre les responsables de cette anarchie.

Enseignants (revalorisation des indices de certaines catégories).

26665. — 24 octobre 1972. — M. Gaudin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'important préjudice de carrière subi par les professeurs certifiés, les professeurs techniques de lycée technique, les professeurs techniques adjoints d'école nationale supérieure d'arts et métiers et les professeurs techniques adjoints d'école normale nationale d'apprentissage. Ils sont victimes, en effet, d'un échelonnement indiciaire particulièrement défavorable aux échelons intermédiaires de leurs grade. Il lui demande quelles décisions il compte prendre, dans le cadre du budget de 1973, pour mettre fin au préjudice de carrière subi par ces enseignants.

Sécurité sociale : revalorisation du tarif de remboursement des articles d'optique.

26687. — 25 octobre 1972. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, depuis 1965, le tarif de remboursement des articles d'optique n'a pas été revalorisé et que le tarif de responsabilité applicable aux montures qu'aux verres ne représente qu'une infime partie de la dépense engagée. Il lui demande qu'un alignement des tarifs de remboursement avec les prix pratiqués et autorisés en optique soit réalisé le plus tôt possible pour mieux aider l'assuré à équilibrer ses dépenses de soins.

Assurances sociales agricoles : pension d'invalidité et pension de retraite anticipée des exploitants.

26690. — 25 octobre 1972. — M. Albert Bignon rappelle à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que selon les textes actuellement en vigueur, la pension d'invalidité de l'Amexa, et la retraite vieillesse par anticipation, ne peuvent être servies qu'en cas d'incapacité totale et définitive. Par contre, pour un salarié, la pension vieillesse peut être attribuée dès l'âge de soixante ans pour une incapacité de travail de 50 p. 100, ce taux étant porté à 66 p. 100 pour l'attribution d'une pension d'invalidité. Rien, pourtant, ne justifie cette différence, la similitude des travaux effectués en agriculture par les chefs d'exploitation et les salariés entraînant sur l'organisme les mêmes effets. Il lui demande si, pour l'attribution des pensions d'invalidité ou de retraite, les conditions relatives à l'incapacité actuellement applicables aux seuls salariés ne pourraient pas être étendues aux non salariés.

Mutualité sociale agricole :

octroi de secours aux assurés relevant de l'Amexa.

26691. — 25 octobre 1972. — **M. Albert Bignon** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que malgré la mise en place des comités départementaux du Famexa, les possibilités d'intervention en faveur des exploitants agricoles demeurent extrêmement réduites. Il n'est pas possible de leur apporter une aide, au moyen de secours, dans certains cas particulièrement dignes d'intérêt. Il lui demande, en conséquence, s'il peut envisager une modification de l'article 2, premier alinéa, du décret d'application n° 69-1262 du 31 décembre 1969 en prévoyant l'attribution de secours à tous les assurés relevant de l'Amexa dont la situation le justifie.

Transports routiers (pneus à clous).

26697. — 29 octobre 1972. — **M. Jacques Barrot** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur les graves inconvénients que présente, pour les transporteurs routiers, l'application des dispositions réglementaires concernant les conditions d'utilisation des pneumatiques comportant des éléments métalliques susceptibles de faire saillie. En vertu de l'article 3 de l'arrêté du 25 mai 1971, à partir du 15 novembre 1972, les véhicules dont le poids total autorisé en charge (P.T.A.C.) est supérieur à 3,5 tonnes, à l'exception des véhicules de transport en commun de personnes, ne seront plus autorisés à circuler équipés de pneumatiques à clous, alors que, pour les hivers 1970-1971 et 1971-1972, ces mêmes véhicules étaient autorisés à circuler munis de pneus à clous sur les portions de routes comportant, du fait des circonstances atmosphériques du moment, des risques d'enneigement ou de verglas. Il est permis d'espérer que, dans l'avenir, grâce à la mise en œuvre de moyens plus importants que ceux dont on dispose actuellement, il sera possible de lutter efficacement contre le verglas, en particulier grâce au salage. Mais, à l'heure actuelle, on est bien forcé de constater qu'une telle possibilité ne se présente pas et que, dans les départements de moyenne montagne, il n'existe aucun moyen pour assurer la lutte contre le verglas vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dès lors, de nombreux transporteurs circulant avec des véhicules poids lourds sont obligés d'emprunter des routes verglacées. L'interdiction d'utiliser des pneumatiques munis de clous signifierait pour ces transporteurs la nécessité de renoncer à effectuer tous transports pendant certaines périodes de l'hiver, ou leur ferait prendre des risques graves, aussi bien pour eux-mêmes que pour les autres usagers de la route. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas opportun de reconduire pour l'hiver 1972-1973 les dispositions qui avaient été prévues pendant les hivers précédents, étant fait observer que la circulation des véhicules poids lourds représente une nécessité vitale dans certaines régions qui se verraient menacées d'asphyxie dans le cas où ces transports ne pourraient plus être assurés pendant l'hiver.

Etablissements scolaires (chefs d'établissement).

26701. — 25 octobre 1972. — **M. Gaudin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le profond malaise qui se fait jour parmi les chefs d'établissement scolaire du second degré et leurs adjoints entraînant une désaffection certaine à l'égard des fonctions de direction. En effet, on constate que de nombreux postes de censeurs restent vacants et que le nombre de candidats à l'inscription sur les listes d'aptitude originaires d'emplois administratifs subalternes augmentent très sensiblement aux dépens du recrutement normal parmi le corps professoral. Cette situation semble résulter essentiellement de la dégradation constante des revenus des chefs d'établissement, par rapport à l'ensemble du personnel enseignant. De plus, les nouvelles conditions de cette

fonction font du chef d'établissement un titulaire d'emploi et non plus de grade, et cela sans aucune des compensations que l'on attribue habituellement en ce cas aux fonctionnaires d'autorité, soumis ainsi à une menace d'instabilité par simple retrait d'emploi. Il lui demande si une amélioration de la situation de ces personnels de l'éducation nationale peut être envisagée à brève échéance.

Prix agricoles (châtaignes :

fixation d'un prix de campagne minimum).

26703. — 25 octobre 1972. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que pour les agriculteurs cévenols récoltant des châtaignes, cette production représente une part importante de leur revenu. Jusqu'ici le prix des châtaignes, qui ne sont pourtant pas en France une production excédentaire, a dépendu d'un marché très défavorable pour les producteurs. Ces derniers, dont le maintien en activité agricole constitue un équilibre dans le milieu rural, ont cependant droit à une rémunération convenable pour cette production bien traditionnelle des Cévennes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit fixé chaque année un prix de campagne minimum correspondant à des critères de qualité bien définis.

Enseignants (notes administratives).

26705. — 25 octobre 1972. — **M. Andrlaux** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles étaient les moyennes des notes administratives pour chaque échelon telles qu'elles ressortent des tableaux des promovables au titre de 1971-1972, pour chaque discipline, et pour chacune des catégories suivantes : agrégés, certifiés, P. T. A. de lycée technique, chargés d'enseignement.

Baux de locaux d'habitation (dépôt de garantie).

26709. — 25 octobre 1972. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme** sur la situation suivante : les locataires sont le plus souvent tenus au moment de la signature du contrat de location à verser, sous forme de dépôt de garantie, une somme correspondant à trois mois du montant du loyer charges comprises. Cette somme représente pour de nombreuses familles une charge qu'elles ne peuvent pas supporter. Il lui demande s'il envisage d'examiner la possibilité de réduire le montant de cette charge de trois à un mois.

Fonds national de solidarité

(plafond de ressources ; exploitants agricoles).

26711. — 25 octobre 1972. — **M. Pierre Villon** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que le décret du 11 octobre 1972 fixant le minimum de pension vieillesse à 4.500 francs par an et par personne comporte une disposition particulièrement injuste pour les exploitants agricoles. En effet, le montant limite de ressources à partir duquel l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité est réduite voire supprimée, est fixée par ce décret à 9.000 francs par an pour un ménage, soit exactement deux fois le minimum de pension vieillesse. Or, un ménage d'exploitants agricoles dont le chef d'exploitation, prenant aujourd'hui sa retraite, a cotisé à la retraite complémentaire depuis 1952, a acquis ainsi au minimum 699 francs de retraite complémentaire annuelle. Mais avec les dispositions de ce décret, cette retraite complémentaire acquise par les cotisations ne lui servira à rien puisqu'il ne percevra que 9.000 francs, tout comme ceux qui n'ont pas cotisé, l'allocation supplémentaire étant réduite du montant intégral de la retraite complémentaire. Il lui demande, en conséquence, s'il ne croit pas nécessaire de relever le montant limite fixé à l'article 3 du décret n° 72-929 du 11 octobre 1972, de 9.000 francs à 10.000 francs, afin que les exploitants familiaux puissent bénéficier de leur modeste retraite complémentaire acquise par leur cotisation.

Finances locales

(financement du plan d'eau de Chasteaux en Corrèze).

26712. — 25 octobre 1972. — M. Léon Felix appelle l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme sur la situation créée aux habitants du causse corrézien en raison de la mise en chantier du plan d'eau dit de Chasteaux. A partir du mode de financement retenu pour la première tranche de travaux qui s'élève à 6 millions de francs, il apparaît que la part mise à la charge des collectivités locales va peser lourdement sur les contribuables des communes rurales participant au syndicat de communes, maître d'œuvre de l'ouvrage. Les annuités d'emprunt pour cette première tranche alourdisent dès maintenant et considérablement les budgets de ces communes. Cette situation sera encore aggravée par le coût de la deuxième tranche si rien n'est fait pour les alder. A titre d'exemple, citons le cas de la commune de Lissac, sur le territoire de laquelle se trouve pour l'essentiel le plan d'eau, et dont la contribution s'élève à 15.222.213 francs par an. Cette commune ayant 339 habitants, cela fait donc une charge supplémentaire de 45 francs par an et par habitant, du bébé au vieillard, pour seule première tranche de travaux. La situation des autres communes adhérentes au syndicat est la même à des variantes près. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter l'aggravation de la situation financière de ces petites communes et de la charge fiscale imposée à leurs habitants et s'il ne pense pas qu'une subvention supplémentaire pour les travaux en cours pourrait être accordée et que, pour la seconde tranche, le taux de la subvention devrait tendre à réduire considérablement si ce n'est totalement les charges imposées aux communes et aux contribuables locaux.

Maladies du bétail (brucellose.)

26714. — 25 octobre 1972. — M. Léon Felix expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural que, conduisant une délégation parlementaire en Limousin, il a été saisi par les éleveurs des graves problèmes que pose l'insuffisante action des pouvoirs publics contre les maladies animales. Les pertes occasionnées à l'élevage sont évaluées au plan national à la somme considérable de cinq milliards de francs actuels. Parmi les maladies qui affectent le bétail, sans négliger la cysticercose qui a occasionné en 1971 25.400 saisies, ni la tuberculose et la fièvre aphteuse, la principale est la brucellose, qui risque, si des mesures de grande envergure ne sont pas prises, de compromettre notre élevage bovin. Une véritable lutte contre la brucellose suppose, non d'abandonner les actions menées contre la fièvre aphteuse, comme cela a été fait cette année avec la suppression des subventions à la vaccination, mais de consacrer les crédits suffisants pour indemniser sérieusement les éleveurs dont le cheptel est atteint par cette épizootie. Sans cela, on assisterait à la poursuite de la situation actuelle avec les graves conséquences qui en résultent pour l'élevage français et par conséquent pour l'équilibre économique national. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour réorganiser la lutte contre les épizooties, notamment la brucellose, en sauvegardant les intérêts des éleveurs.

Enseignants : professeurs certifiés et assimilés
(revalorisation des traitements).

26728. — 26 octobre 1972. — M. Chazelle expose à M. le ministre de l'éducation nationale le grave préjudice de carrière subi par les professeurs certifiés, professeurs techniques de lycée technique, professeurs techniques adjoints d'école normale supérieure d'arts et métiers, professeurs techniques adjoints d'école normale nationale d'apprentissage en raison d'un échelonnement indiciaire particulièrement défavorable aux échelons intermédiaires de leurs grades. Il lui demande s'il acceptera, au cours de la discussion budgétaire, d'inscrire les crédits qui tendront à supprimer ce préjudice, hono-

rant ainsi les engagements pris par ses prédécesseurs au ministère de l'éducation nationale, cette mesure devant s'étendre simultanément aux professeurs bl-admissibles à l'agrégation, aux conseillers principaux d'éducation, aux directeurs de centre d'information et d'orientation et aux conseillers d'orientation dont la carrière est calquée sur celle des professeurs certifiés et assimilés.

Education nationale (ministère) (rapport sur l'opportunité de la disparition du service informatique de Vanves).

26730. — 26 octobre 1972. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'administration centrale de son ministère dispose de deux services informatiques. L'un pour la gestion du personnel de l'éducation nationale (Montrouge), l'autre pour le traitement des Informations statistiques propres au système scolaire et universitaire (Vanves). Depuis le 15 septembre, un contrat a été passé entre le ministère de l'éducation nationale et la C.I.S.I. (société privée sur fonds actuellement publics travaillant entre autres pour le C.E.A.) confiant pour trois mois à trois ingénieurs de cette société la direction du service informatique de Vanves. Cette équipe est chargée, pour le 15 janvier 1973, d'élaborer un rapport sur le fonctionnement et l'organisation de l'unité informatique. Les conclusions de ce rapport devant permettre de juger de l'opportunité de la disparition du service informatique de Vanves et de son remplacement par un système de traitements à façon confiés à la société contractante, il lui demande s'il peut préciser : 1° quel est le montant du contrat passé avec cette société ; 2° pourquoi un tel rapport a été demandé à la C.I.S.I. qui pourrait se trouver ainsi être jugé et partie. Ne pourrait-on pas constituer, par exemple, une commission interministérielle pour procéder à cette étude ; 3° au moment où s'élaborent des projets de déconcentration de l'information vers les rectorats, on ne peut déposséder l'administration des moyens de synthétiser l'information. La liquidation éventuelle du service informatique de Vanves ne va-t-elle pas à l'encontre de l'objectif du service central, c'est-à-dire l'élaboration et la diffusion de l'information sur les réalisations de la politique scolaire ; 4° la sous-traitance à la C.I.S.I. ne limitera-t-elle pas les possibilités de traitements et ne donnera-t-elle pas lieu à des blocages financiers qui empêcheront de répondre à toutes les questions nouvelles qui pouvaient être posées à un service public d'information ; 5° la sous-traitance à la C.I.S.I. assurera-t-elle la garantie du secret statistique, garantie d'autant plus importante que seront traitées des enquêtes individuelles soumises à la loi du 7 juin 1951 sur « l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques » ; 6° à quel prix la C.I.S.I. rachètera-t-elle les outils informatiques élaborés par l'administration depuis cinq ans : fichiers, bibliothèques, programmes standards.

Enseignants : professeurs certifiés et assimilés
(revalorisation de leur traitement).

26732. — 26 octobre 1972. — M. Madrelle appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'important préjudice de carrière que subissent les professeurs certifiés et assimilés (professeurs certifiés, professeurs techniques de lycée technique, professeurs techniques adjoints d'école normale supérieure d'arts et métiers, professeurs techniques adjoints d'école normale nationale d'apprentissage) en raison d'un échelonnement indiciaire particulièrement défavorable aux échelons intermédiaires de leur grade. Il est bon de rappeler les engagements ministériels pris depuis 1968 à ce sujet et en particulier la promesse faite par le précédent ministre de l'éducation nationale de prendre, dans le cadre du budget 1973, les mesures propres à supprimer ce préjudice. Les intéressés protestent avec juste raison contre le refus du nouveau Gouvernement d'inscrire les crédits correspondants dans son projet de budget. Il lui demande s'il n'estime pas de son devoir de faire en sorte que figure à ce budget la mesure attendue, qui doit s'étendre simultanément aux quatre corps d'importance numérique beaucoup

plus réduite et dont la carrière est calquée sur celle des professeurs certifiés et assimilés : professeurs bi-admissibles à l'agrégation, conseillers principaux d'éducation, directeurs de centres d'information et d'orientation, conseillers d'orientation.

Contribution foncière des propriétés bâties (exonération).

26742. — 27 octobre 1972. — M. Jean Favre expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que, par une loi du 16 juillet 1971, le Gouvernement a supprimé l'exemption de vingt-cinq ans de la contribution foncière pour les constructions d'habitation. Cette mesure est assez brutale, bien que son application ne soit prévue qu'au 31 décembre 1972. Pour aménager le régime transitoire, une décision vient d'être prise qui précise que : « Seraient considérées comme achevées au 31 décembre 1972 les maisons individuelles pour lesquelles le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1972 et les travaux entamés avant le 1^{er} octobre 1972. Ces constructions conserveront donc le bénéfice de l'exemption de vingt-cinq ans de la contribution foncière des propriétés bâties. » Ainsi, cette décision subordonne le bénéfice de l'exonération à la date de délivrance du permis de construire. Et cette délivrance est elle-même subordonnée à la lenteur de l'administration. Il lui demande s'il n'estime pas que la date de dépôt de la demande avant le 1^{er} juillet 1972 devrait être prise en considération.

Chirurgiens-dentistes (fermeture d'une école privée).

26749. — 27 octobre 1972. — M. Calmèjane expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une école privée de chirurgie dentaire et de stomatologie, n'ayant pu se réorganiser, a pratiquement cessé toute activité depuis la fin de la dernière année scolaire. Il apparaîtrait même que le conseil d'administration de cet établissement a mis en vente l'immeuble qui abritait l'école. Les familles n'ont été informées de la situation que par le biais de notifications individuelles précisant que l'élève n'était pas admis en classe supérieure. Environ 250 élèves risquent de voir compromise leur formation professionnelle, car, malgré les recherches des parents, aucun établissement, préparant les spécialisations de cette école, n'est susceptible d'accueillir ces étudiants. Des cas isolés ont pu être traités favorablement, particulièrement pour les étudiants en prothèse dentaire, avec leur mise en apprentissage chez un dentiste et inscription aux cours de la chambre des métiers. Toutefois, une grande partie ne trouve pas à se reclasser pour la poursuite de ses études. Il lui demande si la réglementation en vigueur pour l'enseignement privé, qui exige des formalités très précises pour l'ouverture d'une école particulière, n'impose à celle-ci aucune mesure conservatoire à l'égard des familles, qui lui ont fait confiance, dans le cas de fermeture. Il lui demande aussi si les autorités académiques de Paris ont été informées en temps opportun de cette décision de fermeture, et quels peuvent être, actuellement, les moyens envisagés pour aider les familles concernées. Il lui demande, enfin, quelles mesures il compte prendre pour éviter la répétition de tels agissements, dans le respect des libertés de l'enseignement privé mais pour la protection des élèves dont l'avenir professionnel risque d'être remis en cause, et les études compromises malgré les sacrifices pécuniaires des familles.

Enseignants

(enseignement technique : revalorisation des traitements).

26750. — 27 octobre 1972. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la nécessité d'une revalorisation des traitements des personnels de l'enseignement technique dans le cadre d'une politique générale de promotion de l'enseignement technologique définie par la loi du 16 juillet 1971, dont il avait retenu le principe. La nouvelle échelle

indiciaire prévoit l'octroi de 50 points nouveaux pour les professeurs d'enseignement général et les professeurs d'enseignement technique, théorique, et 65 pour les professeurs techniques d'enseignement professionnel. Or, sauf pour ces derniers, elle ne serait appliquée qu'à partir du 5^e échelon, soit après huit ans d'expérience professionnelle, alors que la faible rémunération en début de carrière de ces enseignants (pourtant titulaires du B. A. C. plus un ou deux ans au moins d'enseignement supérieur) justifie et nécessite un relèvement indiciaire dès le premier échelon. Elle lui demande s'il entend bien veiller à ce qu'une telle mesure de redressement financier qui s'impose soit étendue à toutes les catégories (directeur, chefs de travaux, conseillers d'éducation) qui doivent être placés à un indice équivalent à celui des professeurs certifiés.

H. L. M. (sociétés coopératives : loi du 16 juillet 1971).

26752. — 27 octobre 1972. — M. Godon expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 relative à diverses opérations de construction, en fixant l'évolution des sociétés coopératives d'H. L. M., pose de graves problèmes à un grand nombre de familles. De nombreux coopérateurs revendiquent le bénéfice des droits acquis et, en conséquence, le maintien du statut de la location coopérative. La loi en cause permet l'accession à la propriété que revendiquent certains autres coopérateurs. Compte tenu de la situation particulière des personnes âgées et des difficultés rencontrées par certaines familles de coopérateurs, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que la loi citée en référence soit modifiée afin : 1° que par des dispositions particulières pour les personnes âgées de ressources modestes soit assuré le blocage des loyers, la seule évolution restant celle due aux charges ; 2° que pour les locataires coopérateurs accédant à la propriété le prix de vente de leur logement ne comprenne que le prix réel de revient et la plus-value de l'apport initial et de l'amortissement réalisé le jour de la vente afin que ne soit possible un quelconque profit, par une réévaluation de la totalité du prix de revient du logement, au bénéfice de l'organisme propriétaire ; 3° que les coopérateurs ne revendiquant pas le remboursement de leur apport initial puissent conserver, s'ils le désirent, la totalité des avantages acquis en conséquence du décret du 28 novembre 1965 portant statut de la coopération et en particulier le droit au logement cessible et transmissible ainsi que le bénéfice d'un loyer d'équilibre, au plus juste prix, quelle que soit l'évolution sociale et familiale.

Enseignants (professeurs agrégés).

26757. — 27 octobre 1972. — M. Valade appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le déclassement actuel des professeurs agrégés, dont la position dans la hiérarchie des rémunérations de la fonction publique est bloquée à la limite de la grille indiciaire, alors que de nombreux corps autrefois à parité avec celui des professeurs agrégés ont aujourd'hui franchi cette limite et accèdent soit en classe exceptionnelle, soit même en classe normale, aux échelles Lettres. Il lui expose, d'autre part, la nécessité d'assurer aux professeurs agrégés des possibilités de promotion interne qui aujourd'hui font défaut. Il lui demande quelles mesures il envisage afin de porter remède à cette situation notamment par la voie d'une généralisation des chaires supérieures à l'ensemble des classes préparatoires aux grandes écoles.

Education spécialisée

conseils d'administration des écoles nationales de perfectionnement.

26775. — 27 octobre 1972. — M. Schvertz expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les divers textes sur la création, l'organisation et le fonctionnement des conseils d'administration du second degré prévoient notamment et avec raison la représentation des agents de service, des parents d'élèves, des diverses catégories

du personnel enseignant. Or, jusqu'à ce jour, la représentation de ces catégories n'a pas encore été prévue dans la composition des conseils d'administration des écoles nationales du premier degré cependant directement intéressées au fonctionnement de ces établissements nationaux d'enseignement spécial. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas justifié de modifier la composition actuelle des conseils d'administration de ces établissements fixée par le décret n° 59-1035 et de leur appliquer les dispositions générales fixées par le décret n° 69-845.

Fournitures scolaires : achat excessif réclamé aux parents.

26776. — 27 octobre 1972. — M. Solsson expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans certains établissements de l'enseignement primaire et secondaire il est exigé l'achat d'une quantité excessive de matériel scolaire dont le coût grève lourdement le budget des familles modestes. Il lui souligne que de telles pratiques sont en contradiction avec les efforts accomplis pour assurer une véritable gratuité scolaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour supprimer les abus dans ce domaine et alléger ainsi la charge des familles.

Enseignants : plan de recyclage des enseignants des collèges d'enseignement technique, notamment des maîtres auxiliaires.

26778. — 27 octobre 1972. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre demande à M. le ministre de l'éducation nationale ce qu'il entend faire pour permettre la réalisation effective des programmes de formation complémentaire destinés aux personnels en fonctions dans les collèges d'enseignement technique. Ce plan de recyclage, qui prévoit pour les nouveaux professeurs une formation initiale de deux ans au lieu de un an, devrait comporter également l'organisation de formations au profit des maîtres auxiliaires en fonctions dans les collèges d'enseignement technique. En effet, ceux-ci, qui représentent plus de 30 p. 100 des personnels enseignants, n'ont aucune possibilité réelle de formation (allègements d'emploi du temps, préparation aux concours...) et donc de titularisation. A ces difficultés s'ajoute un traitement très bas, particulièrement en début de carrière, qui freine le recrutement d'une catégorie d'enseignants dont nous avons pourtant grand besoin. Elle lui demande donc s'il peut veiller à ce que le plan de recyclage de tous les personnels, dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971, soit mis en place le plus rapidement possible sans que pour autant soit remise en cause la revalorisation immédiate de la grille indiciaire des traitements.

Parcs naturels régionaux (clôture de propriétés privées).

27195. — 21 novembre 1972. — M. Santoni s'étonne auprès de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, de n'avoir pas reçu de réponse, malgré plusieurs rappels, à sa question écrite n° 24900 (*Journal officiel* du 21 juin 1972, page 2680). Comme cette question date de quatre mois, et qu'il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes : il lui demande s'il entend, dans l'enceinte des parcs naturels régionaux et notamment dans celui du Luberon, modifier, par voie réglementaire ou administrative, les conditions d'application de l'article 647 du code civil qui permet à tout propriétaire de clôturer son fonds et, dans la négative, s'il sera toujours possible aux propriétaires compris dans l'enceinte du parc de se clôturer selon les normes de l'article 366 du code rural, notamment avec des clôtures métalliques tels que grillages.

Taxe sur la création de bureaux à Paris (établissements contraints de vendre leurs anciens locaux pour cause de rénovation urbaine).

27196. — 21 novembre 1972. — M. Turco expose à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme que la taxe perçue à Paris sur la création

de bureaux, lorsqu'elle est appliquée dans les cas de rénovation urbaine, est comme la taxe sur les plus-values foncières, injuste et illogique. En effet, elle frappe les établissements industriels ou commerciaux contraints d'abandonner leurs locaux pour cause de rénovation. Il lui signale le cas, par exemple, d'un industriel utilisant 1.000 mètres carrés de bureaux anciens, et qui est obligé de vendre ses locaux se trouvant dans un îlot destiné à recevoir un équipement public. Il prévoit sa réinstallation dans le même secteur de rénovation et achète 600 mètres carrés de locaux neufs plus fonctionnels. Quelle n'a pas été sa surprise d'être dans l'obligation d'acquitter la taxe sur la création de bureaux soit, en ce qui le concerne : 250 francs $\times$ 600 mètres carrés = 150.000 francs alors qu'il abandonnait 1.000 mètres carrés. Si ses anciennes installations avaient été détruites par fait d'incendie, il aurait pu reconstruire 1.000 mètres carrés de surface utile et il n'aurait eu à acquitter aucune taxe. Dans cette situation, les propriétaires chercheront à se prémunir des incidences fiscales en les ajoutant au prix qui devrait être établi effectivement. Il lui demande s'il compte procéder à un aménagement des textes fiscaux applicables en ce domaine, tout particulièrement dans l'hypothèse de rénovation urbaine, afin de ne plus se trouver devant des cas qui constituent de véritables non-sens.

Fiscalité immobilière (taxation des plus-values foncières réalisées à l'occasion d'expropriations dans le cas de rénovation urbaine.)

27197. — 21 novembre 1972. — M. Turco rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que pour lutter contre la spéculation immobilière, la loi du 21 décembre 1961 avait institué un prélèvement forfaitaire de 25 p. 100 sur les plus-values réalisées lors des cessions de terrains à bâtir. Cette taxe était appliquée, qu'il s'agisse de vente libre ou d'expropriation, quand celle-ci intervenait dans un délai de sept ans à compter de l'achat du terrain en question. La loi de finances du 19 décembre 1963 a remplacé ce mode de taxation par une imposition des plus-values au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Cette loi, comme la précédente, ne fait pas de distinction entre la cession à titre onéreux et l'expropriation pour cause d'utilité publique ou dans les cas de rénovation urbaine et assimile les immeubles expropriés pour être démolis à des terrains à bâtir. Pour déterminer la plus-value imposable, il est procédé à la différence entre le prix de vente ou l'indemnité d'expropriation et le prix d'acquisition, révisé pour tenir compte des frais d'achat, d'entretien et actualisé par application de coefficients. Il ne faut certes pas ignorer que certaines dispositions d'assouplissement ont été prises. D'une part, la plus-value n'est pas imposée si elle est inférieure à 50.000 francs ; et la taxe est minorée quand la plus-value est comprise entre 50.000 et 100.000 francs. D'autre part, le pourcentage d'imposition qui est appliqué est réduit de 10 points quand la cession est faite à l'Etat, aux collectivités locales ou à des organismes d'H. L. M. Malgré ces aménagements, il n'en reste pas moins que la taxation des plus-values constitue une grave injustice à l'encontre des expropriés. Ils sont les victimes d'une mesure qui avait été prise pour juguler la spéculation immobilière et qui n'a pas rempli son rôle. Il faut bien souligner, en effet, que les personnes frappées d'expropriation ne peuvent pas être considérées comme ayant eu des intentions spéculatives. Aucune liberté de choix ne leur est laissée : le moment de l'opération et le prix leur sont imposés. L'atteinte à l'égalité devant les charges publiques que constitue l'expropriation n'est pas réparée, bien au contraire. La taxe sur les plus-values foncières, appliquée dans ce cas, empêche l'exproprié de pouvoir reconstituer le bien dont il était propriétaire, puisque l'indemnité attribuée correspond au grand maximum à sa valeur vénale. Cette situation est tout aussi choquante lorsque l'exproprié est indemnisé en nature : c'est le cas de l'attribution à l'intéressé de constructions neuves ayant la même valeur que celles qui ont été détruites. Dans cette hypothèse également, la taxe va être prélevée, puisque cette indemnisation en nature est assimilée à une vente. Mais on est en droit de se demander comment un petit propriétaire, qui ne dispose souvent d'aucun

moyen financier, peut s'acquitter auprès de l'administration fiscale, alors qu'il ne perçoit rien. L'application de l'article 3 de la loi du 19 décembre 1963, qui institutionnalise l'injustice et l'inégalité, provoque un profond malaise. Celui-ci est tout particulièrement ressenti dans les zones de rénovation urbaine. Il est donc nécessaire que des mesures soient prises afin que la mise en œuvre de cette taxe, qui n'a plus aucune raison d'être, soit révisée. N'est-il pas un lieu commun de dire qu'elle est une des causes de la hausse continue du prix des terrains. Il n'est pas douteux que si elle était supprimée, les propriétaires ne chercheraient plus à se prémunir par avance des incidences fiscales en les ajoutant au prix qu'ils estiment devoir percevoir effectivement. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il est indispensable de moraliser cette loi fiscale en limitant son application aux seuls spéculateurs et en la rendant non applicable dans les cas de rénovation urbaine et lorsque les prix sont fixés par l'administration des domaines.

Médecine scolaire : insuffisances.

27198. — 21 novembre 1972. — M. Poirier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur les insuffisances de la médecine scolaire. Il lui demande : 1° s'il est exact que de nombreux médecins refusent leur participation faute d'un tarif d'honoraires convenable ; 2° s'il compte prendre les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des services de l'hygiène scolaire les moyens nécessaires pour qu'ils puissent enfin accomplir une tâche négligée jusqu'alors.

Aérodromes (personnels sans statut des bases aériennes).

27201. — 21 novembre 1972. — M. Privat attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des personnels sans statut des bases aériennes. Il lui rappelle que ce service est constitué dans les directions départementales de l'équipement et que les personnels concernés dépendent pour leurs activités d'un règlement intérieur établi en 1970, sur « directives générales » du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme. Il lui indique que, par suite de la complexité des problèmes posés par la situation de ce personnel qui dépend de trois ministères pour les travaux qui le concernent (transports, aménagement et équipement, défense nationale), M. le Premier ministre, il y a deux ans, a créé un groupe de travail sur les réflexions duquel, en l'absence de représentation du personnel, aucune indication n'a été donnée à ce jour et aucune conclusion déposée. La situation des personnes intéressées, dont le recrutement pour certaines remonte à vingt ou vingt-cinq ans, qui travaillent sans interruption, et dont l'absence de statut professionnel les fait considérer comme des auxiliaires ou des saisonniers est absolument inacceptable. Il lui demande si, après concertation avec les représentants qualifiés des personnels en cause, il compte prendre des mesures permettant d'aboutir à la titularisation des employés administratifs et techniques et à l'affiliation des ouvriers au statut des ouvriers des parcs et ateliers de bases aériennes.

Accidents de trajet (prélèvements de la sécurité sociale sur les sommes attribuées par jugement).

27203. — 21 novembre 1972. — M. Privat attire l'attention de M. le ministre d'État chargé des affaires sociales sur la situation des victimes d'accidents de trajet, dont les sommes qui leur sont éventuellement attribuées par le tribunal sont amputées par la sécurité sociale. En effet elle prélève, non seulement ses dépenses relatives aux frais médicaux et aux indemnités journalières qu'elle a avancées, mais encore le montant représentant le recours rente actualisé, ce dernier comprenant un capital plus les arrérages correspondant à la rente qu'elle a déjà servie. Cette jurisprudence s'est révélée si

Injuste, qu'en date du 30 octobre 1969, le Sénat a adopté une proposition de loi modifiant l'article 470 du code de la sécurité sociale. Cependant, elle n'a pu être appliquée faute d'avoir été votée par l'Assemblée nationale. Il lui demande si ce projet a été examiné par son ministère et quelle suite il envisage de lui donner.

Testament partage (définition d'un testament pur et simple).

27205. — 21 novembre 1972. — M. Garnex expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la réponse donnée à la question écrite n° 10195 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 20 mai 1970, p. 1798) précise qu'un testament par lequel un père a légué des biens déterminés à chacun de ses enfants constitue un testament partage assujéti, s'il est pur et simple, au droit de partage. Il lui demande dans quel cas un testament est considéré comme pur et simple et d'indiquer le tarif applicable si cette condition n'est pas remplie.

Agents immobiliers (garantie financière).

27206. — 21 novembre 1972. — M. Lepaga rappelle à M. le ministre de la justice que la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations sur les immeubles et les fonds de commerce dispose en son article 3 (3°) que la carte professionnelle des agents immobiliers ne peut être délivrée que si ceux qui la demandent contractent, en particulier, « une assurance contre les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile professionnelle ». L'article 17 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972, pris pour l'application de la loi précitée, précise que trois sortes de garanties peuvent être données : consignation d'une somme d'argent ou de certaines valeurs à la caisse des dépôts et consignations ; garantie par une société de caution mutuelle ; garantie individuelle par un établissement bancaire. Cette garantie financière doit être d'au moins 500.000 francs si les agents immobiliers reçoivent des fonds de leurs clients et de 50.000 francs s'ils déclarent n'en pas recevoir. Il lui expose à ce sujet qu'un professionnel de l'immobilier s'est vu répondre par la banque populaire, dont il est client et qu'il avait consultée, qu'elle estimait souhaitable d'orienter sa clientèle vers un cautionnement mutuel. Elle lui a indiqué trois sociétés de caution mutuelle susceptibles de fournir leurs garanties. Les deux premières, la caisse de garantie de la fédération nationale des agents immobiliers et mandataires en fonds de commerce et la société de caution mutuelle de la confédération nationale des administrateurs de biens, syndics et copropriétaires de France, lui ont fait savoir que son admission à la caisse de garantie était liée à son appartenance à l'organisation syndicale dont elles dépendaient. Cette réponse contrevient aux dispositions de l'article 18 du décret du 20 juillet 1972 qui dispose que « l'octroi de la garantie financière ne peut être subordonné en aucune manière à l'appartenance à une organisation ou à un syndicat professionnel ». Il lui demande de quels recours dispose ce professionnel de l'immobilier à l'égard de ces deux caisses qui ne respectent pas une disposition réglementaire. La troisième caisse de garantie sollicitée exigeait de nombreux documents, qui seront difficiles à rassembler et coûteux, plus une cotisation qui, demandée au postulant en sa qualité de gérant d'immeubles, est supérieure aux montants des honoraires qu'il perçoit par an. Cette exigence ne peut que le conduire à renoncer à son activité de gérant d'immeubles. Il lui demande également quelles observations appellent de sa part les problèmes pratiques auxquels se trouve confronté le professionnel en cause et souhaiterait savoir de quelle manière il peut satisfaire aux exigences du décret du 20 juillet 1972 tout en continuant à assurer normalement son activité professionnelle antérieure.

Légion étrangère (mariage des soldats).

27207. — 21 novembre 1972. — **M. Philibert** informe **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** qu'il a été porté à sa connaissance que, d'après les règlements en vigueur dans la Légion étrangère, n'est autorisé à se marier que le soldat totalisant dix années de services ou promu sous-officier. Alors que l'autorisation hiérarchique a été abrogée en ce qui concerne les soldats du contingent, alors également qu'une jurisprudence du Conseil d'Etat a déclaré à la fois illégales et immorales les interdictions de mariage imposées par la compagnie nationale aux hôtesses de l'air, il estime que si un tel règlement existe effectivement dans la Légion étrangère, une réforme du système s'impose. Il lui demande s'il peut lui confirmer l'existence d'un tel règlement et dans l'affirmative si un tel règlement existe, comment, dans la pratique, l'interprétation en est faite; en d'autres termes, y a-t-il une application rigide ou une application laissant au chef de corps une marge d'appréciation.

Pouvoir judiciaire (pression sur le).

27209. — 21 novembre 1972. — **M. Vallon** expose à **M. le ministre de la justice** qu'un membre du Gouvernement, **M. le ministre de la santé**, a convoqué à son ministère en présence du président du conseil de l'ordre des médecins, un doyen de faculté qui avait témoigné à la barre du tribunal de Bobigny, le 8 novembre dernier, pour lui reprocher d'avoir déferé à cette convocation de justice, en mettant en cause le contenu de la déposition faite par le témoin en son âme et conscience; cecl lorsque l'affaire était en délibéré et que les magistrats s'interrogeaient sur le jugement. Il lui demande, dans ces conditions, ce qu'il pense de la séparation des pouvoirs et des moyens d'action de l'exécutif sur le judiciaire et de cette pression inadmissible exercée sur des juges qui n'ont pas encore rendu leur sentence.

Pensions de retraite civiles et militaires (application du nouveau code aux fonctionnaires retraités avant le 1^{er} décembre 1964).

27212. — 21 novembre 1972. — **M. Thoraller** rappelle à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** que le nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite a apporté aux règles précédemment établies par la loi de 1948 certaines modifications qui, à certains égards, sont favorables aux retraités en général et aux prisonniers de guerre en particulier, notamment en ce qui concerne la prise en compte de tout bénéfice de campagne dans la liquidation des droits à pension. Du fait de l'application du principe de la non-rétroactivité des lois, constamment observée en matière de pensions, suivant d'ailleurs la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, le bénéfice des dispositions du code, ainsi que le spécifie l'article 2 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, « ne sont applicables qu'aux fonctionnaires et militaires et à leurs ayants cause, dont les droits, résultant de la radiation des cadres ou du décès, s'ouvriront à partir de la date d'effet de la présente loi ». Or, l'article 52 de la loi de finances de 1972 accordant le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires alsaciens et mosellans incorporés de force dans l'armée allemande, précise que ce bénéfice sera aussi reconnu à ceux des intéressés qui ont été admis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1972, le principe de la non-rétroactivité des lois n'apparaît pas en l'occurrence comme intangible. Il est difficilement compréhensible de constater que les prisonniers de guerre fonctionnaires qui ont eu la malchance d'être retraités avant 1964, se trouvent défavorisés par rapport à ceux qui, à leur corps défendant, ont été incorporés de force dans l'armée allemande. Aussi, devant cette application de l'article 2 de la loi n° 64-1339, par rapport aux dispositions de l'article 52 de la loi de finances pour 1972, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue d'effacer le préjudice qui de ce fait serait supporté par les fonctionnaires retraités avant le 1^{er} décembre 1964.

O. R. T. F. (exonération de la redevance de télévision).

27213. — 21 novembre 1972. — **M. Boscher** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et services de l'information)** que l'exonération de la redevance de télévision a été refusée à une femme titulaire d'une pension militaire d'invalidité au taux de 100 p. 100, invalide de la guerre 1914-1918, du fait que cet avantage est réservé aux seuls chefs de famille. Il lui demande à ce propos si une des conditions requises pour bénéficier de cette exonération, à savoir « vivre avec le conjoint » doit s'appliquer restrictivement dans le « vivre avec son épouse » et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas, par contre, équitable que ce droit soit également ouvert par l'épouse si c'est celle-ci qui a la qualité de mutilé ou d'invalide civil ou militaire.

Contribution foncière des propriétés bâties (exonération : maisons individuelles).

27214. — 21 novembre 1972. — **M. Harman** remercie **M. le ministre de l'économie et des finances** d'avoir décidé que les maisons individuelles pour lesquelles le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1972 et les travaux entamés avant le 1^{er} octobre 1972 conserveraient le bénéfice de l'exemption de vingt-cinq ans de la contribution foncière des propriétés bâties. Il lui demande pourquoi une maison dont le permis aura été délivré le 30 juin 1972, mais dont les travaux n'auront commencé que le 30 septembre, serait privilégiée par rapport à une autre dont le permis aurait été délivré le 10 juillet et les travaux commencés dès le 1^{er} septembre. Il demande s'il ne serait pas plus simple et plus juste de dire que le bénéfice de l'exemption de vingt-cinq ans rasera acquies à toutes les maisons individuelles dont le permis aura été délivré et les travaux commencés avant le 1^{er} octobre 1972.

Patente (marchands de combustibles au petit détail).

27215. — 21 novembre 1972. — **M. Harman** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est normal d'imposer aux marchands de combustibles au petit détail, en sus de la patente de catégorie A6 dont ils sont redevables à ce titre, une patente de marchand forain avec véhicule à traction automobile, tableau C3, qui serait motivée par le fait que ces commerçants vendent au porte-à-porte, suivant la tradition de la profession, dans d'autres communes que celle de leur domicile commercial.

Pensions de retraite (situation des retraités actuels).

27216. — 21 novembre 1972. — **M. Habib-Deloncie** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les récentes mesures prises par le Gouvernement en faveur des retraités concernent essentiellement les personnes qui prendront leur retraite dans l'avenir. Il lui signale que la situation des retraités actuels est cependant tout aussi digne d'attention et que ces retraités ressentent comme une injustice la disparité de traitement existant entre eux et ceux qui vont prendre maintenant leur retraite. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

I. R. P. P. (déduction des rentes viagères versées en contrepartie de l'acquisition d'un immeuble d'habitation).

27219. — 21 novembre 1972. — **M. Lainé** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'une modeste contribuable âgée de plus de soixante-cinq ans dont le total des revenus imposables n'atteint que sept mille francs et qui n'a eu d'autre possibilité pour se loger que d'acquérir un petit immeuble à usage d'habitation moyennant le paiement d'une rente viagère annuelle de trois mille francs. Il lui rappelle que, par application de l'ar-

ticle 156 du code général des impôts, seules sont déductibles du revenu global les pensions alimentaires payées dans les conditions fixées par les articles 205 à 211 du code civil, ainsi que celles qui, en vertu d'une décision de justice, doivent être versées en cas de séparation de corps ou de divorce. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable que les rentes viagères versées en contrepartie de l'acquisition d'un immeuble d'habitation soient ajoutées à la liste des pensions déductibles énumérées par l'article précité du code général des impôts au moins pour ceux des contribuables dont le montant total des ressources n'atteint pas dix mille francs par an.

Veuves (« aide au premier emploi »).

27221. — 21 novembre 1972. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il n'envisagerait pas de faire bénéficier les veuves de moins de cinquante-cinq ans de l'aide au premier emploi institué pour les jeunes. Cela afin que, si elles n'ont pas précédemment travaillé, elles puissent s'inscrire à l'agence de l'emploi et bénéficier de la sécurité sociale.

Conflits du travail.

(entreprise automobile de la région lyonnaise).

27222. — 21 novembre 1972. — **M. Houël** porte à la connaissance de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la direction d'une grande société de fabrication de véhicules automobiles de la région lyonnaise, malgré ses engagements antérieurs n'a pas engagé de véritables négociations avec les représentants de ses salariés, depuis plus de dix-huit mois. Il attire son attention sur le fait qu'un conflit qui se durcit de jour en jour, oppose depuis plus de huit semaines les travailleurs de cette entreprise aux représentants de la direction qui refusent d'aborder sur le fond et franchement, l'examen des revendications des différentes catégories de personnel. Il souligne les manœuvres de diversion de la direction de la société à l'égard des ouvriers et des responsables syndicaux C. G. T. et C. F. D. T. faisant citer les uns par devant le conseil de prud'hommes, portant plainte contre les autres, dans le cadre de la loi anticasseur, alors que les ouvriers n'ont ni scellé les portes, ni détérioré de matériel, ni frappé personne, ni même barré les rues. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour mettre en demeure la direction de la société, d'accepter une véritable négociation avec les syndicats, comme elle s'y était engagée, lors d'accords contractuels antérieurs, et pour qu'elle cesse toute poursuite à l'égard du personnel, qui fort de son bon droit, n'a fait autre chose que de défendre ses conditions d'existence gravement obérées par le développement de la productivité et l'augmentation incessante du coût de la vie.

I. R. P. P. (étalement du paiement de l'impôt des contribuables qui viennent de prendre leur retraite).

27223. — 21 novembre 1972. — **M. Poirier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'acquiescement des sommes dues au titre de l'impôt sur le revenu pose souvent des problèmes difficiles aux personnes qui viennent de prendre leur retraite. Le montant de leur impôt reste élevé alors que leurs ressources ont notablement diminué. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre des mesures propres à pallier cet inconvénient, par exemple en accordant des délais plus longs qui rendent possible un étalement sur au moins deux années.

I. R. P. P. (retraités : application d'un quotient familial ; abattement de 10 p. 100).

27226. — 22 novembre 1972. — **M. Calmésane** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les contribuables qui ont dépassé l'âge de la retraite supportent une charge fiscale qui

n'est allégée ni par la déduction de 10 p. 100 de frais professionnels, qu'ils n'ont certes plus, ni par les atténuations pour charges de famille, qu'ils ont perdues au fur et à mesure de la majorité atteinte par leurs enfants. Des déductions sont applicables suivant l'âge et le montant des ressources. Toutefois, pour reconnaître l'effort des familles qui ont assumé leurs responsabilités envers la nation et qui au moment de la retraite pourraient bénéficier d'un certain mieux-être, il lui demande s'il ne lui apparaît pas souhaitable d'aider les retraités, qui ont eu des charges de famille, en leur accordant, en fonction du montant de leurs ressources et du nombre d'enfants qu'ils ont élevés, des portions de parts, et il lui renouvelle sa demande, exposée dans la question n° 19671, parue au *Journal officiel* du 21 août 1971 (réponse au *Journal officiel* du 27 octobre 1971) de faire bénéficier les retraités, n'ayant pas repris d'emploi d'un abattement de 10 p. 100 sur le montant de leur pension vieillesse.

Taxe sur les salaires

(dépôt du rapport sur le financement des budgets locaux).

27227. — 22 novembre 1972. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'il a confirmé devant la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République qu'il déposerait avant la fin de l'année 1972 le rapport sur le financement des budgets locaux par la taxe sur les salaires, prévu par l'article 40 de la loi de finances du 6 janvier 1966. Il lui demande s'il entend hâter ce dépôt, de façon à ce que les conclusions de ce rapport puissent éventuellement faire l'objet de questions orales avant la fin de la présente session.

Pharmaciens (stages de recyclage des préparateurs en pharmacie).

27230. — 22 novembre 1972. — **M. Falala** demande à **M. le ministre de la santé publique** si, dans le cadre des lois sur la formation professionnelle, il existe des stages de recyclage en faveur des préparateurs en pharmacie et, dans la négative, si l'organisation de tels stages peut être prévue.

Artisans sabotiers

(difficultés de renouvellement des pièces pour machines-outils).

27233. — 22 novembre 1972. — **M. Gabas** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation actuelle des artisans sabotiers. Ils éprouvent des difficultés très graves dans le renouvellement des pièces détachées pour leurs machines-outils. En effet, leur dernier fournisseur vient de les prévenir par lettre qu'il ne lui est plus possible de les réapprovisionner en cuillers, en outils à finir, en godets à embase sphérique pour porte-outil, en outils à encocher les talons, en touches bronze, axe acier, en nez filetés pour cuillères et en clés démonte-cuillères. Ces artisans sabotiers qui, souvent, exercent leur beau métier de père en fils, perpétuent une activité d'appoint pour nos économies montagnardes ; leur alarme est certaine. Il lui demande quelle solution pourrait être envisagée pour les aider à survivre et les aider de la sorte à maintenir une activité précieuse dans le cadre de nos activités régionales et cela au moment où de plus en plus nos hautes vallées sont abandonnées par nos jeunes.

Emploi (dépôt de bilan d'une société de Valenciennes).

27235. — 22 novembre 1972. — **M. Bustin** informe **M. le ministre du développement industriel et scientifique** qu'une société de Valenciennes, qui occupe 280 personnes, vient de déposer son bilan. Cette société, qui était en pleine expansion avec une progression du chiffre d'affaires de un milliard d'anciens francs porté à trois milliards dans la dernière période, ne semble disposer d'aucune dis-

ponibilité financière suffisante pour supporter l'achat de matière première nécessaire à la réalisation de commandes, en grande partie pour l'exportation. Cette entreprise détient des brevets, plus particulièrement ceux en matière de moteurs Diesel. La société jouit d'une réputation mondiale et son personnel est hautement qualifié. Des menaces pèsent sur l'avenir de l'emploi de ces personnes, ce qui ne manquerait pas d'aggraver la récession industrielle et économique que connaît le Valenciennais affecté depuis un certain temps par le déclin du charbon et la mutation de la sidérurgie sur le littoral. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette entreprise puisse continuer ses activités.

Artistes (création d'une école polyvalente).

27238. — 22 novembre 1972. — M. Cousté rappelle à M. le ministre des affaires culturelles qu'à l'occasion du débat budgétaire il a indiqué qu'il envisageait la création d'une école polyvalente qui permettrait aux artistes et futurs artistes de rester en France dans des conditions convenables. Il souhaiterait savoir quelles sont les modalités de ce projet et quand il devrait aboutir.

Funérailles (précontrats).

27240. — 22 novembre 1972. — Mme Troisier attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur des pratiques abusives proches de l'escroquerie qui tendent à se multiplier en matière de précontrats de funérailles. Profitant de la rédaction défectueuse de l'article 469 du code d'administration communale, plusieurs entreprises de pompes funèbres, grandes et petites, démarchent systématiquement les personnes âgées soucieuses de régler à l'avance le problème de leurs obsèques. Ces contrats, d'un montant souvent élevé, sont ensuite l'objet de réévaluations périodiques sans justifications sérieuses (augmentations de salaires, tarifs des fournitures, etc.) alors que les souscripteurs pensaient avoir tout réglé et que cette affirmation constituait l'argument majeur des démarcheurs. Dans nombre de cas, d'ailleurs, lorsqu'il s'agit de personnes seules ou de vieillards décédés hors de leur domicile, les « contrats » ne sont jamais honorés, l'entreprise, qui n'a pas toujours connaissance du décès, se gardant bien, de toutes manières, d'avertir la famille. Elle lui demande quelles mesures de surveillance il compte prendre pour protéger, en ce domaine, les personnes âgées en attendant la réforme de la loi de 1904.

Stupéfiants (lutte du service des douanes).

27241. — 22 novembre 1972. — M. Cousté demande à M. le ministre de l'économie et des finances quels sont les résultats obtenus à ce jour par le service des douanes dans la lutte contre le trafic des stupéfiants.

T. V. A. (crédits d'impôts : remboursement accéléré aux victimes d'incendies ou de calamités atmosphériques).

27242. — 22 novembre 1972. — M. Glon, député, appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation financière difficile dans laquelle peuvent se trouver des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles assujetties à la T. V. A. et ayant subi des sinistres dus à l'incendie ou à des calamités atmosphériques. Il lui demande si, dans le cas où ces entreprises disposeraient de crédits de T. V. A., il pourrait envisager dans le cadre des dispositions du décret n° 72-102 du 4 février 1972 de prendre des mesures tendant à accélérer le remboursement de ces crédits.

Sécurité sociale (femmes divorcées âgées de plus de soixante ans ayant deux enfants mineurs).

27244. — 22 novembre 1972. — M. Boyer attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le cas d'une femme divorcée récemment à son profit, âgée de soixante ans et qui touche de son ex-mari une pension alimentaire destinée à subvenir aux besoins de ses deux enfants encore mineurs. Il lui précise que l'intéressée ne possède plus de couverture sociale depuis son divorce, qu'elle n'a pu, en raison de son âge et de son manque de qualification professionnelle, trouver un emploi salarié et qu'une cotisation de 650 francs par trimestre pour assujettissement volontaire à la sécurité sociale dépasse de beaucoup ses possibilités financières. Il lui demande s'il n'estime pas que toutes mesures utiles devraient être prises à son initiative pour venir en aide aux personnes qui se trouvent dans une telle situation pour des raisons totalement indépendantes de leur volonté, afin qu'en cas de maladie ou d'hospitalisation elles continuent à bénéficier des remboursements de la sécurité sociale comme elles en avaient la possibilité antérieurement à leur divorce.

I. R. P. P. (retraités remplissant un mandat municipal : abattement supplémentaire).

27245. — 22 novembre 1972. — M. Paquet expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas très particulier dans lequel ceux des retraités qui remplissent un mandat municipal, supportent des frais inhérents à leur fonction, déplacements à la préfecture et dans les services officiels du département, dépenses de courrier et de télécommunication, cotisations à diverses sociétés, dons pour les fêtes locales, etc. Il lui précise que ces menues dépenses, dont la répétition quotidienne finit par atteindre en fin d'année des sommes non négligeables, ne sont pas susceptibles de remboursement. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en compensation des services qu'ils rendent à la population les intéressés devraient pouvoir bénéficier d'un abattement supplémentaire de 10 p. 100 sur le montant de leurs revenus.

I. R. P. P. (indemnité de départ à la retraite : relèvement du plafond exonérable).

27247. — 22 novembre 1972. — M. Stehlin demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne conviendrait pas de relever le plafond de 10.000 francs de l'indemnité de départ à la retraite qui est exclue des bases de l'impôt sur le revenu. Ce plafond est demeuré le même depuis son institution par décision ministérielle du 10 octobre 1957 bien que du fait de l'incessante érosion monétaire il ne corresponde plus qu'à une somme bien inférieure en francs constants. Or cette indemnité est en pratique accordée par les employeurs aux membres de leur personnel partant à la retraite ; elle est fonction de la durée des services rendus. Constituant en fait une participation à la bonne marche de l'entreprise, à la stabilité du personnel, elle est un facteur d'harmonie sociale. A ce titre ne serait-il pas légitime de porter ce plafond à 30.000 francs.

Sociétés commerciales (résolution soumise aux assemblées générales d'actionnaires).

27249. — 22 novembre 1972. — M. Stehlin expose à M. le ministre de la justice qu'une constante jurisprudence antérieure au vote de la loi n° 67-537 du 24 juillet 1967 confirmait le droit souverain des assemblées générales, entre autres celui de modifier en tout ou en partie, sur proposition d'actionnaires présents ou représentés à ces assemblées le texte de résolutions au vote des actionnaires par un conseil d'administration. Il observe que le texte des résolutions

proposés doit, en vertu des dispositions des articles 293 à 299 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 être, selon le cas, publié ou non au B. A. L. O. du mois, au moins avant la date prévue par le conseil d'administration pour la tenue de l'assemblée, et qu'un délai de dix jours francs est donné à tout actionnaire groupant un certain pourcentage du capital social pour, par lettre recommandée avec accusé de réception, faire ajouter aux résolutions susdites des résolutions dont ils sont maîtres du texte. Il lui demande si, dans cette éventualité, le conseil d'administration est en droit d'ajouter à son rapport, dont le texte a déjà été soumis aux commissaires aux comptes, un complément commentant, dans un sens favorable ou non, les résolutions ajoutées et, dans l'affirmative, s'il doit donner connaissance aux auteurs des résolutions ajoutées de ce complément et accepter, éventuellement, un exposé fait aux actionnaires par les auteurs des résolutions ajoutées. Il lui demande également si, sous le régime de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée restant souveraine comme elle l'était antérieurement, ainsi que le précise la réponse qu'il a faite à la question n° 20513 posée par M. Mario Bénard, tout actionnaire peut obtenir en assemblée générale qu'un vote ait lieu sur un texte de résolution modifié sur sa demande au cours de l'assemblée générale et pas seulement sur la modification des comptes. Dans l'affirmative, sous peine de nullité d'un vote, le président de la séance n'est-il pas tenu de faire voter individuellement l'élection des administrateurs ou le renouvellement de mandats de commissaires aux comptes, quand la disjonction de noms groupés est demandée par un actionnaire. Dans l'affirmative, et sous peine de nullité d'un vote, n'est-il pas tenu d'accepter que soit disjoint le vote sur les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

T. V. A. (agent commercial percevant des commissions de la part d'un commettant situé à l'étranger).

27258. — 23 novembre 1972. — M. Charret expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un agent commercial français exerçant son activité en France et régulièrement inscrit au registre du commerce, perçoit des commissions de la part de l'un de ses commettants situé à l'étranger. Cet agent commercial ne s'entre-tient aucunement dans les opérations de vente ou de livraison, son seul rôle consiste à prendre des commandes en France et à les transmettre au commettant à l'étranger. Il lui demande si les commissions perçues en contrepartie de son activité, provenant de son commettant étranger, supportent la T. V. A., étant entendu que cet agent commercial a précédemment opté pour son assujettissement à la T. V. A. Il lui demande, en outre, si le fait que la marchandise, objet de la commande de l'agent commercial, soit livrée franco dédouanée (c'est-à-dire que les droits de douane sont supportés par l'expéditeur), est de nature à influencer le régime fiscal en cause. En cas de réponse positive, de quels documents devrait justifier cet agent commercial pour justifier sa position en regard de l'administration fiscale. Il souhaiterait également savoir, si ces commissions pouvaient être exonérées de la T. V. A., s'il serait institué un prorata en contrepartie.

Etat civil

(ambiguïté d'identité et de sexe: diplôme d'auxiliaire médical).

27259. — 23 novembre 1972. — Mme Aymé de la Chevrellière expose à M. le ministre de la justice qu'elle avait demandé par question écrite n° 25825 à M. le ministre de la santé publique quelle était « la validité d'un diplôme d'auxiliaire médical obtenu et enregistré sous l'identité d'une personne prétendant être du sexe féminin alors que son état civil fait état d'un prénom différent et d'un sexe masculin. Elle lui demande, en outre, s'il n'estime pas que la pratique d'une profession de santé dans de telles conditions est de nature à tromper les malades sur la personnalité réelle de celui qui les soigne ». La réponse faite à cette question (*Journal officiel*,

Débats Assemblée nationale n° 86, du 29 octobre 1972) disait en particulier qu'en tout état de cause « les problèmes que pose le comportement ambigu d'une personne par rapport au sexe indiqué sur son état civil relèvent des attributions de M. le garde des sceaux, ministre de la justice ». Elle lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à l'égard du problème ainsi exposé.

Allocation de salaire unique (relèvement automatique du plafond du salaire d'appoint au-delà duquel elle n'est plus versée).

27260. — 23 novembre 1972. — M. Ansquer attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème qui se pose aux femmes qui travaillent en vue d'obtenir un salaire d'appoint. Pour ne pas perdre le salaire unique, elles sont obligées de réduire leur activité à chaque augmentation du S. M. I. C., l'allocation de salaire unique n'étant versée que lorsque le revenu de l'un des conjoints n'excède pas 141 francs pour un ménage avec deux enfants, 211,50 francs lorsque la famille a trois enfants ou plus à charge. Il lui demande s'il ne serait pas plus logique que ce plafond augmente à chaque majoration du S. M. I. C. et dans les mêmes proportions.

Allocation de salaire unique (relèvement automatique du plafond du salaire d'appoint au-delà duquel elle n'est plus versée).

27261. — 23 novembre 1972. — M. Ansquer attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le problème qui se pose aux femmes qui travaillent en vue d'obtenir un salaire d'appoint. Pour ne pas perdre le salaire unique, elles sont obligées de réduire leur activité à chaque augmentation du S. M. I. C., l'allocation du salaire unique n'étant versée que lorsque le revenu de l'un des conjoints n'excède pas 141 francs pour un ménage avec deux enfants, 211,50 francs lorsque la famille a trois enfants ou plus à charge. Il lui demande s'il ne serait pas plus logique que ce plafond augmente à chaque majoration du S. M. I. C. et dans les mêmes proportions.

S. N. C. F.

(carte vermeil: utilisation pendant les vacances scolaires).

27262. — 23 novembre 1972. — M. Claude Martin demande à M. le ministre des transports s'il peut faire examiner par la direction de la S. N. C. F. la possibilité pour les titulaires de la carte vermeil d'utiliser cette carte également pendant les vacances scolaires. En effet, les personnes titulaires de cette carte peuvent généralement se déplacer de préférence pendant les vacances scolaires, soit pour accompagner des enfants partant en vacances, soit pour se rendre au domicile de parents susceptibles d'assurer la garde des enfants pendant ces périodes. Compte tenu du fait que la carte vermeil est généralement utilisée par des personnes de condition modeste, il serait souhaitable que les bénéficiaires puissent l'utiliser pendant les périodes où cette carte présente effectivement un grand intérêt.

Allocation de chômage (ouvrier du bâtiment ancien exploitant agricole: refus d'octroi en dessous de quinze ans d'activité salariée).

27263. — 23 novembre 1972. — M. Meunier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'un ouvrier du bâtiment en chômage depuis le 31 mai 1972 a présenté à la caisse nationale de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics une demande d'allocation différentielle pour défaut d'emploi entre soixante et soixante-cinq ans. La C. N. R. O. lui fit savoir qu'à la

suite d'un accord conclu entre le C.N.P.F. et les confédérations syndicales de salariés, elle ne réglait plus d'allocation différentielle pour tout défaut d'emploi postérieur au 21 mai 1972 et qu'il devait adresser sa demande à l'A.S.S.E.D.I.C. pour percevoir cette allocation. L'A.S.S.E.D.I.C. refuse l'allocation en cause, motif pris que le demandeur n'avait pas quinze ans d'affiliation à un régime de salarié ear, avant 1962, il était exploitant agricole. Ce refus est d'autant plus regrettable que si ce salarié n'a appartenu que pendant dix ans au régime général de sécurité sociale, il a cotisé pendant beaucoup plus de quinze ans au régime général et au régime agricole dont il relevait auparavant. Il lui demande quelles mesures de coordination il envisage de prendre en la matière afin de permettre à tous les salariés, quelles que soient leurs activités successives, de bénéficier d'avantages identiques.

Licenciement abusif

d'un cadre de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine.

27263. — 23 novembre 1972. — M. Meunier expose à M. le ministre du Gouvernement envisage de déposer un projet de loi tendant à compléter le droit du travail par des mesures propres à garantir les salariés des entreprises contre les licenciements abusifs, appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur un cas de licenciement abusif qui s'est produit récemment dans une grande entreprise nationale, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine installée à Pau. Il lui rappelle que les salariés de cette entreprise sont soumis au statut des mineurs, lequel, en matière de licenciement, assure une protection supérieure à celle que donne le droit du travail général. En effet, il limite les possibilités de licenciement à des cas précis et il confie le soin de vérifier si le licenciement est conforme à ces cas à une commission paritaire composée de représentants des employeurs et des salariés. L'article 6 des statuts prévoit qu'un avis favorable de la commission est exigé pour que le licenciement soit autorisé. Il lui expose à ce sujet qu'un cadre de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine s'est vu signifier son licenciement, bien que la commission paritaire réunie à cet effet n'ait pu décider de l'incompétence professionnelle avancée par la direction pour justifier celui-ci. Cette justification est d'autant plus étonnante d'ailleurs qu'elle a été alléguée par l'un des directeurs qui, l'année précédente, avait accordé une promotion à ce cadre en l'accompagnant de ses félicitations personnelles. Il semble en fait que des considérations d'ordre extra-professionnel aient influencé fortement la décision de la direction. A la suite de l'envoi de la lettre de licenciement, l'inspection des mines de Bordeaux a écrit à la direction de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine pour attirer son attention sur le fait qu'en décidant ce licenciement elle avait violé le statut. Il lui demande s'il peut faire procéder à une enquête sur cette affaire et faire connaître les intentions finales de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine en la matière. Il insiste sur le fait qu'un tel licenciement abusif, s'il était maintenu, serait particulièrement regrettable au moment où le Gouvernement envisage de faire progresser le droit du travail en ce domaine. La volonté du Gouvernement à cet égard ne peut, en effet, s'accommoder de la désinvolture et de l'arbitraire manifestés par une entreprise nationale qui ne respecte pas les dispositions d'un statut qui s'impose à elle.

Conseils juridiques

(T. V. A. sur leurs honoraires : nouvelle réglementation).

27265. — 23 novembre 1972. — M. Sanglier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des conseils juridiques qui ont opté, en vertu de l'article 260-4° du code général des impôts, pour l'assujettissement de leurs activités professionnelles à la taxe sur la valeur ajoutée. Considérée dans une optique empreinte exclusivement de formalisme, les effets de ce choix pourraient encore se poursuivre puisque l'option initialement

exercée pour trois ou cinq ans se proroge par tacite reconduction conformément à l'article 190 de l'annexe II du code précité. Or, selon la réponse du 10 mai 1972 à la question écrite n° 23528 posée le 15 avril 1972 par M. Dassié, les conseils juridiques inscrits en exécution de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 sur la liste établie par le procureur de la République territorialement compétent, échappent désormais à la taxe sur la valeur ajoutée non seulement pour leurs consultations et pour la rédaction de projets d'actes mais encore pour la rédaction d'actes définitifs ainsi que le cas échéant, pour les opérations d'entremise qui seraient individualisées et ne présenteraient pas un caractère commercial. Compte tenu de cette réponse, il souhaiterait connaître la date à laquelle la taxe sur la valeur ajoutée cesse de grever les activités des conseils juridiques ayant exercé l'option susindiquée.

Fiscalité immobilière (partage de terrains acquis indivisément par une coisse de mutualité sociale agricole et une union immobilière des organismes de sécurité sociale).

27268. — 23 novembre 1972. — M. Vertadier expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu des articles 841 bis-19°, 1328 et 1329 du code général des impôts, tous les actes relatifs aux acquisitions d'immeubles et aux prêts que les caisses de sécurité sociale, les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles et les caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles sont autorisées à effectuer, sont exempts de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement et de timbre. Il lui demande si les mêmes exemptions sont applicables aux partages de terrains acquis indivisément par une caisse de mutualité sociale agricole et une union immobilière des organismes de sécurité sociale, en vue de l'édification de leurs bureaux.

Allocation d'orphelin

(cumul avec l'allocation d'aide à l'enfance).

27270. — 23 novembre 1972. — M. Billoux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales une anomalie dans l'application de la loi n° 70-1218 du 23 décembre 1970 concernant l'allocation orphelin. Ainsi, une veuve avec deux enfants mineurs ayant 330 francs par mois de pension d'invalidité et ses allocations familiales, qui recevait précédemment de l'aide à l'enfance 180 francs par mois pour les deux enfants, perçoit désormais l'allocation orphelin, soit 120 francs pour les deux enfants, mais l'aide à l'enfance lui est supprimée, c'est-à-dire qu'elle reçoit 60 francs de moins par mois. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que l'attribution de l'allocation orphelin n'entraîne pas la suppression de l'allocation d'aide à l'enfance. Il lui demande également que des modifications soient apportées à la loi pour que l'allocation orphelin soit servie non seulement à la mère ou au père survivant, mais aussi à la personne physique qui assure la charge effective et permanente des enfants.

Allocation de salaire unique

(condition des cent vingt heures de travail : femmes seules).

27271. — 23 novembre 1972. — M. François Billoux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, pour percevoir l'allocation de salaire unique, les femmes divorcées, séparées, mères célibataires, doivent justifier de cent vingt heures de travail par mois; ainsi les femmes seules (à l'exception des veuves d'allocataires) ne pouvant travailler en raison des enfants ou ne trouvant pas d'emploi, et étant de ce fait sans ressources, ne bénéficient pas du salaire unique; les nouvelles mesures n'apportent rien pour ces familles les plus défavorisées. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que les cent vingt heures mensuelles de travail ne soient plus imposées pour l'attribution du salaire unique.

Divorce (création d'une fiche d'extrait de jugement en remplacement des grosses de jugement).

27273. — 23 novembre 1972. — M. François Billoux expose à M. le ministre de la justice que l'actuelle obligation où se trouve la femme divorcée de fournir des grosses de jugement pour la moindre démarche administrative a un caractère gênant. Il lui demande s'il ne compte pas créer une fiche d'extrait de jugement qui serait remise gratuitement et établie par le greffe du palais de justice au vu de la grosse du jugement de divorce et rédigée de la façon suivante, avec date, signature et cachet : « La dame X... est divorcée du sieur Y... par jugement au tribunal de grande instance de Z... en date du..., la garde des enfants a été confiée à la dame X..., qui s'est vu allouer une pension alimentaire de... francs pour elle, et... pour son (ou ses) enfant ».

O. R. T. F. : disparition de France-Culture où s'impriment les émissions régionales de France-Inter.

27276. — 23 novembre 1972. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le Premier ministre sur les conséquences qu'entraîne l'installation de France-Inter dans diverses régions de France. Avec la création de France-Inter Bordeaux, la diffusion en modulation de fréquence des émissions sur ondes moyennes est primée et la réception de ces émissions sur ondes moyennes est inaudible ou se fait dans de très mauvaises conditions par les auditeurs. De la création de France-Inter-Reims semble avoir découlé la suppression pure et simple des émissions de France-Culture pour la province Champagné-Ardenne. Il lui demande si les décisions intervenues répondent à un choix politique délibéré entre les émissions régionales de France-Inter et France-Culture, choix qui risque de conduire à la disparition de France-Culture, et quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et permettre aux auditeurs de retrouver les émissions de France-Culture en modulation de fréquence.

Emploi : secteur Ouest du bassin minier d'Auchel-Bruay (Pas-de-Calais).

27278. — 23 novembre 1972. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur la situation de l'emploi dans le secteur Ouest du bassin minier du Pas-de-Calais, dit d'Auchel-Bruay, qu'en mars dernier M. le Premier ministre avait visité. Or, depuis cette date, il est constaté par les associations économiques, syndicales, une accentuation de la dégradation économique qui se traduit pour les collectivités locales par une migration négative inquiétante. Dans ce cadre général de recession accélérée, il lui signale le cas des ateliers des Houillères nationales de Marles et d'Auchel dont une grande partie du personnel est menacé de mutation. Ces décisions sont en contradiction avec les conclusions de la « commission mixte » composée de représentants des Houillères et du personnel qui stipulaient « que les efforts, entrepris par le bassin pour maintenir le niveau d'activité des ateliers d'Auchel et Marles après l'arrêt des exploitations doivent être poursuivis avec la plus grande vigueur en vue d'aboutir à une solution dans les délais les plus rapides ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour enrayer cette dégradation économique et pour faire respecter les engagements pris à l'égard des travailleurs de Marles et d'Auchel.

Chasse (gardes-chasse fédéraux : rattachement à l'office national de la chasse).

27279. — 23 novembre 1972. — M. Marcelin Berthelot attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et de la protection de la nature sur la situation des gardes-chasse fédéraux. Le fait pour ceux-ci d'être sous la dépendance des fédérations départementales des chasseurs est source de conflits découlant des disparités existant en matière de rémunérations et avantages annexes, voire dans certaines fédérations de la conception même du rôle du garde-chasse fédéral. Cet état de dépendance des gardes-chasse fédéraux à l'égard des organismes privés que sont les fédérations départementales des chasseurs est en contradiction avec la notion d'intérêt général attachée à la police de la chasse et le caractère public de son financement assuré par les taxes perçues lors de la délivrance des permis de chasse. La solution harmonieuse à ces problèmes paraît résider dans le rattachement administratif de la gendarmerie fédérale à l'office national de la chasse, établissement public

national à caractère administratif créé par le décret n° 72-334 du 27 avril 1972. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas, dans l'intérêt commun des chasseurs et des gardes-chasse, décider le rattachement de ces derniers à l'office national de la chasse.

Pharmacies : modification des textes sur leur ouverture (Alsace-Lorraine).

27280. — 23 novembre 1972. — M. François Billoux expose à M. le ministre de la santé publique que les textes législatifs de 1901 en vigueur en Alsace et en Lorraine réglementant l'ouverture de nouvelles pharmacies ne répondent plus aux besoins de la population de trouver sans grand déplacement les produits pharmaceutiques nécessaires ; ils amènent à des situations insoutenables, par exemple dans les communes de Scherwiller et Andlau, dans le Bas-Rhin, où l'ouverture de nouvelles pharmacies, réclamée par toute la population et par les conseils municipaux respectifs, est rendue impossible par ces textes législatifs depuis longtemps dépassés. Il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions d'abroger ces textes et d'en établir de nouveaux donnant droit de décision à l'autorité préfectorale sur avis unique des conseils municipaux. Ainsi serait notamment supprimé le plafond de 2.500 habitants en-dessous duquel une création n'est pas autorisée.

Accidents du travail (veuves d'accidentés).

27282. — 23 novembre 1972. — M. Henri Védrières appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des veuves civiles. En effet, au cours d'un débat à l'Assemblée nationale, son prédécesseur avait indiqué en particulier que la situation des veuves d'accidentés du travail faisait l'objet d'études dont les conclusions devaient être dégagées assez rapidement et soumises devant le Parlement. En conséquence, il lui demande à quelles conclusions ont abouti ces études et s'il n'envisage pas de saisir le Parlement au cours de l'actuelle session.

Sécurité et hygiène du travail : saisine du juge des référés par l'inspecteur du travail (loi de juillet 1972) : aspects financiers de la procédure.

27285. — 23 novembre 1972. — M. Berthelot rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les dispositions de l'article 16 de la loi n° 72-617 du 5 juillet 1972 donnent pouvoir aux inspecteurs du travail, en matière d'hygiène et de sécurité au travail, de saisir le juge des référés (président du tribunal de grande instance) « pour voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser ce risque, telles que la mise hors service, l'immobilisation, la saisie des matériels, machines, dispositifs, produits ou autres ». Il lui demande si cette procédure est dispensée exceptionnellement, en faveur de l'administration, du ministère d'avocat (avoué avant la réforme des professions judiciaires) ; dans la négative, si des instructions ont été données pour que les avocats saisis et les huissiers puissent être dédommagés de leurs frais sur un budget déterminé. Il lui souligne l'importance de l'application du texte précité pour le respect des règles d'hygiène et de sécurité et lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer cette nouvelle procédure sans obstacle de caractère financier.

Hospices (pensionnaires ressortissants de l'aide sociale : paiement mensuel de l'argent de poche).

27288. — 23 novembre 1972. — M. Legorco rappelle à M. le ministre de la santé publique que dans la réponse qu'il a faite à sa question écrite n° 23269 du 1^{er} avril 1972, publiée au Journal officiel du 10 octobre 1972, et relative à la périodicité du versement de l'argent de poche revenant aux ressortissants de l'aide sociale hébergés en hospice, il lui précisait que « les termes de l'article 142 du code de la famille et de l'aide sociale, abrogé et remplacé par l'article 3 du décret n° 59-149 du 7 novembre 1959, n'impliquent pas un versement mensuel de l'argent de poche ». Or, en réponse à une lettre de la fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, en date du 31 mars 1972, le secrétariat d'Etat aux affaires sociales avait indiqué « qu'aux termes exprès de l'article 10 du décret n° 54-883 du 2 septembre 1954, les allocations d'aide sociale (auxquelles est assimilé l'argent de poche versé aux infirmes hospitalisés à ce titre) sont versées mensuellement et à terme échu, à moins que les intéressés n'aient donné leur accord pour un terme plus long ». Il lui demande s'il n'estime pas utile de mettre en harmonie ces deux textes apparemment contradictoires.

Archéologie (protection des vestiges découverts et des sites).

27289. — 23 novembre 1972. — M. Capelle expose à M. le ministre des affaires culturelles que, malgré les mesures prévues par la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques, les vestiges archéologiques découverts de façon souvent fortuite ne sont pas suffisamment protégés. En raison de leur puissance, les engins modernes d'excavation font apparaître de nombreux vestiges enfouis dans le sous-sol et sur l'ensemble de ceux qui sont découverts, plus de 90 p. 100 seraient, aux dires des spécialistes, définitivement perdus. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que, sans porter atteinte au droit de propriété sur le sol et le sous-sol, il conviendrait de considérer comme un héritage collectif tout ce qui représente la « valeur ajoutée » au sous-sol par les organisations lointaines, quand cette valeur ajoutée (peintures préhistoriques, vestiges archéologiques) est inconnue des propriétaires du terrain ; 2° s'il ne pense pas qu'il serait opportun de constituer auprès de chaque direction départementale, au moins dans les départements qui mériteraient d'être déclarés « zones archéologiques », des commandos d'intervention ayant pour mission d'intervenir dès qu'une découverte aurait été signalée, étant fait observer que l'on pourrait faire appel, pour constituer ces commandos, aux jeunes gens du contingent que leur formation habiliterait pour une telle action ; 3° s'il ne semble pas que le moment serait venu de constituer, au niveau du secteur scolaire, par exemple, une commission consultative des sites, qui veillerait à la définition de bon goût, qui consulterait les habitants à l'occasion de leurs projets de construction ou de réparation de logements et qui veillerait à la meilleure protection des sites humanisés.

Contribution foncière (exemption de longue durée : contrat de réservation antérieur au 15 juin 1972).

27296. — 23 novembre 1972. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre de l'économie et des finances que dans la réponse à sa question écrite n° 22992, parue au Journal officiel du 23 mai 1972, il n'a pas cru devoir accepter de faire bénéficier de l'exemption de la contribution foncière les personnes ayant souscrit un contrat préliminaire de réservation avant le 15 juin 1972. Or, dans un communiqué en date du 10 octobre 1972, le bénéfice de cette exonération est accordée pour les maisons individuelles pour lesquelles le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1972 et les travaux entamés avant le 1^{er} octobre 1972. Il lui demande s'il n'estime pas équitable d'accorder un traitement identique aux personnes ayant souscrit un contrat de réservation avant le 15 juin 1972 et s'il compte annoncer prochainement une telle décision.

Diffamation (procès poursuivis par voie de citation directe : réparation du préjudice subi).

27297. — 23 novembre 1972. — M. Krieg expose à M. le ministre de la justice qu'il a pris connaissance avec le plus grand intérêt de la réponse qui a été faite à sa question écrite n° 26159 concernant en particulier la répression du délit de diffamation commis à l'encontre de personnes assumant des responsabilités publiques (Journal officiel du 3 novembre 1972, Débats de l'Assemblée nationale). Il y a tout particulièrement noté que « l'action publique pouvait toujours être mise en mouvement à la requête de la partie lésée, par voie de citation directe devant le tribunal correctionnel » et que « le recours à cette procédure simple permettait à ces personnes, lorsqu'elles sont injustement mises en cause, d'obtenir réparation dans les délais les plus brefs ». Cette dernière affirmation ne semblant pas recevoir l'approbation des intéressés et des professionnels du droit, il souhaiterait savoir dans quels délais moyens les procès en diffamation poursuivis par voie de citation directe ont, au cours des années judiciaires passées, permis aux victimes d'obtenir réparation du préjudice par elles subi.

Défense nationale (développement des camps militaires dans des régions protégées).

27299. — 23 novembre 1972. — M. Dardé appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le développement anarchique des zones militaires aux dépens de régions jusque là protégées. Après le Larzac, Canjuers, Avon, c'est la forêt et les environs de Fontevraut qui sont menacés. Dans cette ville, l'armée possède déjà un terrain de 1.710 hectares servant à l'entraînement, aux manœuvres et aux tirs de l'armée blindée et de la cavalerie de

Saumur. En 1971, alors que l'on inaugurerait un nouveau casernement, les habitants apprirent qu'un camp militaire allait s'étendre sur 1.300 hectares supplémentaires, à travers dix communes. Cette mesure qui a déjà reçu un début d'application va porter un préjudice grave et certain au site de Fontevraut, haut lieu historique, architectural, et touristique qui reçoit chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. De même les terrains enlevés aux dix communes voisines sont constitués par des forêts, des étangs historiques, ainsi que des terres cultivées et des vignobles, et non par des landes comme l'ont dit certains militaires pour justifier cette mesure. Déjà, durant les exercices, la quasi totalité des activités des habitants de la région doit s'arrêter, certains incidents ayant eu lieu. En particulier, des projectiles sont tombés dans la cour du château de Breze, près de l'école et dans les champs, où les ouvriers agricoles ne peuvent plus travailler sans risques. En dépit des délibérations des dix conseils municipaux des conclusions peu favorables de la commission d'enquête, les expropriations ont déjà commencé, tandis qu'on annonce le bétonnage des étangs de Couzlers, pour permettre le passage des chars amphibies. En conséquence, il lui demande jusqu'où ira cette politique insensée de destruction des derniers lieux privilégiés de notre territoire, et s'il ne compte pas prendre les mesures qui s'imposent, afin que l'on tienne compte des avis des habitants et des organisations intéressées, et que cesse l'expropriation du sol national par un seul ministère au détriment des autres secteurs d'intérêt de l'Etat.

Défense nationale (développement des camps militaires dans des régions protégées).

27300. — 23 novembre 1972. — M. Jean Dardé appelle l'attention de M. le ministre des affaires culturelles sur le développement anarchique des zones militaires aux dépens de régions jusque là protégées. Après le Larzac, Canjuers, Avon, c'est la forêt et les environs de Fontevraut qui sont menacés. Dans cette ville, l'armée possède déjà un terrain de 1.710 hectares servant à l'entraînement, aux manœuvres et aux tirs de l'armée blindée et de la cavalerie de Saumur. En 1971, alors que l'on inaugurerait un nouveau casernement, les habitants apprirent qu'un camp militaire allait s'étendre sur 1.300 hectares supplémentaires, à travers dix communes. Cette mesure qui a déjà reçu un début d'application va porter un préjudice grave et certain au site de Fontevraut, haut lieu historique, architectural, et touristique qui reçoit chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. De même les terrains enlevés aux dix communes voisines sont constitués par des forêts, des étangs historiques, ainsi que des terres cultivées et des vignobles, et non par des landes comme l'ont dit certains militaires pour justifier cette mesure. Déjà, durant les exercices, la quasi totalité des activités des habitants de la région doit s'arrêter, certains incidents ayant eu lieu. En particulier, des projectiles sont tombés dans la cour du château de Breze, près de l'école et dans les champs, où les ouvriers agricoles ne peuvent plus travailler sans risques. En dépit des délibérations des dix conseils municipaux des conclusions peu favorables de la commission d'enquête, les expropriations ont déjà commencé, tandis qu'on annonce le bétonnage des étangs de Couzlers, pour permettre le passage des chars amphibies. En conséquence, il lui demande jusqu'où ira cette politique insensée de destruction des derniers lieux privilégiés de notre territoire, et s'il ne compte pas prendre les mesures qui s'imposent, afin que l'on tienne compte des avis des habitants et des organisations intéressées, et que cesse l'expropriation du sol national par un seul ministère au détriment des autres secteurs d'intérêt de l'Etat.

Défense nationale (développement des camps militaires dans des régions protégées).

27301. — 23 novembre 1972. — M. Jean Dardé appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur le développement anarchique des zones militaires aux dépens de régions jusque-là protégées. Après le Larzac, Canjuers, Avon, c'est la forêt et les environs de Fontevraut qui sont menacés. Dans cette ville, l'armée possède déjà un terrain de 1.710 hectares servant à l'entraînement, aux manœuvres et aux tirs de l'armée blindée et de la cavalerie de Saumur. En 1971, alors que l'on inaugurerait un nouveau casernement, les habitants apprirent qu'un camp militaire allait s'étendre sur 1.300 hectares supplémentaires, à travers dix communes. Cette mesure qui a déjà reçu un début d'application va porter un préjudice grave et certain au site de Fontevraut, haut lieu historique, architectural et touristique qui reçoit chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. De même les terrains enlevés aux dix communes voisines sont constitués par des forêts, des étangs historiques, ainsi que des terres cultivées et des vignobles, et non par des landes comme l'ont dit certains

mlitaires pour justifier cette mesure. Déjà, durant les exercices, la quasi-totalité des activités des habitants de la région doit s'arrêter, certains incidents ayant eu lieu. En particulier, des projectiles sont tombés dans la cour du château de Bréze, près de l'école et dans les champs, où les ouvriers agricoles ne peuvent plus travailler sans risques. En dépit des délibérations des dix conseils municipaux, des conclusions peu favorables de la commission d'enquête, les expropriations ont déjà commencé, tandis qu'on annonce le bétonnage des étangs de Couzlers, pour permettre le passage des chars amphibies. En conséquence, il lui demande jusqu'où ira cette politique insensée de destruction des derniers lieux privilégiés de notre territoire, et s'il ne compte pas prendre les mesures qui s'imposent, afin que l'on tienne compte des avis des habitants et des organisations intéressées, et que cesse l'expropriation du sol national par un seul ministère au détriment des autres secteurs d'intérêt de l'Etat.

Chirurgiens-dentistes conventionnés (régime fiscal).

27302. — 23 novembre 1972. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en 1960, lors de l'établissement d'un régime conventionnel destiné à régler les rapports entre les organismes de sécurité sociale et les praticiens, il a été décidé qu'en contrepartie des sujétions qui leur étaient imposées, certains avantages fiscaux seraient accordés à l'ensemble des praticiens conventionnés. Cette promesse a été réalisée en ce qui concerne les médecins conventionnés qui, depuis 1962, ont bénéficié des dispositions spéciales pour l'évaluation de leurs frais professionnels et qui, à la suite de la mise en vigueur de l'article 6 de la loi de finances pour 1971 ont obtenu un allègement sensible des obligations comptables qui leur incombent à l'égard de l'administration fiscale. En outre, ceux qui sont placés sous le régime de la déclaration contrôlée ont conservé néanmoins le bénéfice du groupe III des frais professionnels, auquel s'ajoute une déduction supplémentaire de 3 p. 100 qu'ils sont autorisés à opérer sur la même assiette que le groupe III et la dispense de tenir la comptabilité réelle de certains frais professionnels. Cependant, les chirurgiens-dentistes conventionnés n'ont pu, jusqu'à présent, obtenir des avantages analogues à ceux qui ont été accordés aux médecins. Il en résulte une inégalité devant l'impôt qui aboutit à désavantager de manière très nette les praticiens chirurgiens-dentistes conventionnés par rapport aux médecins stomatologistes conventionnés. Aucune raison ne semble justifier une telle différence de traitement, dès lors qu'il s'agit, dans le cas des chirurgiens-dentistes, comme dans celui des médecins, de la partie de leur activité qui est couverte par la convention et qui donne lieu à l'inscription des honoraires sur les feuilles de maladie destinées aux caisses de sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la discrimination qui a été ainsi établie, contrairement aux promesses qui ont été faites en 1960. Il lui demande également s'il n'a pas l'intention, conformément à l'obligation faite au Gouvernement par l'article 7 de la loi de finances pour 1971 et l'article 5 de la loi de finances pour 1972, de mettre au point prochainement un projet de loi comportant un régime spécial d'imposition des revenus non salariés déclarés par des tiers, et prévoyant notamment un régime d'abattement uniforme pour les revenus dont la connaissance est certaine, tels que ceux des praticiens conventionnés, et un système uniforme de déductibilité des cotisations de prévoyance et de retraite.

I. R. P. P. (bénéfice réel agricole : évaluation du prix de revient des chevaux de course nés pendant une période couverte par le forfait).

27303. — 23 novembre 1972. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, d'après l'instruction administrative du 20 décembre 1971 concernant le nouveau régime d'imposition d'après le bénéfice réel agricole (décret n° 71-964 du 9 décembre 1971), d'une manière générale, les animaux, y compris ceux nés dans l'exploitation, doivent figurer dans les stocks et ceux-ci sont évalués normalement à leur prix de revient. En l'absence de dispositions spéciales concernant les chevaux de course, un problème se pose pour l'évaluation des produits nés dans l'exploitation au cours d'une période couverte par le forfait, que ces produits figurent dans les immobilisations ou dans les stocks. Le prix de revient d'un animal adulte doit comprendre normalement : le prix de la saillie (quand elle est effectuée à l'extérieur de l'exploitation) ou une partie de l'amortissement et des frais annuels de l'étalon ; l'amortissement de la mère ; la nourriture et l'entretien de celle-ci pendant un an ; la nourriture et l'entretien du jeune animal (foal, puis yearling) pendant deux ans. S'il est relativement aisé de retrouver le prix de la saillie et celui de la jument, lorsqu'elle a fait l'objet d'une

acquisition, il n'en est pas de même, à défaut de comptabilité pendant les années au forfait, en ce qui concerne les frais d'entretien et de nourriture de l'étalon quand il vit dans l'exploitation, de la jument et du produit pendant ses deux années de croissance. Il lui demande si dans ces conditions il ne serait pas possible, pour faciliter l'évaluation : 1° de prévoir que ce prix pourrait être calculé en opérant un abattement sur les prix de pension habituellement pratiqués, dans ce cas quel pourrait être l'abattement et l'administration pourrait-elle à titre indicatif publier ces tarifs pour les dix ou douze dernières années ; 2° de calculer le prix de revient de la saillie quand la jument est saillie dans l'exploitation, en procédant à un abattement sur le prix de vente des saillies de cet étalon aux tiers et quel pourrait être alors le montant de cet abattement ; 3° en l'absence de tous documents comptables précis, de calculer le prix d'un animal à partir de sa valeur vénale évaluée au moment de l'assujettissement au régime du bénéfice réel.

T. V. A. (exploitants de haras : récupération de la taxe qui grève les frais d'entraînement des chevaux de course).

27304. — 23 novembre 1972. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'économie et des finances que certains propriétaires éleveurs conservent dans leur exploitation, ou achètent, des chevaux en vue de les faire courir et de tirer des revenus des guins de course. Ces derniers n'étant pas assujettis à la T. V. A., les propriétaires éleveurs n'ont pas, du fait de la règle de l'affectation, la possibilité de récupérer la taxe qui a grevé les frais d'entraînement et de transport des chevaux sur les champs de course. Il lui fait observer qu'il convient de distinguer, à cet égard, le cas particulier des exploitants de haras qui, désireux de vendre les produits de leur exploitation, font courir les chevaux pour lesquels ils n'ont pas trouvé un acheteur, afin de les faire connaître et de pouvoir enfin les vendre. Dans ce cas, l'entraînement du cheval devient un moyen d'exploitation et n'a d'autre but que de faire connaître les produits de l'élevage et d'en obtenir une meilleure valorisation sur le marché. Il lui demande si, lorsqu'il s'agit de ce cas particulier des exploitants de haras, la taxe qui a grevé les frais d'entraînement et de transport des chevaux sur les champs de course, est récupérable selon le pourcentage général de l'entreprise.

I. V. D. (refus d'octroi à un exploitant agricole qui avait une activité secondaire de forgeron).

27305. — 23 novembre 1972. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de l'agriculture et du développement rural le cas d'un agriculteur qui a exercé une double activité professionnelle : d'une part, une activité principale d'exploitant agricole sur une exploitation d'une superficie de 19 hectares et, d'autre part, une activité d'artisan rural dans une profession annexe de l'agriculture, celle de forgeron. Jusqu'en 1955, l'intéressé a versé des cotisations d'assurance vieillesse à la mutualité sociale agricole. A compter de 1955, il a été contraint de cotiser pour la moitié à la caisse d'assurance vieillesse artisanale et pour moitié à la caisse de mutualité sociale agricole. En 1962, cet agriculteur a cessé toute activité artisanale et s'est fait rayer du répertoire des métiers. Il a continué à exploiter sa ferme jusqu'en 1969. Il perçoit une retraite de la caisse d'assurance vieillesse agricole (500 francs par trimestre) et une retraite artisanale. Au moment de la cession de son exploitation agricole à son fils, l'intéressé s'est vu refuser le bénéfice de l'indemnité viagère de départ, en raison de l'activité artisanale qu'il a exercée à titre secondaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à l'injustice qui est ainsi commise à l'égard d'exploitants agricoles, qui ont exercé à la fois une activité principale d'exploitant agricole et une activité secondaire d'artisan rural, dans une activité annexe de l'agriculture, qui relève du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, et auxquels on refuse de reconnaître la qualité d'exploitant pour l'attribution de l'I. V. D.

*Anciens combattants d'A. F. N.
(retraite mutualiste : délai d'adhésion).*

27306. — 23 novembre 1972. — M. Barrot demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il est exact que le droit d'adhérer aux retraites mutualistes d'anciens combattants est ouvert pendant dix ans pour les combattants des guerres 1914-1918 et 1939-1945 et seulement pendant cinq ans pour les anciens combattants d'Afrique du Nord. Dans l'affirmative, il lui demande quelles raisons peuvent justifier une telle différence de traitement.

Armes (contrôle de leur vente).

27311. — 24 novembre 1972. — M. Alloncle expose à M. le ministre de l'Intérieur que l'achat d'armes de chasse et de tir actuellement en vente libre est susceptible, s'il est effectué par des malades ou déséquilibrés mentaux, de provoquer des drames aussi douloureux que celui qui vient de plonger dans le deuil tous les membres d'une famille du département de la Charente. Afin d'éviter le renouvellement d'événements de ce genre, il lui demande s'il envisage une réglementation de ces ventes d'armes qui pourraient passer du régime de la liberté totale à celui d'une liberté contrôlée.

T. V. A. (récupération par un horticulteur vendant des plantes à un autre horticulteur non assujéti).

27312. — 24 novembre 1972. — M. La Combe expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un horticulteur vend des plantes de sa production à un collègue qui est en société civile et qui lui-même produit, ce dernier ne se trouvant pas, en l'état actuel des textes, assujéti à la T. V. A. Dans le cadre de la récupération au titre du remboursement forfaitaire de la T. V. A., ce cas ne paraît pas avoir été étudié. En effet, il semblerait que seul le producteur qui vend à des assujétis à la T. V. A. soit dans la position de demander à ses clients une attestation de livraison afin de récupérer à concurrence du taux retenu de remboursement forfaitaire. Il semblerait normal que de producteur à producteur le problème fût le même, autrement on constaterait une inégalité fiscale, puisque le premier producteur acquitterait la T. V. A. sur tous ses investissements et n'aurait droit à aucune récupération. Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème ainsi exposé.

Police municipale (statut).

27313. — 24 novembre 1972. — M. Lebas appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le projet de statut particulier du personnel de la police municipale qui lui a été soumis depuis plus de quatre ans, statut comportant une définition de la tenue des échelles indiciaires, des primes de sujétions spéciales. Il lui fait observer que les règles de recrutement et de service ainsi que les attributions et les risques des agents de la police municipale et rurale sont les mêmes que celles de la police d'Etat. Malgré cette similitude de recrutement et de service, les personnels de la police municipale et rurale ont subi un déclassement lors de l'établissement des textes concernant la revalorisation des situations des catégories C et D (exemple : le brigadier de police avait toujours eu le même classement que le commis et l'O. P. 2) ; depuis le 1^{er} janvier 1970, cet emploi a la même échelle indiciaire que la sténodactylographe et l'O. P. 1 au lieu et place du gardien de police et du garde champêtre). Il lui demande s'il envisage de soumettre ce projet de statut pour avis à la commission nationale paritaire afin qu'il puisse être mis en place le plus rapidement possible. Il souhaiterait également que soit créé un centre national de formation professionnelle pour les personnels de la police municipale et rurale. Il lui demande enfin s'il envisage l'admission dans le cadre acte (catégorie B, retraite) des gardes champêtres dont les fonctions n'ont rien de sédentaire.

Ventes (cumul de leur pension de retraite personnelle et de la pension de réversion de leur conjoint).

27315. — 24 novembre 1972. — M. Tisserand rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les dispositions du décret n° 71-123 du 11 février 1971 pénalisent injustement les veuves d'assurés sociaux qui ont acquis une retraite personnelle par une vie consacrée au travail. Elles ne peuvent, en effet, cumuler la pension résultant de leurs propres cotisations avec la pension de réversion de leur conjoint, alors que les veuves qui n'ont pas été obligées de travailler et dont les ressources personnelles sont constituées par des revenus mobiliers ou immobiliers, une retraite complémentaire ou des revenus professionnels peuvent percevoir la pension de réversion pour autant que leurs ressources sont inférieures au montant annuel du S. M. I. C. En réponse à une question déjà posée sur ce sujet, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale avait, il y a près de dix-huit mois, indiqué que ce problème était à l'étude. Il demande les raisons qui s'opposent à l'abrogation de

l'article L. 351 du code de la sécurité sociale, abrogation qui permettrait aux veuves du régime général, c'est-à-dire à celles comprises dans les catégories sociales les plus défavorisées, de bénéficier du droit commun et de ne plus être pénalisées pour avoir travaillé.

Veuves : formation professionnelle (création d'une allocation temporaire de deux ans en faveur des veuves de moins de cinquante-cinq ans ; aide au premier emploi).

27316. — 24 novembre 1972. — M. Tisserand expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge exigé pour bénéficier de la pension de réversion a provoqué une intense satisfaction parmi les veuves concernées, mais il semble nécessaire d'aller plus loin. Il lui demande s'il envisage pour les veuves de moins de cinquante-cinq ans la création d'une allocation temporaire versée pendant deux ans, afin de leur permettre de s'assurer une formation professionnelle, allocation qui, la deuxième année, prolongerait le bénéfice de la sécurité sociale et éventuellement de les faire bénéficier de « l'aide au premier emploi » instituée pour les jeunes, afin qu'elles, si elles n'ont pas précédemment travaillé, elles puissent s'inscrire à l'agence de l'emploi et bénéficier de la sécurité sociale.

Mutation (droit de) : exonération en faveur des fermiers achetant l'immeuble exploité en vertu d'un bail ; validité des baux verbaux (cotisations aux caisses d'allocations familiales).

27320. — 24 novembre 1972. — M. Mathieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'article 3 de la loi n° 69-1168 portant simplification fiscale, les fermiers et leurs enfants sont, lorsqu'ils achètent tout ou partie d'un bien rural qu'ils louent, exonérés des droits de mutation si, au jour de l'acquisition, l'immeuble est exploité en vertu d'un bail. Il lui précise qu'une circulaire avait prescrit aux services départementaux de son administration de considérer que jusqu'au 1^{er} janvier 1973 l'existence du bail était suffisamment établie par les attestations délivrées par les caisses d'allocations familiales certifiant que le fermier acquéreur réglait depuis plus de deux ans les cotisations dues à cet organisme. Etant donné que certains propriétaires se refusent à signer un bail persuadés d'être moins engagés par un accord verbal que par un écrit, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prolonger la date indiquée dans sa circulaire afin que des petits fermiers ne se trouvent pas injustement écartés des heureuses dispositions de la loi.

D. O. M. (patente : évaluation de la valeur locative de l'outillage mobile).

27322. — 24 novembre 1972. — M. Cerneau appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le mode d'évaluation de la valeur locative de l'outillage mobile en matière de contribution des patentes dans le département de la Réunion. Pour les établissements industriels tels que les entreprises du bâtiment et des travaux publics, la méthode d'évaluation retenue par les services fiscaux est la suivante : 1° retenir le prix de revient P ; 2° diviser P par le coefficient de révision des bilans correspondant à l'année 1925, afin d'avoir le prix de revient au 31 décembre 1925 ; 3° appliquer à ce prix de revient 1925 un abattement de 40 p. 100 afin d'obtenir la valeur vénale de la même époque ; 4° déterminer la valeur locative correspondante, par application d'un taux de rentabilité de 10 p. 100 ; 5° multiplier le résultat obtenu par 5/3 pour obtenir la valeur locative au premier janvier 1948 ; 6° appliquer un pourcentage de non-utilisation du matériel fixé forfaitairement à 35 p. 100. Ces différentes opérations permettent de déterminer un coefficient. Pratiquement, on obtient alors la valeur locative en appliquant ce coefficient au prix de revient du matériel. En métropole, ce coefficient est de 1,75 p. 100. Il est fixé à la Réunion à 10 p. 100. Cette différence à caractère pénalisant serait le fait des services fiscaux locaux, qui : 1° pour l'opération n° 2, appliquent un coefficient de révision 1925 inférieur de 10 fois à celui utilisé en métropole ; 2° pour l'opération n° 3, procèdent à un abattement de 25 p. 100 (au lieu de 40 p. 100) ; 3° pour l'opération n° 5, ne procèdent pas à la multiplication par 5/3. Cette pratique semblant se révéler sans fondement, il lui demande s'il envisage d'y mettre fin le plus tôt possible et de donner en conséquence les instructions nécessaires pour que disparaisse la discrimination appliquée à l'encontre des entreprises du département de la Réunion.

Vins rouges de consommation courante (marges limites de commercialisation fixées ad valorem et non plus en valeur absolue).

27324. — 24 novembre 1972. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il y a plus de trois ans, les autorités préfectorales ont fixé par arrêté les marges limites de commercialisation des vins rouges de consommation courante au stade du détail ; en application de ces directives, furent à cette époque fixées des marges exprimées en valeur absolue, et qui demeurent toujours en vigueur nonobstant l'évolution du prix des vins considérés. Il lui précise que cette évolution des prix entraîne des augmentations du chiffre d'affaires des détaillants concernés, augmentations sur le vu desquelles les services fiscaux prétendent relever les forfaits d'imposition des bénéficiaires. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable, d'une part pour le passé de rappeler aux services d'assiette ce blocage prolongé de marges et, d'autre part, pour l'avenir, de substituer à ces marges en valeur absolue des marges *ad valorem*, sinon de supprimer la réglementation correspondante dont le caractère désuet est manifeste.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 139 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

Lait et produits laitiers (organisation du marché).

25981. — 11 septembre 1972. — **M. Chauvet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** sur la nécessité d'organiser le marché du lait, afin de mettre le prix de ce produit à l'abri de baisses conjoncturelles particulièrement graves pour le revenu des exploitants agricoles, et d'assurer à ces derniers la garantie d'un prix minimum. Il lui expose que les salariés bénéficient d'un salaire minimum et qu'il est anormal que de petits producteurs agricoles, dont le revenu essentiel est tiré de la vente du lait non destiné à la consommation, n'aient aucune garantie de ressources par suite des fluctuations importantes du prix de ce produit. Une telle mesure serait d'autant plus juste que certains marchés jouissent d'une production déjà ancienne et que l'organisation du marché de la viande par la création d'un office de l'élevage est à l'ordre du jour. Il lui demande s'il entre dans ses intentions d'organiser le marché du lait.

Chirurgiens-dentistes (fermeture d'une école à Paris).

25973. — 9 septembre 1972. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le grave problème que pose la fermeture définitive de l'école de chirurgie dentaire et de stomatologie de Paris, sise 45 et 47, boulevard Voltaire, à Paris (11^e), intervenue le 1^{er} juillet 1972. Cette école, dont le nom figurait sur le fascicule de renseignements remis aux élèves de l'enseignement public se destinant à des études techniques, préparait en trois années au C. A. P. de prothèse dentaire, et dispensait son enseignement à un nombre non négligeable d'élèves. Du fait de sa fermeture, ces élèves se trouvent dans l'impossibilité de poursuivre leurs études dans un autre établissement, les deux seuls qui existent à Paris ayant leurs effectifs complets et ne pouvant prendre de nouveaux élèves. Il en résulte un préjudice considérable pour les jeunes gens et jeunes filles qui avaient commencé leurs études à l'école précitée, de même que pour leurs parents qui payaient pour leurs études des sommes importantes. Il lui demande quelle solution peut être trouvée afin de mettre fin à cette situation regrettable.

Caisses de crédit agricole (fonds placés par les notaires).

25969. — 9 septembre 1972. — **M. de Montesquiou** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les dispositions de l'arrêté du 25 août 1972 (*Journal officiel*, Lois et décrets, du 29 août 1972) fixant la liste limitative des établissements habilités à recevoir les fonds confiés aux notaires depuis moins de trois mois. Alors que, depuis 1930, les caisses de crédit agricole mutuel étaient habilitées à recevoir les fonds détenus par les notaires, quelle que soit la résidence de ceux-ci, elles ne pourront, à compter

de la mise en vigueur dudit arrêté, recevoir les fonds des notaires exerçant dans les communes de 5.000 habitants et plus. Cette restriction de la compétence des caisses de crédit agricole aurait dû faire l'objet d'une consultation préalable de **M. le ministre de l'agriculture** ainsi que des principaux intéressés : directions départementales du crédit agricole, fédération des syndicats agricoles, parlementaires, syndicats des notaires. Or, il semble qu'aucune consultation de ce genre n'ait eu lieu. Cependant, cette décision aura des conséquences d'une extrême gravité, qui susciteront le mécontentement tout à fait justifié des exploitants agricoles. La caisse nationale de crédit agricole devra, en effet, faute de ressources suffisantes, majorer le taux des prêts qu'elle consent pour les investissements agricoles, et, de la sorte, les agriculteurs français se trouveront en position d'infériorité vis-à-vis des agriculteurs des autres pays du Marché commun européen. Il lui demande pour quelles raisons il a pris une telle décision et s'il n'envisage pas de modifier cet arrêté, de manière que les caisses de crédit agricole puissent continuer à recevoir les fonds détenus par les notaires résidant dans les communes de 5.000 habitants et plus.

Caisses de crédit agricole (fonds placés par les notaires).

26002. — 13 septembre 1972. — **M. Rossi** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les conséquences, pour le crédit agricole, de l'arrêté du 29 août dernier interdisant aux notaires dans les communes de plus de 5.000 habitants de déposer, dans cet organisme, leurs fonds à moins de trois mois. Cette mesure pénalise considérablement cet organisme et, de ce même fait, l'ensemble des investissements attendus tant par le secteur agricole que par les collectivités locales. Dans ces conditions, il lui demande si cette mesure pourrait être rapportée.

Caisses de crédit agricole (fonds placés par les notaires).

26013. — 13 septembre 1972. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de la justice** pour quels motifs l'arrêté du 25 août 1972 fixant la liste des établissements habilités à recevoir les fonds confiés aux notaires depuis moins de trois mois, restreint les possibilités qui étaient antérieurement accordées aux caisses régionales de crédit agricole de recevoir ces dépôts de fonds. Il lui demande si les inconvénients qui vont résulter de cette décision, tant pour les agriculteurs que pour les collectivités locales, ne justifient pas le maintien de la réglementation antérieure qui, depuis plus de quarante ans, autorisait, sans aucune restriction, les caisses régionales de crédit agricole à recevoir ces dépôts.

Caisses de crédit agricole (fonds placés par les notaires).

26014. — 13 septembre 1972. — **M. Fraudeau** rappelle à **M. le ministre de la justice** qu'un arrêté du 25 août 1972 a déterminé les établissements habilités à recevoir les fonds confiés aux notaires pour le compte de tiers depuis moins de trois mois. Aux termes de ces dispositions, les caisses de crédit agricole mutuel ne pourront plus recevoir que les dépôts de fonds des notaires domiciliés dans les communes de moins de 5.000 habitants. En adoptant, pour la collecte de ses ressources, la zone de compétence dévolue aux organismes du crédit agricole pour ses possibilités de financement, la mesure prescrite aura des conséquences financières très graves sur la gestion des caisses régionales de crédit agricole. Les notaires domiciliés dans les communes de plus de 5.000 habitants traitent en effet la majeure partie de leurs opérations avec des agriculteurs ou des ruraux et ceci particulièrement dans les départements à prédominance agricole. La plupart de ces opérations étant assorties de prêts du crédit agricole, c'est en fait souvent l'épargne collectée par le crédit agricole qui, précisément, alimente les comptes d'études de notaires. La perte d'une fraction importante de ressources mettant en péril la gestion financière de nombre de caisses régionales risque d'aboutir à une majoration des taux des prêts non bonifiés, et notamment des prêts à taux modérés à court et moyen terme escomptables, aux sociétés traditionnelles. Sur le plan de la garantie et de la liquidité des dépôts, le crédit agricole dispose par ailleurs d'un organisme de réassurance, le fonds commun de garantie, établissement public qui doit donner toute quiétude quant à la compétence du crédit agricole. Il est à noter enfin que les notaires résidant dans des communes de plus de 5.000 habitants, dont beaucoup se considèrent comme des notaires ruraux, manifestent également leur surprise et leur désapprobation à l'égard de la mesure prise. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui semble pas particulièrement souhaitable de reviser la restriction qui vient

d'être apportée subtilement, sans consultation préalable tant des organismes nationaux du crédit agricole que des organismes professionnels du notariat, en élargissant tout au moins les zones rurales définies par l'application des dispositions de l'arrêté précité.

*Assurance vieillesse des exploitants agricoles
(revalorisation des pensions).*

26017. — 14 septembre 1972. — M. Pierre Villon attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et du développement rural sur la situation difficile des personnes âgées aux faibles pensions de vieillesse très nombreuses à la campagne puisque sur près de 2 millions de retraités agricoles la moitié perçoit à peine le minimum soit 10 francs par jour. Cette situation résulte du faible montant des retraites agricoles dont ne bénéficient que les chefs d'exploitation, des discriminations dont sont victimes les petits agriculteurs et fermiers pour l'attribution de l'I. V. D., de la non-revalorisation du plafond de l'actif successoral donnant lieu à la récupération de l'allocation supplémentaire sur les descendants ce qui amène nombre de personnes âgées à renoncer à cet avantage vieillesse même lorsque leurs ressources sont inférieures au minimum, de l'absence de retraite véritable pour les aides familiaux et conjoints. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas que chaque personne âgée devrait percevoir à cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes, une pension vieillesse ne pouvant être inférieure au S. M. I. C., ainsi d'ailleurs que le prévoit le programme commun de gouvernement des partis de gauche ; 2° quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour se rapprocher de cet objectif afin que les majorations des pensions vieillesse annoncées ne soient pas une amonée dérisoire, et si des dispositions particulières sont prévues pour rattraper le retard véritablement scandaleux des retraites agricoles.

Caisse de crédit agricole (fonds placés par les notaires).

26026. — 14 septembre 1972. — M. Berthouin informe M. le ministre de la justice que l'arrêté du 25 août 1972 (*Journal officiel* du 29 août) modifiant les règles habilitant certains établissements à recevoir des dépôts de fonds des études de notaires, a soulevé une certaine émotion auprès des caisses régionales de crédit agricole. Ce dernier voit en effet sa compétence réduite aux études domiciliées dans les communes de moins de 5.000 habitants. Or, depuis 1930, les caisses régionales étaient habilitées à recevoir ces dépôts de fonds de notaires quel que soit le siège de leurs études. Alors qu'il est permis de prévoir que cette décision aboutira à une perte approximative minimale de deux milliards de dépôts dans les caisses régionales, aucune consultation n'a été prise préalablement. Sur le strict plan financier, la perte d'une fraction importante de ressource relativement peu onéreuse risque de conduire le crédit agricole à devoir majorer le taux de ses prêts à court ou à moyen terme escomptables. Il lui demande les raisons qui ont conduit à restreindre ainsi la compétence du crédit agricole et s'il ne lui paraît pas équitable de revenir à la réglementation de 1930 en supprimant les restrictions posées par l'arrêté susvisé.

*Formation professionnelle :
rémunération et indemnités des stagiaires.*

26519. — 17 octobre 1972. — M. Ruels attire l'attention de M. le Premier ministre sur la mise en application du deuxième alinéa de l'article 30 de la loi du 17 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. Ce texte prévoit que le montant des indemnités des travailleurs qui suivent un stage de promotion professionnelle est fixé chaque année compte tenu de l'évolution du plafond des cotisations de sécurité sociale. Cette disposition ne fait que reprendre l'article 13 de la loi du 31 décembre 1968 relative à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle. Aux termes du décret n° 68-1185 du 30 décembre 1968, le plafond des cotisations de sécurité sociale est fixé annuellement par décret avec effet à compter du premier jour de l'année qui suit la date de sa publication, c'est-à-dire en fait au 1^{er} janvier de chaque année. Or, en 1969, le décret fixant les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle a été pris en date du 14 juin. En 1971 le même décret n'est intervenu que le 10 décembre et, pour 1972, le texte correspondant n'a toujours pas été publié au début du mois d'octobre. Par ailleurs, la rémunération d'un stagiaire suivant un stage de promotion professionnelle conduisant à un niveau de qualification I ou II représentait en 1969 91,9 p. 100 du plafond des cotisations de sécurité sociale

et 86,7 p. 100 seulement en 1971. Il lui demande : 1° si pour l'année 1972 les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle seront fixés dans les derniers jours de l'année, comme il en était en 1971 ; 2° si le prochain texte fixant les montants et les taux de rémunération et indemnités des stagiaires de la formation professionnelle se traduira par un retour aux premiers rapports fixés entre le montant du plafond des cotisations de sécurité sociale et les montants des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ou si ces rapports continueront de traduire la dégradation observée depuis lors.

Terrains à bâtir (exonération des droits de mutation et taxes hypothécaires, construction dans un délai de quatre ans ou vente).

26520. — 17 octobre 1972. — M. Charles Bignon signale à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés qu'il constate dans la structure actuelle de l'article 1371 du code général des impôts qui oblige les acquéreurs de terrains à construire dans un délai de quatre ans pour bénéficier de l'exonération des droits de mutation et des taxes hypothécaires. Il constate que de nombreux acquéreurs de terrains ne parviennent pas dans ce délai à obtenir des prêts suffisamment importants et ne dégagent pas les ressources personnelles nécessaires. A la suite de ce bilan négatif, qui est souvent fort long à établir, les constructeurs éventuels renoncent à leur projet et les services fiscaux réclament alors les droits de mutation et la taxe hypothécaire, déclarant que l'absence d'organisme prêteur et la modicité des ressources de l'acquéreur ne constituent pas un cas de force majeure. Cette réponse ne paraît pas conforme à l'intérêt général dans la mesure où il est impossible de pousser à construire quelqu'un qui n'en a pas les moyens et à qui on refuse de prêter de l'argent pour des causes qui peuvent être parfaitement indépendantes de sa volonté. De plus, le terrain est généralement revendu à un autre constructeur et l'Etat aboutit ainsi à percevoir sur cette transaction forcée supplémentaire des droits de mutation qui sont soit perçus sur un individu dénué de ressources puisqu'il n'a pas pu construire, soit sur l'acquéreur suivant qui est à son tour en train de prendre le risque et qui devra payer plus cher ce terrain alors qu'il a besoin de tous ses fonds. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait préférable de modifier l'article susvisé en permettant que les droits de mutation ne soient pas réglés lorsque, dans les quatre ans, le terrain a été, soit construit, soit cédé à un autre acquéreur individuel en vue de la construction.

*Salaires : bulletins de salaires
(indication des retenues de la sécurité sociale).*

26523. — 17 octobre 1972. — M. Médecin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que certains bulletins de salaires se contentent d'indiquer le montant réellement versé par l'employeur, sans mentionner le détail des retenues de la sécurité sociale. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour que les feuilles de paie fassent apparaître le salaire brut et comportent obligatoirement les indications se rapportant aux charges sociales.

Recettes burialistes (suppression dans les petites communes).

26525. — 17 octobre 1972. — M. Raoul Bayou appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les inconvénients graves qu'entraînerait la suppression des recettes burialistes dans les petites communes. En effet, les producteurs de vin auraient bien souvent de longs déplacements à effectuer, d'où perte de temps et d'argent. La capsule congelée ne saurait pallier totalement ces ennuis. En conséquence, il lui demande s'il ne compte pas maintenir les recettes burialistes existantes.

Hôpital maritime de Berck-Plage.

26529. — 17 octobre 1972. — Mme Vallant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur l'inquiétude légitimement suscitée dans le personnel de l'hôpital maritime de Berck-Plage concernant son maintien en fonction et le développement de l'activité hospitalière de cet établissement. Cet hôpital dispose d'équipements tels que salle d'opération, laboratoire thalassothérapeutique, rééducation qui ne fonctionnent qu'en deçà des possibilités. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin

que les crédits indispensables pour assurer la réfection des locaux, et en particulier celle du pavillon Perrochaud, soient débloqués et pour que la nomination d'un chirurgien à temps plein intervienne rapidement. Ces solutions permettraient, d'une part, une meilleure utilisation de cet équipement hospitalier et, d'autre part, l'évolution des techniques thérapeutiques. Elles assureraient, en outre, le maintien en activité de tout le personnel, la promotion professionnelle et l'application de la titularisation aux employés ayant plusieurs années d'ancienneté, de dévouement au service de l'assistance publique.

Sapeurs-pompiers de Paris (retraite complémentaire).

26535. — 17 octobre 1972. — M. Odru attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation faite à des personnes, retraitées de la sécurité sociale, qui, parfois pendant de longues années, mais moins de quinze ans, ont servi dans les rangs de l'ex-régiment des sapeurs-pompiers de Paris (présentement brigade des pompiers de Paris). Pour cette période d'activité elles se voient refuser tout droit à une retraite complémentaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à ces anciens sapeurs-pompiers de Paris de bénéficier d'une retraite complémentaire; ne serait-il pas possible, par exemple, de considérer ces personnes comme des auxiliaires de l'Etat qui, à ce titre, pourraient être pris en charge par l'institution de retraites complémentaires des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (Arcantec).

Salariés agricoles (assurance chômage).

26553. — 17 octobre 1972. — M. Péronnet demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales de lui faire connaître s'il a l'intention d'étendre le bénéfice de l'ordonnance du 13 juillet 1967 concernant l'assurance chômage à tous les salariés agricoles.

Assurances sociales (coordination des régimes: détermination de l'activité principale).

26554. — 17 octobre 1972. — M. Durieux appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les problèmes soulevés par la mise en application du décret n° 67-1091 du 15 décembre 1967 portant définition de l'activité principale pour l'application de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, et notamment de ses articles 2, 3 et 7. En effet, aussi bien pour ce qui concerne l'appréciation de l'activité principale des assurés exerçant simultanément plusieurs activités ou des retraités ayant exercé plusieurs activités, la mutualité sociale agricole et la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ont donné de ces textes des interprétations divergentes. Pour ce qui concerne les retraités, par exemple, l'une ne prend en compte que les périodes ayant donné lieu à cotisation, tandis que l'autre assimile à ces périodes celles qui ont fait l'objet de rachats ultérieurs. Cette divergence d'interprétation risquait de se traduire pour les intéressés par une perte des possibilités de couverture au titre de l'assurance maladie. C'est pourquoi des mesures transitoires ont été prises, et notamment les transferts de l'un à l'autre de ces organismes ont été suspendus. Aucune décision définitive n'est cependant venue mettre un terme aux difficultés soulevées par l'ambiguïté d'interprétation de la réglementation en vigueur. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire part de ses intentions en la matière afin de mettre un terme aux difficultés auxquelles se heurtent actuellement les organismes précités et dont les assurés risquent de supporter les inconvénients.

Routes (indemnité versée aux départements ayant accepté le transfert des routes nationales secondaires).

26555. — 17 octobre 1972. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, dans le cadre de la loi de finances pour 1972, complétée par le décret du 25 avril 1972 concernant le déclassement des routes nationales secondaires, les départements qui auront accepté le transfert de ces routes dans la voirie départementale auront la possibilité de porter tout ou partie de l'indemnité versée par l'Etat en annuités de remboursement d'emprunt ainsi que les récentes déclarations de M. le ministre de l'équipement semblent l'indiquer.

Aide ménagère à domicile.

26556. — 17 octobre 1972. — M. Lepage attire l'attention de M. le ministre de la santé publique sur le taux de remboursement des services d'aide ménagère à domicile pour les personnes âgées ou infirmes. En effet, depuis l'intervention de la loi du 2 janvier 1970 le salaire minimum interprofessionnel de croissance constitue le salaire légal au-dessous duquel il n'est pas possible de rémunérer un travailleur. Or, en application de la circulaire n° 93 du 20 août 1970 (direction de l'action sociale, bureau R. V. 2 Vieillesse) le taux de remboursement des services d'aide ménagère à domicile continue à être indexé sur le salaire minimum interprofessionnel garanti. Cette différence entre les salaires réellement payés et les taux de remboursement est particulièrement sensible pour les comités d'aide aux personnes âgées qui ont pris en charge l'aide ménagère à domicile dans certains départements, et dont la trésorerie accuse déjà un certain déficit. Afin de pallier des déficits qui contraindraient à brève échéance les comités d'aide aux personnes âgées à cesser toute activité, j'ai l'honneur de vous demander si les frais des services ménagers à domicile dispensés près des ressortissants des collectivités publiques et de l'aide sociale ne pourraient pas être remboursés sur la base du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Formation professionnelle (détermination de la contribution des entreprises).

26565. — 17 octobre 1972. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi du 16 juillet 1971 fait obligation aux entreprises, à compter du 1^{er} janvier 1972, de consacrer 0,80 p. 100 des salaires bruts payés au personnel pendant l'année 1971, au financement de la formation professionnelle continue. Il lui demande s'agissant d'une entreprise de travaux publics si la cotisation doit être calculée sur la rémunération brute, plus les avantages en nature ainsi que sur les indemnités d'intempéries. En effet l'entreprise en cause verse à son personnel des indemnités d'intempéries qui sont imposables au titre de la législation fiscale mais non de la législation sociale.

Prime de départ à la retraite: majoration du montant exonéré de l'I. R. P. P.

26568. — 17 octobre 1972. — M. Lebas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances sa question écrite n° 11903 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 6 mai 1970, p. 1523). Malgré plusieurs rappels successifs, cette question n'a toujours pas obtenu de réponse. Comme il tient à connaître sa position au sujet du problème posé, il lui en renouvelle les termes:

« M. Lebas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse qu'il a faite à sa question écrite n° 8321 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 10 décembre 1969). Par cette question, il lui demandait si la partie de la prime de départ à la retraite non soumise à l'I. R. P. P. ne pouvait pas être majorée, ce plafond, fixé à 10.000 francs, n'ayant pas été modifié depuis douze ans. La réponse qui lui a été faite ne saurait être considérée comme satisfaisante, l'indemnité en cause présentant généralement le caractère d'une indemnité de réinstallation pour les retraités; il serait normal, pour tenir compte de l'augmentation des frais de réinstallation qu'ils ont à supporter, que ce plafond soit révisé. Il lui demande donc s'il peut reconsidérer sa position à l'égard de ce problème. »

Maisons de retraite: argent de poche des personnes hébergées.

26570. — 17 octobre 1972. — M. Deprez expose à M. le ministre de la santé publique que l'article 142 du code de l'aide sociale prévoit que les ressources dont sont bénéficiaires les personnes placées dans un établissement au titre de l'aide aux personnes âgées sont affectées au remboursement des frais d'hospitalisation dans la limite de 90 p. 100, les 10 p. 100 restants demeurant la propriété du vieillard. Par contre, les personnes âgées hospitalisées sur leur demande dans les mêmes établissements et dont le paiement du prix de journée est assuré à la fois par leurs ressources propres et un versement de leurs enfants astreints à l'obligation alimentaire ne bénéficient d'aucune disposition légale. Les enfants, dont les ressources sont souvent modestes, supportant déjà, justement d'ailleurs, une part qui quelquefois est lourde, ne peuvent dans de nombreux cas assurer à leurs parents « l'argent de poche » qui

leur permettrait d'agrémenter leur existence. Il lui demande s'il envisage de prendre des dispositions qui éviteraient à certains vieillards d'avoir à effectuer des menus travaux à la maison de retraite pour avoir la faculté de dépenser quelque argent.

Rentes viagères du secteur public : indexation, imposition.

26571. — 17 octobre 1972. — M. Cazenave expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la nouvelle augmentation de 6 p. 100 en moyenne des majorations légales applicables aux rentes viagères, qui doit être prévue dans le projet de loi de finances pour 1973, sera tout à fait insuffisante pour rétablir une certaine justice à l'égard des rentiers viagers, et notamment des rentiers viagers du secteur public. Ceux-ci constatent, avec une amertume bien légitime, qu'en application de l'article 4 de la loi n° 63-699 du 12 juillet 1963, les contrats de rentes viagères entre particuliers peuvent contenir une clause d'indexation, alors que les titulaires de rentes viagères de la caisse nationale de prévoyance ou des compagnies d'assurances se voient refuser le bénéfice de toute indexation de leurs rentes en fonction de l'évolution des prix. La situation des rentiers viagers est ainsi particulièrement pénible puisque les modestes augmentations qui leur sont accordées de temps à autre ne représentent que des sommes infimes comparées à la hausse du coût de la vie. D'autre part, en matière fiscale, au-delà d'un plafond de 15.000 francs, les rentes viagères constituées à titre onéreux sont imposables à raison de 80 p. 100 de leur montant (intérêts et amortissement du capital), ce qui a pour effet d'assujettir à l'impôt une fraction de la rente représentant l'amortissement du capital. Il serait équitable soit de supprimer le plafond de 15.000 francs, soit de prévoir une disposition afin que le montant de ce plafond puisse suivre automatiquement la progression des prix. C'est ainsi qu'il pourrait être déterminé en fonction du plafond d'assujettissement des salaires aux cotisations de sécurité sociale, celui-ci étant assorti d'un coefficient qui pourrait être fixé à 1,5 ou 2. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité, d'une part, d'étendre aux rentes viagères du secteur public la possibilité d'indexation qui est prévue pour les rentes du secteur privé, d'autre part, de supprimer, ou tout au moins de relever, le plafond au-delà duquel les rentes viagères sont imposables à raison de 80 p. 100 de leur montant et de faire en sorte que ce plafond, s'il est maintenu, suive l'évolution des prix.

Potente : commerce d'articles religieux pendant les mois d'été.

26576. — 17 octobre 1972. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les dispositions de l'article 1462 du code général des impôts suivant lesquelles, lorsqu'une profession est exercée de façon saisonnière, le droit fixe est réduit de moitié si la période d'exercice de la profession ne dépasse pas six mois par an, peuvent trouver leur application dans le cas d'une personne qui n'exploite un petit commerce d'articles religieux que pendant les mois d'été.

Assurances sociales : régime général (frais de délivrance des certificats médicaux demandés par l'administration concernant les enfants à charge.)

26577. — 17 octobre 1972. — M. Rossi demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales pour quelles raisons les prestations d'assurance maladie du régime général de sécurité sociale ne comportent pas un remboursement des frais correspondant à la délivrance des certificats médicaux qui sont demandés aux assurés pour la constitution des dossiers administratifs de leurs enfants à charge, et s'il n'estime pas qu'il conviendrait de faire figurer ces dépenses dans la liste de celles qui donnent lieu à remboursement au titre de l'assurance maladie.

Pensions de retraite civiles et militaires : amélioration.

26579. — 18 octobre 1972. — M. Antonin Ver rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés auxquelles se heurtent les retraités civils et militaires par suite des hausses permanentes du coût de la vie. Il lui demande s'il n'envisage pas, à l'occasion du vote du budget pour 1973 : 1° d'augmenter progressivement le taux de pension de réversion ; 2° d'accorder aux retraités l'abattement fiscal de 10 p. 100 dont bénéficient les personnes en activité pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; 3° de revenir à une application plus véridique du principe de la péréquation des pensions.

Retraites complémentaires des médecins et dentistes : coordination des régimes.

26582. — 18 octobre 1972. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le problème de la coordination des régimes de retraite complémentaire pour les médecins ou dentistes ayant primitivement exercé leur profession d'une manière libérale. En effet, jusqu'à présent le statut de ces praticiens fixe l'âge de la retraite à soixante-cinq ans avec des coefficients d'ajournement avec bonification de 8 p. 100 par an entre soixante et soixante-cinq ans dans le calcul de leur retraite. Cet avantage s'explique, d'une part, parce que leurs études sont longues, d'autre part, parce qu'on leur réclame cinq années de clientèle libre préalablement à leur entrée à la sécurité sociale. Or il est actuellement envisagé de supprimer le coefficient d'ajournement de 8 p. 100 par an et de fixer l'âge de la retraite à soixante ans. Il lui demande donc quelle est la position du Gouvernement sur ce point, étant donné que cette atteinte aux droits acquis risque de raréfier encore le recrutement des praticiens conseils. En définitive il lui demande si la solution ne réside pas dans la modification de l'article 12 bis du décret n° 58-436 du 14 avril 1958, modifié par le décret n° 61-1253 du 28 décembre 1961 qui fait obstacle à toute coordination entre les régimes d'assurance vieillesse complémentaires des praticiens conseils.

Handicapés. — I. R. P. P. — Déduction des frais afférents à l'emploi nécessaire d'une tierce personne.

26585. — 18 octobre 1972. — M. Boyer expose à M. le ministre de la santé publique le cas d'une personne titulaire d'une carte d'invalidité à 90 p. 100 dont la pension qui lui est servie en compensation de son infirmité est entièrement absorbée par l'obligation absolue pour elle d'avoir recours, pendant quarante heures par mois au moins, à une tierce personne. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en accord avec son collègue M. le ministre de l'économie et des finances, toutes mesures utiles devraient être prises pour que les employeurs de gens de maison qui se trouvent dans de tels cas puissent avoir la possibilité de déduire du total de leurs revenus au moins le montant des charges sociales afférentes aux salaires versés à leurs employés.

Contribution foncière. — Exemption de longue durée pour les constructions achevées avant le 31 décembre 1972.

26589. — 18 octobre 1972. — M. Duroméa demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les dispositions de la loi n° 71-583 du 16 juillet 1971, prévoyant la suppression des exemptions de contribution foncière pendant quinze ou vingt-cinq ans pour les constructions achevées après le 31 décembre 1972, sont applicables aux souscripteurs des sociétés immobilières qui ont été déclarées en faillite. De tels cas existent dans la région du Havre, dans lesquels les constructions auraient dû être livrées avant la fin de l'année 1972. Il lui demande s'il n'est pas envisagé, en faveur de ces cas très particuliers, une prolongation des dispositions antérieures, le retard apporté à la livraison des pavillons ou appartements étant bien évidemment indépendant de leur volonté, et constituant déjà un préjudice important.

Papeterie : arrêt partiel d'une usine.

26591. — 18 octobre 1972. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'arrêt partiel de l'usine de Grand-Quevilly (76), d'une grande papeterie. L'usine de Grand-Quevilly est l'une des quatre usines restant en activité sur la vingtaine qui constituaient cette société il y a quelques années. Celle-ci est à son tour touchée par l'arrêt d'une partie importante de ses installations (deux machines à papier sur trois, l'atelier de fabrication de cellulose). Il s'agit donc d'une nouvelle manifestation du mouvement de concentration qui s'est accéléré dans l'industrie papetière française au cours de la dernière période, sous l'impulsion de groupes financiers qui contrôlent d'ailleurs cette société. Or, cette concentration a de graves conséquences sur l'emploi des salariés de la profession, en même temps qu'elle porte sérieusement atteinte au potentiel de l'industrie nationale du papier et plus particulièrement dans le secteur du papier de presse où la production française est sacrifiée au profit des importations. Face à une telle situation et tenant compte que l'arrêt partiel de l'usine de Grand-Quevilly aura pour effet de ramener au 31 octobre 1972 l'effectif actuel de 540 à 280 salariés, il lui

demande quelles mesures il compte prendre en accord avec les ministères intéressés : 1° pour sauvegarder l'emploi des travailleurs de la production en maintenant et en développant cette industrie nationale ; 2° pour contraindre cette société à assurer à tous les travailleurs de Grand-Quevilly, menacés par les mesures patronales, un reclassement immédiat à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine à des conditions équivalentes.

Associations syndicales (taxe sur la valeur ajoutée).

26593. — 18 octobre 1972. — M. de Montesquou attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les graves inconvénients que présente la non-parution du décret en Conseil d'Etat qui doit fixer les conditions d'application de l'article 23 de la loi de finances pour 1970 (loi n° 69-1161 du 24 décembre 1969) en vertu duquel les associations syndicales autorisées, constituées sous le régime de la loi du 22 décembre 1888, peuvent, sur leur demande, être assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'opérations pour lesquelles elles n'y sont pas obligatoirement soumises. En raison du retard apporté à la mise en vigueur de ces dispositions, les agriculteurs sont dans l'impossibilité de récupérer la taxe sur la valeur ajoutée sur les travaux d'assainissement effectués par les bials des associations syndicales. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que ce décret, qui doit ainsi fixer les conditions et les modalités d'option à la taxe sur la valeur ajoutée prévues à l'article 23 de la loi de finances pour 1970, sera publié dans les meilleurs délais.

Pollution : produits détergents.

26598. — 19 octobre 1972. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que le décret n° 70-872 du 25 septembre 1970 a interdit le déversement de certains produits détergents dans les eaux superficielles, souterraines et dans les eaux de mer dans les limites territoriales et règlemente la mise en vente et la diffusion de ces détergents dans les produits de lavage et de nettoyage. Il a constaté avec regret que les dispositions de ce texte n'étaient pas appliquées, c'est pourquoi il lui demande quelles sont ses intentions pour rendre effectives les mesures qu'il prévoit.

Sécurité sociale : détermination du régime d'assurance maladie des titulaires de plusieurs pensions de vieillesse ou d'invalidité.

26601. — 19 octobre 1972. — M. Pierre Lucas attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la circulaire n° 1255 du 2 février 1971 relative à la détermination du régime d'assurance maladie applicable aux personnes titulaires de plusieurs pensions de vieillesse ou d'invalidité. Il semble que, pour certaines raisons d'ordre divers, l'application a été différée jusqu'à ce jour, les services du ministère procédant depuis plusieurs mois à un nouvel examen du problème en liaison avec les départements ministériels et les organismes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse intéressés. Il lui demande s'il peut préciser les conclusions auxquelles a pu aboutir cet examen et si de nouvelles instructions ont été adressées aux caisses de sécurité sociale ou dans quel délai celles-ci seront données.

Handicapés : grands infirmes, moteurs et sensoriels, enfants de « Morts pour la France ».

26607. — 19 octobre 1972. — M. Paquet demande à M. le ministre des anciens combattants s'il n'estime pas qu'il serait désirable que les grands infirmes moteurs et sensoriels, non déficients mentaux, enfants de « Morts pour la France » de la guerre 1939-1945, soient détachés du ministère des affaires sociales et rattachés à son administration, ce transfert d'attribution permettant que désormais des intéressés fassent l'objet d'une instruction impartiale et plus rapide par les commissions d'action sociale siégeant dans les services départementaux des anciens combattants.

I. R. P. P. : paiement par les personnes qui viennent de prendre leur retraite.

26609. — 19 octobre 1972. — Mme Stephan expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le paiement de l'impôt sur les personnes physiques pose, très souvent, aux sexagénaires qui vien-

ent de prendre leur retraite un problème délicat, puisque aussi bien ils doivent acquitter, à partir de revenus très diminués, une contribution basée sur les ressources de leur dernière année de pleine activité. Elle lui demande s'il n'estime pas, au moins dans la limite d'un certain plafond de ressources, souhaitable de proposer au Parlement des mesures de modération, de nature à faciliter aux intéressés le délicat passage de cette période transitoire.

Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Bénéfices non commerciaux. — Imposition des plus-values : cession partielle de clientèle.

26615. — 20 octobre 1972. — M. Hoffer expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en matière de bénéfices non commerciaux, l'imposition des plus-values est régie par les articles 93-1, 152 et 200 du code général des impôts. Dans le cas d'une cession de clientèle, le régime d'imposition diffère selon que la cession s'effectue en cours ou en fin d'exploitation. Bien que la loi semble assimiler une cession partielle de clientèle à une cession réalisée en fin d'exploitation, il se dégage, néanmoins, des articles précités une certaine ambiguïté, en ce qui concerne le régime d'imposition applicable à la plus-value dégagée lors de la cession par un contribuable imposable suivant le régime des bénéfices non commerciaux d'une partie de sa clientèle. En effet, un tel contribuable, à savoir par exemple un expert comptable, un médecin, un agent d'assurances, un agent commercial, un commissaire aux comptes, entre autres, peut, en vue de réduire son activité, mais sans la cesser totalement cependant, être amené à céder à un confrère une partie de sa clientèle. La question est alors de savoir si la plus-value dégagée par cette cession partielle doit être taxée exclusivement au taux de 6 p. 100 ou comprise dans les bénéfices imposables pour la moitié de son montant selon le cas, soit au contraire comprise dans les bénéfices imposables pour sa totalité. Il lui demande à quelles conditions doit satisfaire une cession partielle de clientèle en cours d'exploitation, afin que le régime d'imposition des plus-values applicables aux plus-values réalisées en fin d'exploitation lui soit également applicable. En outre, il souhaiterait savoir si la solution et les critères ainsi dégagés dans l'optique de la cession partielle de clientèle dont il est question ci-dessus sont également applicables tels quels dans l'hypothèse où le contribuable en question apporte dans un premier temps la totalité de sa clientèle à une société civile professionnelle constituée conformément aux dispositions de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 et du règlement d'administration publique propre à la profession considérée, cet apport s'effectuant dans le délai de cinq ans à compter de la publication du règlement précité, et, dans un deuxième temps, cède une partie des parts reçues en rémunération de son apport à un associé de cette société et doit de ce fait soumettre à l'impôt la plus-value relative à l'apport de sa clientèle à la société en question, conformément aux dispositions de l'article 93-4 du code général des impôts. Ces questions revêtent la plus grande importance en considération, d'une part, de l'absolue nécessité de connaître sans ambiguïté le régime fiscal applicable à une situation donnée, et, d'autre part, de l'énorme différence d'impôt susceptible d'être mise à la charge du contribuable, dans l'hypothèse où une interprétation des textes par le contribuable dans le sens de l'imposition réduite serait par la suite remise en question par l'administration.

Invalides de guerre : carte « station debout pénible » (pensionnés à un taux inférieur à 75 p. 100).

26620. — 20 octobre 1972. — M. Marie attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants sur la situation des invalides de guerre de 1914-1918, titulaires d'une pension d'invalidité à un taux inférieur à 75 p. 100. Il lui demande si, étant donné l'âge des intéressés dont les plus jeunes ont au moins soixante-quinze ans, il n'envisage pas d'étendre à ces invalides le bénéfice des dispositions actuellement accordées aux pensionnés à plus de 75 p. 100 qui, grâce à la mention « station debout pénible » inscrite sur leur carte d'invalidité, ont droit à une place assise dans les transports en commun S. N. C. F. et R. A. T. P.

Enfance martyre : amélioration de sa protection.

26622. — 20 octobre 1972. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les problèmes de l'enfance martyre. Trop de jeunes enfants et même de nourrissons souffrent de mauvais traitements de la part de leurs parents ou des personnes chargées de leur entretien. Il apparaît pourtant que des moyens très simples pourraient être mis en œuvre pour éviter de tels sévices : visites

médicales régulières et complètes des enfants, paiement des allocations familiales en fonction du carnet de santé, enquête-éclair en cas d'absence scolaire injustifiée. Il s'agit en fait d'obtenir une coordination de tous les services existant déjà. D'ailleurs une loi du 4 août 1950 a été votée à cet effet mais n'a donné lieu à ce jour à aucune application. Il lui demande donc s'il envisage de prendre des mesures pour faire appliquer ce texte et créer un seul service national consacré à l'enfance et l'adolescence.

T. V. A. : travaux de curage des fossés exécutés par une entreprise pour le compte de l'Etat ou de collectivités locales.

26624. — 20 octobre 1972. — M. Vandeloit expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en réponse à la question écrite n° 10860 (parue au *Journal officiel*, Débats Sénat, du 19 mai 1972, p. 431) il disait que « les travaux de démaquillage, de défrichage et de défonçage des terrains sont soumis au régime des travaux immobiliers lorsqu'ils nécessitent l'intervention d'une entreprise spécialisée dotée d'un matériel important et qu'ils aboutissent à une modification notable du relief existant. Ils sont soumis à la T. V. A. au taux de 17,6 p. 100 si par ailleurs, ils concourent à la construction, à la réparation ou à la réfection des voies et bâtiments de l'Etat et (ou) des collectivités locales. Il lui demande si on peut, par assimilation, considérer que les travaux de curage de fossés exécutés par une entreprise avec son matériel et son personnel, travaux facturés en général au mètre linéaire de fossé ou au mètre cube de terre remuée, et qui concourent à la réparation du système d'écoulement des eaux de ruissellement et (ou) des eaux usées, ces fossés pouvant se trouver en bordure des routes ou non, doivent, lorsque l'exécution a lieu pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales, être passibles du taux de 17,6 p. 100.

I. R. P. P. (bénéfices agricoles : évaluation du montant du fermage déductible du bénéfice imposable [art. 64 C. G. I.]).

26626. — 20 octobre 1972. — M. Ducray expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en matière d'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles, l'article 64 du code général des impôts précise, dans son paragraphe 4, que « le bénéfice imposable est obtenu en retranchant du bénéfice déterminé conformément au 3 ou au 2, deuxième alinéa, le montant du fermage moyen correspondant à la catégorie ou à la nature de l'exploitation » et que l'article 66 précise que « le bénéfice agricole forfaitaire visé à l'article 64, ainsi que le fermage moyen correspondant à chaque catégorie ou à chaque nature d'exploitation sont déterminés, pour chaque département ou pour chaque région agricole, dans les conditions suivantes : « Le directeur des impôts (contributions directes et cadastre) soumet chaque année, entre le 1^{er} décembre de l'année de l'imposition et le 15 février de l'année suivante, à la commission départementale prévue à l'article 1651 des propositions portant, d'une part, sur les natures de culture ou d'exploitation qui doivent faire l'objet d'une évaluation spéciale, d'autre part, sur les catégories d'exploitations de polyculture, sur le bénéfice moyen et sur le fermage moyen qu'il y a lieu de fixer pour chacune de ces catégories conformément à l'article 64-2 ». Il lui précise que dans le département du Rhône l'arrêté préfectoral relatif au calcul du montant du fermage indique que celui-ci peut varier entre 8 et 12 hectolitres à l'hectare. Il attire son attention sur le fait que son administration retient systématiquement le chiffre plancher de cette évaluation et lui demande si une telle interprétation est conforme tant à la lettre qu'à l'esprit du code général des impôts.

Groupements politiques (interdiction de l'E. T. A.).

26633. — 20 octobre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre des affaires étrangères si l'interdiction de l'E. T. A. par le ministre de l'intérieur est en liaison avec l'intention proclamée de faire entrer l'Espagne franquiste dans la Communauté européenne. Il lui demande son sentiment devant l'aide précieuse que la police française continue ainsi d'apporter à la police franquiste. Il lui demande de comparer la répression des activités des patriotes basques en France avec la liberté qu'a laissée le même ministre de l'intérieur à des organisations fascistes ou nazies étrangères (M. S. I.-N. P. D.) de prendre la parole publiquement à Paris pour soutenir l'activité subversive du groupuscule d'extrême droite « Ordre nouveau ». Il lui demande ce qu'il pense du changement de l'image de la France auprès des patriotes antifascistes qui luttent en Espagne pour la liberté du Pays Basque.

Manifestations (comportement des forces de l'ordre le 9 octobre 1972 place de l'Opéra).

26636. — 20 octobre 1972. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de l'intérieur quelles sanctions ont été prises contre les policiers occupant la voiture immatriculée 9548 VU 75, dont le comportement dangereux et provocateur, lors de la brutale dispersion du rassemblement pacifique du 9 octobre 1972, place de l'Opéra, a été relevé. Il lui demande son appréciation sur le comportement global des « forces de l'ordre » lors de ce rassemblement. Il lui demande quels commentaires il pense devoir faire à la lecture de l'article du journal *Le Monde* du 11 octobre 1972, à propos de ce comportement.

Espaces verts (Paris [16^e]).

26637. — 20 octobre 1972. — M. Stehlin expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, que depuis les élections législatives de 1968, il n'a cessé de lutter pour, non seulement la préservation des espaces verts et terrains de sport dans le 16^e arrondissement, mais aussi, en ce qui concerne ces derniers, l'accroissement de leur nombre et leur extension. Or, voici que pour la sixième fois en dix ans, les bulldozers ont entrepris de détruire dans cet arrondissement, où la population est la plus dense, un autre terrain de sport. Il en résulte que des établissements scolaires du 16^e sont contraints, ou de supprimer leurs activités sportives, ou d'envoyer leurs élèves en banlieue, une semaine sur deux. Or, l'administration dispose dans Paris même de terrains et immeubles, pratiquement sans affectation, c'est le cas des anciennes écuries de la présidence de la République, sur l'emplacement desquels l'Union soviétique aurait certainement accepté d'ériger sa nouvelle ambassade. Ce manque d'égard envers la population du 16^e arrondissement suscite, à juste titre, un profond mécontentement. Mais que peut faire un parlementaire pour empêcher la pratique de tels errements, si ce n'est de les dénoncer inlassablement au Gouvernement directement responsable de cet état de choses à Paris.

Impôt sur le revenu des personnes physiques (bénéfices agricoles : détermination du montant du fermage).

26639. — 20 octobre 1972. — M. Ducray expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en matière d'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles, l'article 64 du code général des impôts précise dans son paragraphe 4 que « le bénéfice imposable est obtenu en retranchant du bénéfice déterminé conformément au 3 ou au 2, deuxième alinéa, le montant du fermage moyen correspondant à la catégorie ou à la nature de l'exploitation » et que l'article 66 précise que : « le bénéfice agricole forfaitaire visé à l'article 64, ainsi que le fermage moyen correspondant à chaque catégorie ou à chaque nature d'exploitation sont déterminés, pour chaque département ou pour chaque région agricole, dans les conditions suivantes : « Le directeur des impôts (contributions directes et cadastre) soumet chaque année, entre le 1^{er} décembre de l'année de l'imposition et le 15 février de l'année suivante, à la commission départementale prévue à l'article 1651, des propositions portant, d'une part, sur les natures de culture ou d'exploitation qui doivent faire l'objet d'une évaluation spéciale, d'autre part, sur les catégories d'exploitations de polyculture, sur le bénéfice moyen et sur le fermage moyen qu'il y a lieu de fixer pour chacune de ces catégories conformément à l'article 64-2 ». Il lui précise que, dans le département du Rhône, l'arrêté préfectoral relatif au calcul du montant du fermage indique que celui-ci peut varier entre 8 et 12 hectolitres à l'hectare. Il attire son attention sur le fait que son administration retient systématiquement le chiffre plancher de cette évaluation et lui demande si une telle interprétation est conforme tant à la lettre qu'à l'esprit du code général des impôts.

Impôt sur le revenu des personnes physiques (quotient familial : tierce personne).

26640. — 20 octobre 1972. — M. Hubert Marlin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que, pour déterminer le quotient familial, ne sont prises en compte que les personnes vivant au foyer. C'est ainsi que, dans le cas d'un mari restant seul et auquel l'aide d'une tierce personne est indispensable pour élever ses enfants, cette tierce personne n'est pas retenue pour le calcul du quotient familial. Par contre, l'intéressé bénéficiera de trois parts et donc pour ses impôts d'une demi-part pour sa femme décédée. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il entend prendre pour remédier à cette anomalie.

Crédit agricole (dépôts des notaires).

26643. — 20 octobre 1972. — **M. Planeix** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les graves conséquences de l'arrêté du 25 août 1972 relatif à la liste des établissements financiers susceptibles de recevoir les dépôts de fonds de moins de trois mois des études de notaires. Il lui fait observer, en effet, que la suppression de ces ressources régulières dont le crédit agricole disposait depuis 1930 va amputer gravement les disponibilités des caisses, notamment dans le département du Puy-de-Dôme, où le crédit agricole ne pourra plus recevoir les fonds des notaires de Clermont-Ferrand, Chamalières, Beaumont, Aubière, Gerzat et Cébazat, soit pratiquement l'ensemble de l'agglomération clermontoise, où l'activité notariale représente environ la moitié de l'activité des études de tout le département. Le crédit agricole va donc être contraint de limiter ses interventions en faveur des communes rurales, ce qui compromettra gravement l'exécution des programmes départementaux et communaux. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour abroger l'arrêté du 25 août 1972 qui soulève une légitime protestation de la part des caisses de crédit agricole et des élus locaux.

Baux commerciaux (zone de rénovation de Saint-Maurice dans le Val-de-Marne).

26645. — 20 octobre 1972. — **M. Griotteray** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation particulière des commerçants qui exercent leur activité dans la zone de rénovation de Saint-Maurice dans le Val-de-Marne. Les travaux du pont de Charenton, d'une part, la désaffectation de nombreux immeubles en état de péril et d'autre part, paralysent l'activité commerciale. Il est déconcertant de constater que dans le même temps les charges qui pèsent sur leur commerce augmentent sans cesse : les impôts locaux et les loyers commerciaux qu'ils doivent à leurs propriétaires. Ils se trouvent donc dans la situation où ils ne peuvent vendre évidemment leur bail, qui n'intéresse personne, et où les propriétaires veulent l'augmenter pour éventuellement le récupérer. Il lui demande si des mesures sont prévues pour limiter les hausses des loyers commerciaux pendant la durée des travaux de rénovation.

Brevets d'invention (imposition de l'inventeur qui cède son brevet).

26646. — 20 octobre 1972. — **M. Griotteray** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'apparente contradiction entre les dispositions de l'instruction de la direction géné-

rale des impôts du 13 juillet 1972, relative aux bénéfices non commerciaux (cessions de brevets d'invention) et celles de la loi du 13 mai 1948. Il résulte en effet de cette dernière que l'inventeur qui cède son brevet sans participer en aucune manière à son exploitation, n'est pas imposable, même si le prix de la cession est payable sous forme d'annuités fixes ou proportionnelles. Récemment, en 1970, en réponse à une question écrite, l'administration précisait que les produits de la cession de brevets pris dans certains pays étrangers n'étaient pas soumis à l'impôt du fait que l'inventeur ne participait pas directement ou indirectement à l'exploitation de ces brevets et si les brevets ne figuraient pas à l'actif d'une entreprise (*Journal officiel* du 25 juin 1970, Débats Assemblée nationale, p. 3027). L'instruction de la direction générale des impôts du 13 juillet stipule qu'il y a lieu désormais de faire application des règles suivantes : la cession est consentie moyennant le paiement de redevances proportionnelles ; le cédant est censé participer à l'exploitation du brevet ; les produits qu'il perçoit constituent un revenu imposable sans qu'il y ait lieu de prendre en considération les liens qui l'unissent au cessionnaire ; il convient de considérer que les contrats de cession comportant le paiement de redevances proportionnelles ne sont pas fondamentalement différents au regard de l'exploitation du brevet, des concessions de licences d'exploitation qui constituent dans tous les cas des opérations imposables. Il semble donc qu'il y ait contradiction avec la loi précitée. Il lui demande donc : si le propriétaire d'un brevet d'invention qui cède tous ses droits à une entreprise sans participer en aucune manière à l'exploitation du brevet cédé est, ou non, exonéré d'impôts si le prix de la cession est constitué par des versements proportionnels à l'exploitation du brevet ; au cas où le mode de versement proportionnel entraînerait l'imposition, contrairement à la loi de 1948, si cette mesure s'applique aux cessions antérieures à la date de l'instruction ou uniquement à celles effectuées postérieurement.

Aménagement du territoire (exonération de la patente et aide de l'Etat en faveur des entreprises s'installant en Meurthe-et-Moselle).

26648. — 20 octobre 1972. — **M. Richoux** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences de l'application de l'arrêté du 28 mai 1970 selon lequel l'exonération de la patente et l'aide de l'Etat ne sont pas accordées aux sociétés prestataires de services établies dans les départements énumérés dans l'annexe A. Il lui demande s'il n'envisage pas de lever cette mesure en faveur du département de Meurthe-et-Moselle afin d'encourager les entreprises qui font un effort d'extension et de création d'emplois, en particulier dans le bassin de Longwy-Briey, et afin d'attirer de nouvelles industries qui doivent pallier la suppression de 12.000 emplois.